

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CONVENTIONS DE LA HAYE

DES 14 NOVEMBRE 1896 ET 17 JUILLET 1903

Relatives à la procédure civile
en droit international privé

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 27 mai 1908, à 1 heure

PAR

Edmond PIALOUX

AVOCAT

Président : M. ANDRÉ WEISS.

Suffragants : { MM. LAINÉ, } professeurs.
PILLET, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES CONVENTIONS DE LA HAYE

DES 14 NOVEMBRE 1896 ET 17 JUILLET 1905

Relatives à la procédure civile
en droit international privé

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 7 mai 1908, à 1 heure

PAR

Edmond PIALOUX

AVOCAT



Président : M. ANDRÉ WEISS

Suffragants : { MM. LAINÉ, } professeurs.
PILLET, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES CONVENTIONS DE LA HAYE

des 14 novembre 1896 et 17 juillet 1905

RELATIVES A LA PROCÉDURE CIVILE EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

INTRODUCTION

« La sécurité des intérêts privés par la sûreté des droits non seulement dans les rapports d'un même pays, mais aussi dans ceux avec l'étranger, est la condition indispensable du bien-être des individus et des nations en même temps que de tout progrès social (1). » Il semble que depuis longtemps cette sécurité dût être assurée puisque les relations entre individus de nationalités différentes sont aussi anciennes que la civilisation. Cependant au siècle dernier les jurisconsultes étaient encore unanimes à déplorer l'état d'imperfection du droit positif réglant les rapports internationaux privés. Chaque législateur, jaloux de son autonomie, a porté des règles sans se préoccuper de leur conflit possible avec celles

(1) Discours du ministre hollandais Van Tienhoven à l'ouverture de la Conférence de 1893, p. 24.

en vigueur dans un autre pays, ou, sciemment, a pris des mesures spéciales contre les étrangers, rompant ainsi l'égalité juridique qui doit régner entre les particuliers.

Pour sortir de cet état de choses que Mancini qualifiait d'anarchique, certains esprits ont pensé qu'il était désirable d'arriver à l'unification des législations dans le monde civilisé : une seule loi puisqu'il y a une seule justice. Et voulant démontrer que ce rêve n'était pas irréalisable, ils ont fait valoir le mouvement général de toutes les nations, vers les mêmes idées de justice et d'équité. Mais, avec les juristes les plus éminents en droit international privé, ceux mêmes qui furent les apôtres de la codification de ce droit, nous pensons que l'unité législative universelle est une chimère, négation de l'individualité des peuples et obstacle certain aux progrès du droit (1).

La solution ne doit pas être cherchée ailleurs que dans l'adoption de règles générales, obligatoires pour tous les États, de nature à assurer une décision uniforme dans les conflits entre les différentes législations. Substituer à la jurisprudence flottante des tribunaux, à l'appel aux auteurs chez lesquels on trouve souvent les opinions les plus divergentes, des règles fixes ayant la même force que les lois nationales, tel est le seul moyen de donner aux droits des citoyens dans les relations internationales la certitude qui doit en être la première

(1) V. Renault, Discours prononcé à l'École des sciences politiques, *Annales de l'École*, 1894, p. 316.

qualité. Pour atteindre ce but une seule méthode est efficace : l'entente entre toutes les nations par des conventions internationales.

L'histoire du xix^e siècle nous montre les Etats souvent réunis en conférences ou congrès d'où sont sorties de nombreuses « Unions » : Union télégraphique, Union postale, Union pour la protection de la propriété littéraire et artistique, Congrès de Bruxelles sur le droit commercial et la lettre de change, Union pour le transport des marchandises par chemins de fer, etc., etc. Il n'est donc pas chimérique d'espérer réunir l'adhésion de plusieurs Etats sur une réglementation uniforme du droit international privé.

La méthode employée pour la formation de ces « Unions » indique la voie à suivre. S'il s'agit de règlements administratifs ou autres dispositions ne touchant pas aux principes généraux des législations particulières, on proposera aux puissances réunies des règles générales obligatoires sur le territoire de chacune d'elles. Lorsque des conceptions juridiques contraires feront obstacle à cette unité, on tournera la difficulté en déterminant d'une manière uniforme la loi applicable au cas de conflit. On respecte ainsi l'autonomie du législateur tout en donnant aux droits de l'individu la garantie de règles précises et certaines.

Le résultat sera d'autant plus facile à atteindre qu'on ne rencontre pas en matière de droit international privé les obstacles qui s'opposent à la codification du droit

international public. Ici, sous couleur de discussion juridique, c'est le plus souvent de purs arguments d'intérêts qui s'opposent les uns aux autres.

Dans l'atmosphère plus sereine des principes juridiques, les mêmes conflits ne sont pas à craindre. Et cependant l'étude historique, par laquelle nous commençons ce travail, nous montrera quels obstacles ont rencontrés pendant près d'un demi-siècle les jurisconsultes et hommes d'Etat qui ont poursuivi cette œuvre bienfaisante.

Avant d'entreprendre l'exposé des tentatives d'abord infructueuses faites en vue de la réunion d'une Conférence internationale pour le droit privé, nous donnerons un aperçu rapide des principes admis par doctrine au milieu du xix^e siècle. Ils seront la base de l'entente entre les Etats et de la future codification. Nous assisterons ensuite au succès de ces démarches et nous verrons presque tous les Etats européens représentés par des jurisconsultes et des diplomates réunis en conférence à la Haye, une première fois en 1893, puis en 1894, 1900 et 1904.

Nous n'avons pas eu la prétention d'étudier l'ensemble de l'œuvre de ces diverses conférences, on pourrait dire de la Conférence de la Haye dans ses sessions successives. Nous avons spécialement porté notre attention sur la Convention de la Haye du 14 novembre 1896 relative à plusieurs matières de procédure civile. C'est la première pierre de l'édifice de la codification du droit

international privé et à ce titre il est intéressant d'en connaître la genèse. Mais, de plus, les règles qu'elle a déterminées ont une importance pratique considérable. Ayant aplani la plupart des obstacles matériels auxquels se heurte l'exercice des droits de l'individu à l'étranger, elle était la préface nécessaire de la réglementation de ces droits.

D'autre part, le principe de l'assimilation des étrangers aux nationaux, qui en est l'idée directrice, est un de ceux destinés à porter les fruits les plus bienfaisants dans le domaine du droit international privé.

Pour toutes ces raisons, après avoir essayé de donner dans une première partie une vue d'ensemble sur les efforts tentés en vue de la codification du droit international privé et sur les travaux de la Conférence enfin réunie à la Haye, nous étudierons article par article les dispositions de la Convention du 14 novembre 1896 mise en vigueur en 1899 et ce sera l'objet de notre deuxième partie la plus importante. L'expérience ayant démontré la nécessité de quelques retouches, la Conférence de la Haye réunie en 1904 elabora un projet de révision qui est devenu la convention du 17 juillet 1905 dont l'étude clôturera avantageusement notre travail puisqu'elle nous conduira à un examen plus détaillé des matières traitées.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DES PRINCIPES ADMIS PAR LA DOCTRINE EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ AU XIX^e SIÈCLE.

Le xix^e siècle a vu s'accomplir dans le domaine du droit international privé des progrès considérables et il importe de les connaître puisque ce sont eux qui ont rendu possible l'œuvre de codification entreprise à la Haye.

La doctrine s'est occupée avec ardeur des nouveaux problèmes qui se posaient et elle est parvenue à dégager des principes généraux presque universellement admis.

La jurisprudence entraînée par ce nouveau courant d'idées, mieux éclairée et plus considérable, a manifesté une tendance nette, au moins sur certains points, vers des décisions plus uniformes et surtout plus libérales.

Le législateur lui-même a subi l'influence de ce mou-

vement et a consenti à rayer de ses Codes la plupart des dispositions iniques qu'ils renfermaient à l'égard des étrangers.

D'autre part, la diplomatie se consacrait activement à l'amélioration des rapports internationaux et de ce travail incessant est sortie une véritable floraison de traités, de conventions, de protocoles. Ainsi ont été établies de nombreuses règles empreintes d'un esprit libéral, concernant les rapports des citoyens de deux Etats entre eux. Si bien que nous verrons les artisans de la codification du droit international privé prendre pour base de leurs travaux et emprunter parfois sans modifications ces règles mêmes, satisfaits d'en obtenir la généralisation entre tous les Etats.

La raison, la cause efficace de cette marche ascendante vers une amélioration des rapports internationaux en droit privé, il faut la chercher dans le principe nouveau que la doctrine moderne a fait triompher, à son grand honneur, sur les anciennes théories. On reconnut qu'il existait une justice internationale qui devait présider aux rapports entre tous les citoyens à quelque Etat qu'ils appartenissent ; et la majorité des jurisconsultes proclama la déchéance de la fameuse théorie de la *comitas gentium*.

Admettre que toute loi, tout traité, toute jurisprudence reconnaissant la condition civile d'un étranger ou un effet quelconque à une loi étrangère est une concession purement généreuse et spontanée d'un Etat à

un autre, n'est-ce pas proclamer l'arbitraire dans les rapports internationaux ? Les intérêts particuliers, la situation familiale d'un individu hors de sa patrie sont à la merci des relations politiques de deux nations si leur reconnaissance n'est qu'un effet de la « courtoisie » qui doit régner entre les Etats (*ex comitate gentium*) pour le plus grand intérêt de chacun (*ob reciprocam utilitatem*). Et l'on a vu les tribunaux de deux pays, invoquant le défaut de réciprocité, se livrer à un véritable duel et de part et d'autre protéger les intérêts de leurs nationaux d'une manière outrageante pour la justice.

D'ailleurs la théorie de la *comitas gentium* est opposée à la formation scientifique du droit international privé. « Si la souveraineté dont émane la concession, a le droit de déterminer selon son bon plaisir les limites et les conditions de cette admission (limites et conditions toujours justes quand il s'agit d'une concession gratuite et d'une restriction volontaire de son pouvoir législatif) », si « dans une matière tout à fait discrétionnelle et arbitraire il n'y avait pas lieu à rechercher les principes spéculatifs et rationnels de droit international privé », il faut réduire cette science à « une étude des textes positifs de législation comparée ou tout au plus à une appréciation expérimentale des résultats des différents Codes (1). »

(1) Mancini, *Mémoire à l'Institut de D. I.*, 1874. Session de Genève,

C'est contre cette doctrine arbitraire et antijuridique que se sont élevés les jurisconsultes modernes presque à l'unanimité.

Déjà Savigny, tout en conservant le nom, dénaturait singulièrement le principe lorsqu'il recommandait de voir dans l'accord des nations, en matière de droit privé, non pas « l'effet d'une pure bienveillance », mais « un développement propre du droit suivant dans son cours la même marche que les règles sur la collision entre les droits particuliers dans un même Etat (1) ».

Schaffner et même un auteur anglais Guthrie (dans sa traduction de Savigny), commencèrent à nier d'une manière formelle la théorie de la *comitas gentium* (restée cependant la doctrine officielle en Angleterre). Bluntschli, Heffter, Beach Lawrence, Westlake, Massé l'avaient déjà battue en brèche dans leurs ouvrages, avant d'en proclamer la déchéance en corps lors de la première réunion de l'*Institut de droit international* à Genève en 1874, en écoutant sans protester le magnifique réquisitoire qu'est le mémoire de Mancini.

Celui-ci avait commencé l'attaque dès 1853. Dans son cours à l'Université de Turin il déclarait que « la conservation et la garantie de la liberté de chaque homme ne peut avoir d'autre limite rationnelle que cette même protection et garantie des libertés juridiques

sous sa présidence. *Journal de droit international privé*, 1874, p. 221 et suiv.

(1) Savigny, *Traité de droit romain*, t. VIII, p. 31.

accordées à tous les autres », dont le respect est « un devoir rigoureux de justice internationale auquel une nation ne peut se soustraire... sans devenir membre rebelle et réfractaire de cette société universelle que Vollius appelait *Respublica maxima gentium* ».

Ce mouvement doctrinal qui fit triompher la reconnaissance d'une justice internationale planant au dessus des législations particulières, fut fertile et ne tarda pas à porter ses fruits.

C'est alors que commença une véritable campagne doctrinale et diplomatique en vue de réunir en congrès ou conférence les délégués des principaux Etats, qui auraient pour mission de poser des règles communes relativement à la condition civile des étrangers, à l'extension et à la garantie de leurs droits, à leur plus large participation aux bénéfices des législations respectives.

CHAPITRE II

PREMIÈRES DÉMARCHES DE MANCINI EN VUE DE LA RÉUNION D'UNE CONFÉRENCE CHARGÉE DE RÉGLEMENTER DIVERSES MATIÈRES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. — L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL. — PROPOSITIONS DE LA HOLLANDE AUX ÉTATS. — LE LIVRE VERT ITALIEN. — CONGRÈS DE MONTEVIDEO.

I

Le promoteur du mouvement vers une entente internationale fut Mancini, professeur à l'Université de Turin, député à la Chambre italienne, puis ministre ; il se voua avec ardeur à la tâche et du haut de la chaire, de la tribune, par ses écrits et sa diplomatie, il ne cessa de préconiser le système des traités internationaux.

C'est sur ses instances qu'en 1867 le gouvernement italien prenait l'initiative de faire des démarches auprès de plusieurs nations voisines, celles avec lesquelles une affinité de mœurs et de législation rendait un résultat plus probable. Le ministre Ratazzi chargea officieusement Mancini lui-même d'entamer des négociations confidentielles auprès des cabinets de Paris, de Berlin et de Bruxelles. Un memorandum, soumis à ces gouver-

nements, soulignait les graves inconvénients du régime actuel sur les points essentiels du droit international privé. Les contradictions des dispositions admises par les législations sur le principe même du statut personnel, les unes admettant la nationalité, les autres le domicile, y étaient mises en relief. L'auteur du mémoire attirait l'attention des gouvernements sur l'incertitude de la nationalité même d'un individu et sur l'incohérence régnant en matière de dévolution des biens. Enfin était présenté le schéma des solutions admissibles, pour la plupart inspirées des dispositions du nouveau Code civil italien sur ces matières.

Les gouvernements sollicités firent à la proposition italienne un accueil bienveillant et favorable tout en se réservant des délais pour répondre. Mais les graves événements politiques qui allaient bouleverser l'Europe appelèrent leur attention ailleurs et les négociations ne dépassèrent pas les premiers pourparlers.

II

Un élan général en faveur de la codification anima à cette époque la science juridique de tous les pays. D'un côté et de l'autre de l'Atlantique les juriconsultes sentirent le besoin de se réunir en associations semblables à celles qui ont pour but les intérêts matériels. Ces associations scientifiques grouperaient les représentants de la science juridique internationale

et étudieraient spécialement les moyens d'arriver à une codification.

C'est ce qui fut réalisé en 1873 à New-York où se forma un « international code committee » : qui convoqua une conférence internationale devant se réunir à Bruxelles « for consultation upon the best method of preparing one international code and the best means of procuring its adoption ».

L'Europe ne fut pas en retard. Déjà de nombreux jurisconsultes avaient émis l'idée fortement motivée de la réunion possible « d'un congrès qui se composerait des principaux juristes internationaux non officiel mais hardiment public et international... un espèce de concile juridico-œcuménique, sans pape et sans infaillibilité (1) », de « la création d'une institution permanente, durable qui insensiblement puisse devenir une autorité pour le monde... » (2).

L'initiative fut prise par un éminent jurisconsulte belge, M. Rolin. Après une note confidentielle envoyée en 1873 à un certain nombre de personnes compétentes, onze jurisconsultes de différents pays se réunirent à Gand (3). L'Institut de droit international était créé.

(1) M. Lieber à M. Rolin Jaequemyns, septembre 1871. Cité par Rivier. Notice sur l'Institut du dr. int. *Annuaire*, n° 77, p. 12.

(2) Bluntschli à M. Rolin, *ibid.*

(3) C'étaient : MM. Asser (Amsterdam), Besobrasoff W. (St-Pétersbourg), Bluntschli (Heidelberg), Carlos Calvo (Buenos-Ayres), Du-

Mancini en faisait partie. Voyant dans la nouvelle association un puissant moyen de faire triompher ses idées, il présenta à l'Institut, lors de la deuxième session à Genève, un rapport magistral sur « l'utilité de rendre obligatoires pour tous les Etats, sous forme d'un ou plusieurs traités internationaux, un certain nombre de règles générales du droit international privé pour assurer la décision uniforme des conflits entre les différentes législations civiles et criminelles ». Ce rapport est véritablement le manifeste de la nouvelle doctrine en droit international privé. Tous les principes sur lesquels s'appuiera l'œuvre de la codification, y sont exposés en une étude historique et doctrinale complète et lumineuse.

Aussi servit-il de base aux délibérations de l'Institut pendant cette session de Genève que Mancini présidait lui-même. Le nombre des questions à résoudre était trop considérable pour qu'elles soient étudiées en détail et l'on se contenta de formuler des principes généraux d'une importance capitale.

L'Institut émit le vœu que :

1° Les Etats civilisés adoptent par des traités des règles uniformes et communes obligatoires, d'après lesquelles les autorités publiques et spécialement les tribunaux des Etats contractants devraient décider les ques-

dley Field (New-York), Em. de Laveleye (Liège), Y. Lorimer (Edimbourg), Mancini (Rome), Moynier (Genève), Pierantoni (Naples), Rolin-Jaequemyns (Gand).

tions concernant les personnes, les biens et les actes, les successions, les procédures et les jugements étrangers ;

2° Les projets de traités conçus par l'Institut serviraient de bases aux négociations officielles et à la rédaction définitive qui seraient confiées à une conférence de jurisconsultes et d'hommes spéciaux délégués par les différents Etats :

3° Sans imposer l'uniformité des législations qui serait contraire au progrès, ces traités indiqueraient d'une manière précise la loi à appliquer dans les conflits.

4° La reconnaissance des droits civils et de la capacité juridique des étrangers serait ainsi admise non par courtoisie internationale, mais comme un devoir de justice internationale sauf dans ce qu'il y aurait d'incompatible avec les institutions politiques du territoire ou l'ordre public (1).

C'était, formulée en termes précis, l'expression des aspirations de tous ceux, juristes et hommes d'Etat, qui désiraient fixer le droit international privé et arriver à l'application de ces principes.

III

De nouveaux efforts étaient tentés par la diplomatie, provenant cette fois de la Hollande. Cette même année

(1) *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1877, p. 423. Session de Genève (1874).

1874, le gouvernement néerlandais envoyait aux autres gouvernements un Pro-Memoria dont l'objet principal était la réunion d'une conférence internationale dans le but de régler les conditions légales nécessaires à l'exécution des jugements rendus à l'étranger (1). Aucune proposition quant aux solutions à adopter n'était faites ; l'auteur, M. le baron Gericke de Hercoyen, ministre des affaires étrangères, soulignait « le peu d'harmonie actuelle entre la rapidité avec laquelle on traverse le monde » et « la marche pénible des jugements qui, en principe, ne dépassent pas la frontière du pays où ils ont été rendus ». Il montrait les multiples inconvénients résultant de cet état de choses et la nécessité de l'adoption par les puissances de règles uniformes sur l'exécution des jugements à l'étranger. Mais considérant la difficulté de la matière et le défaut de maturité de la question, il ne formulait aucune règle, laissant ce soin à une conférence composée d'hommes compétents, désignés par chaque puissance. Les solutions admises par cette conférence seraient d'ailleurs soumises à l'approbation des gouvernements qui jugeraient eux-mêmes si elles devraient faire l'objet de stipulations conventionnelles ou être introduites dans la législation intérieure.

L'accueil fait à ce mémoire fut en général bienveillant, mais plusieurs puissances se virent, pour des rai-

(1) *Journal de Clunet*, 1874, p. 159.

sons diverses, dans l'obligation de décliner l'invitation.

La France était parmi celles-ci, et son attitude, nettement expliquée dans sa réponse, a reçu l'approbation d'éminents juristes spécialistes de droit international tel que M. Renault. Il n'est pas possible d'accepter la proposition d'un accord international par lequel chaque Etat s'engagerait à exécuter sur son territoire les jugements rendus par les tribunaux des autres Etats contractants. En effet, « si l'organisation judiciaire d'un pays, si l'intégrité, l'impartialité, la capacité du juge ne se présentent pas avec de suffisantes garanties, on ne saurait abandonner les nationaux à des éventualités si périlleuses pour leurs intérêts et s'engager d'avance à exécuter sur son propre territoire des sentences qui n'auraient d'autre sauvegarde que des règles de compétence et de procédure plus ou moins précises. Mais comment pouvoir discuter librement pareilles questions dans un congrès où toutes les puissances seraient représentées ? Comment faire un choix entre elles, admettre les unes et exclure les autres sans blesser les susceptibilités les plus respectables (1). » Ainsi s'exprimait le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, dans sa dépêche du 30 mars 1874 au gouvernement néerlandais. En l'état actuel de l'organisation judiciaire dans les pays d'Europe, la réglementation des effets internationaux des jugements doit être réservée à l'initiative

(1) Cité par M. Renault, *Annales de l'école libre des sciences politiques*, 1894, p. 320.

de chaque gouvernement. Un Etat ne doit accorder sa confiance à un autre qu'en pleine connaissance de cause, et libre d'une appréciation aussi délicate que ne doit pas influencer la crainte de froissements internationaux.

Malgré ces objections graves et irréfutables, à notre avis, certains Etats avaient donné leur adhésion à la proposition néerlandaise, mais le nombre en était si restreint qu'on jugea par avance les résultats insuffisants et la conférence ne se réunit point.

La diplomatie, peut-être quelque peu découragée par cet échec, ne devait renouveler ses tentatives que plusieurs années après. Mais la doctrine, par l'organe puissant de l'*Institut de droit international*, fit entendre à maintes reprises sa voix autorisée. En 1875, 1877, 1878, 1879 dans des réunions presque annuelles, l'Institut de plus en plus nombreux arrêtait une série de conclusions sur les diverses matières du droit international privé. Nous verrons en étudiant la convention de la Haye du 14 novembre 1894 l'importance de ces conclusions qui servirent de bases, ainsi que les rapports qui les précédèrent (notamment celui de M. Asser, en 1875) aux travaux de la conférence enfin réunie. D'autre part le fait seul que, sur une foule de questions diverses, malgré quelques divergences de vues, un grand nombre de délégués de toutes nationalités purent s'entendre et établir une *communis opinio*, était un fait

capital et bien propre à encourager les apôtres de la codification du droit international privé.

Aussi en 1881 Mancini parvenu à la tête du gouvernement italien reprenait-il officiellement les négociations auprès des cabinets européens.

Dans le Livre-Vert (1) qu'il publia en 1885, nous pouvons suivre pas à pas les agissements de la diplomatie italienne mise en mouvement par son premier ministre. Un memorandum soumis aux puissances en 1881 reçut de presque toutes une réponse plus ou moins tardive. La France se déclara favorable au projet et promit de l'étudier. Il en fut de même de l'Autriche, l'Allemagne et la Russie qui s'engagèrent à mettre la question à l'étude. La Belgique, fière du libéralisme de sa législation intérieure envers les étrangers, se déclara prête à prendre en considération les objections que pourrait y faire M. Mancini, mais considéra toute négociation diplomatique inutile et superflue. Les Pays-Bas et la Suisse approuvèrent pleinement le projet italien, mais exprimèrent le désir de recevoir des propositions précises fixant les points à examiner. L'Espagne, le Portugal, le Danemark, la Suède et la Norvège, la Grèce et plusieurs Etats de l'Amérique du Sud accueillirent aussi favorablement les propositions italiennes, demandant seulement un délai pour soumettre la question à des commissions spéciales. La Grande-Bretagne

(1) *Journal de Clunet*, 1886, p. 36 et sq.

elle-même, malgré le caractère spécial de sa législation où Mancini pensait rencontrer un obstacle absolu, se montra très conciliante et prête à donner les mains au projet. La suite des événements montrera que cette déclaration devait rester platonique.

Quoi qu'il en soit, les résultats de ces nouvelles démarches étaient plutôt favorables puisqu'un seul refus catégorique était à enregistrer et encore n'était-il dû qu'à une fausse interprétation du memorandum. D'autre part l'Institut de droit international, dans sa session de Turin en 1882, donnait à Mancini l'appui de sa haute approbation et de son encouragement.

Une nouvelle circulaire pressait les représentants de l'Italie d'intervenir auprès des gouvernements. On voulait obtenir une déclaration formelle de chacun qu'il était disposé à prendre en considération un projet positif de convention s'il lui en était présenté un par le gouvernement italien. Mais cette circulaire ne semble pas avoir reçu de réponses bien précises. Cependant, après la réunion à Milan de « l'Association pour la réforme et la codification du droit des gens », où fut décidé qu'il y avait lieu de rechercher sur quelles bases pouvait être établi un rapport relatif à l'exécution des jugements à l'étranger en matière civile et commerciale; et sur la prière formelle à lui adressée par cette Association, le cabinet italien prit l'initiative de convier les puissances à une conférence. Les adhésions furent nombreuses, certaines accompagnées d'avis

sur la méthode à suivre. Mais diverses circonstances obligèrent le gouvernement italien d'ajourner la réunion de la conférence à Rome et cette réunion n'eut pas lieu.

Mancini quittait le pouvoir en 1885 et trois ans plus tard il mourait sans avoir pu faire triompher utilement les idées qui lui étaient chères et auxquelles il avait consacré une grande part de son activité et de son génie.

V

Les dernières négociations n'avaient pas été limitées aux Etats européens, l'Amérique du Sud y avait pris part et elle allait donner à l'Europe un exemple décisif.

Déjà en 1877-1878 un congrès de jurisconsultes américains s'était réuni à Lima pour étudier différentes questions de droit international privé, mais le programme, mal délimité, était aussi trop vaste, on ne parvint même pas à s'entendre sur les principes et il n'en résulta pas autre chose que de brillantes dissertations juridiques.

Dix ans plus tard la tentative fut renouvelée et devait avoir un plein succès. Les gouvernements uruguayen et argentin invitèrent les autres Etats de la péninsule, et le 25 août 1888 une conférence se réunissait à Montevideo (1). Sept Etats y étaient représentés : la Répu-

(1) Voir l'article de M. Pradier-Fodéré dans la *Revue de droit international*, t. XXI, p. 230.

blique Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil, le Chili, le Pérou et la Bolivie. Les délégués n'étaient pas seulement des jurisconsultes réunis pour poser les bases d'un accord international, mais aussi des plénipotentiaires ayant mission de traiter au nom de leur gouvernement respectif. C'est un point capital qui différencie cette conférence de celles qui se réuniront plus tard en Europe. L'activité y fut grande et en moins de six mois sept traités, une convention et un protocole additionnel furent signés. Des règles communes étaient établies sur le droit international, sur la propriété littéraire et artistique, sur le droit pénal international, sur le droit de procédure, sur les marques de commerce et de fabrique, sur les brevets d'invention et sur l'exercice des professions libérales. Le protocole restait ouvert à l'adhésion des puissances européennes (1).

On peut s'étonner de la rapidité avec laquelle de nombreux Etats sont arrivés à se mettre d'accord sur tant de questions. Mais il faut se rappeler que les habitants de l'Amérique du Sud ont tous une origine commune. Par suite, le fonds des législations y est le même et les conflits d'importance moindre. Les délégués américains n'avaient pas à concilier les idées divergentes de races séparées par un lointain passé historique et profondément attachées à des conceptions et à des préjugés les plus opposés.

(1) *Revue de droit international*, 1889, p. 217 et s.

Cette circonstance rendait la tâche relativement facile. Néanmoins l'Amérique avait donné à son aînée un exemple et un encouragement. Elle avait démontré que l'entente de plusieurs Etats sur des règles uniformes était possible sans détruire la souveraineté de chacun. L'entreprise comportait seulement plus de difficultés ici que là.

CHAPITRE III

LA CONFÉRENCE DE LA HAYE EN 1893.

§ 1. — Proposition du gouvernement néerlandais. — Caractère que devait avoir la conférence.

Depuis l'échec du gouvernement italien, aucune tentative nouvelle n'avait été faite en Europe pour réunir une conférence internationale en vue d'une entente sur le droit privé. Mais la science avait fait de grands progrès et s'était affirmée grâce aux ouvrages remarquables de nombreux jurisconsultes, grâce surtout aux travaux constants de l'Institut de droit international qui continuant son œuvre de préparation, était allé porter dans toutes les capitales politiques et intellectuelles d'Europe, l'autorité de ses décisions.

Aussi est-ce avec confiance qu'en 1893 le gouvernement des Pays-Bas reprit des démarches diplomatiques en vue de réunir à la Haye une conférence internationale pour le droit privé.

Un memorandum (1) fut envoyé à tous les États européens. Il exposait d'abord les motifs nombreux et puissants qui montrent la nécessité d'une entente sur

(1) Actes de la conférence de la Haye, 1893.

diverses matières de droit international privé et rappelait les précédents historiques, en particulier le congrès de Montevideo. Mais constatant qu'il ne semblait pas désirable que les travaux de la conférence future embrassassent simultanément les différentes matières discutées dans ce congrès, il proposait un programme plus restreint, se bornant, pour commencer, aux principes généraux déjà consacrés par plusieurs lois nationales et aux rapports de droit qu'il était le plus urgent de ne pas laisser dans l'incertitude. Le désir était exprimé qu'une base solide soit donnée au règlement des conflits de lois par une législation uniforme sur la nationalité. Enfin les propositions faites en 1874 pour une entente internationale sur l'exécution des jugements à l'étranger y étaient rappelées, mais seulement à titre complémentaire et non plus comme objet principal. Le projet de programme qui accompagnait le mémoire est divisé en deux parties : la première consacrée aux principes généraux vise l'état et la capacité des personnes, les biens et les droits réels, la forme des actes et la matière des actes (obligations) ; l'autre traite des droits de famille : mariage, paternité et filiation, adoption, puissance paternelle, tutelle, interdiction, successions et testaments.

Cette fois, les gouvernements n'en restèrent pas à une adhésion toute platonique. Chacun répondit à l'invitation en désignant un certain nombre de délégués juristes ou diplomates. Presque tous, dans leur

réponse, crurent devoir rappeler qu'ils n'entendaient pas être liés par les votes de leurs délégués, mais se réservaient pleine et entière liberté pour donner leur ratification aux décisions de la future conférence.

Cette réserve, conforme d'ailleurs aux intentions des Pays-Bas, n'enlevait pas à la conférence le caractère de congrès international officiel qu'elle devait avoir pour aboutir à des résultats pratiques. Sans doute les délégués n'étaient pas des plénipotentiaires chargés de négocier au nom de leur gouvernement, mais ils n'en étaient pas moins des envoyés spéciaux choisis par le pouvoir central dans chaque Etat. Il était donc à présumer que cette désignation n'avait eu lieu qu'après une entente préalable entre ce pouvoir et ses délégués, que par suite, ceux-ci connaissant les limites dans lesquelles leur gouvernement était disposé à s'engager, exposeraient non leurs opinions personnelles, mais celles qui avaient le plus de chance d'être acceptées dans leur pays. La présence de nombreux diplomates était de nature à accentuer encore le caractère officiel de la conférence sur le point de se réunir. Et, si de prime-abord, un rapprochement paraît possible entre la conférence de la Haye et les sessions de l'Institut de droit international, puisque les décisions de l'une et de l'autre assemblée ne lient pas les Etats, le caractère de représentants des Etats qu'on ne saurait refuser aux délégués de la première suffit à établir une différence profonde entre les manifestations purement théoriques et scien-

tifiques que sont les vœux de l'Institut et les décisions de la Conférence dont les dispositions sont prêtes à recevoir l'adhésion des gouvernements représentés.

§ 2. — Réunion de la conférence à la Haye.

Sa composition (1893).

Treize Etats Européens avaient répondu à l'invitation de la Hollande et désigné des délégués : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie et la Suisse.

Une seule grande puissance européenne manquait à l'appel : l'Angleterre. Nous l'avions vu cependant se déclarer favorable aux propositions de Mancini, mais le caractère spécial de la législation britannique explique cette abstention. Le droit civil anglais, particulièrement en ce qui concerne les conflits de lois, n'est fixé par aucune codification et n'a aucune règle précise. Le juge anglais est en ces matières le souverain chargé à la fois de l'élaboration, de l'enseignement et de l'application de la loi. C'est peu à peu, après leur consécration dans de nombreuses décisions judiciaires, que les règles de droit acquièrent une existence officielle. Il est difficile d'envisager de quelle façon un tel mode de législation se prêterait à l'adoption soudaine de dispositions nouvelles. D'ailleurs le droit anglais actuel est resté profondément imbu des principes féodaux. La souveraineté de l'Etat étant considérée comme purement et

exclusivement territoriale, les lois étrangères n'ont aucune force en Angleterre, sauf les concessions que peut indiquer la courtoisie internationale. C'est encore cette théorie de la *comitas gentium* que la majorité des juristes anglais admet, niant la coexistence possible d'une justice internationale avec la souveraineté législative des Etats.

Avec une telle doctrine l'adhésion de la Grande-Bretagne à une conférence de droit international eût été une surprise. Cependant tout en déclinant l'invitation du gouvernement hollandais, « eu égard à la nature spéciale de son droit », l'Angleterre donna l'assurance du grand intérêt qu'elle lui inspirait. La présence de plusieurs jurisconsultes des plus éminents d'Angleterre à l'Institut de droit international, l'adoption par eux des doctrines de l'Europe continentale, font espérer qu'un jour viendra où la Grande-Bretagne abandonnera ses idées surannées pour entrer dans le concert européen.

Si nous nous sommes arrêté peut-être un peu longuement sur les motifs de l'abstention de l'Angleterre, c'est parce qu'ils prouvent l'engagement moral pris par les Etats ayant consenti à être représentés. En effet, ceux auxquels leur législation interdisait la ratification du programme proposé considérèrent qu'il était inutile d'aller à la Haye. La première réunion de la conférence eut lieu à la Haye le 12 septembre 1893, à trois heures de relevée dans la salle des Trèves.

Étaient présents :

Pour l'Allemagne : le baron de Seckerdorff, conseiller intime au département impérial de la justice à Berlin et le comte d'Arco-Valley, secrétaire d'ambassade.

Pour l'Autriche-Hongrie : le baron de Haan, conseiller de section au ministère impérial et royal de la justice et M. de Korizmics, conseiller à la Cour d'appel mixte à Alexandrie.

Pour la Belgique : le baron d'Anethan, ministre de Belgique à la Haye, M. Van Cleemputte, avocat et membre de la Chambre des représentants, M. Beeckman, directeur général au ministère de la justice et M. Van den Bulcke, ministre résident, directeur de la Chancellerie au ministère des affaires étrangères.

Pour le Danemark : M. Matzen, docteur en droit, professeur à l'Université de Copenhague.

Pour l'Espagne : M. De Villa-Urutia, ministre résident à la Haye, M. Oliver Y Esteller, membre de l'Académie Royale d'Histoire, sous-directeur général au ministère de la justice et M. Manuel-Torrès Campos, professeur de droit international à l'Université de Grenade.

Pour la France : M. Legrand, ministre de France à la Haye et M. Renault, professeur de droit à l'Université de Paris, jurisconsulte-conseil au département des affaires étrangères.

Pour l'Italie : le comte de Sonnaz, ministre d'Italie à la Haye et M. Guido Fuzinato, député, professeur de droit international à l'Université de Turin.

Pour le Luxembourg : M. Chomé, procureur général à la Cour supérieure de justice, membre du Conseil d'Etat.

Pour les Pays-Bas, M. Asser, membre du Conseil d'Etat, M. Beelaerts de Blokland, membre de la seconde Chambre des états généraux, M. Feith, conseiller à la Haute-Cour de justice, membre de la commission royale de révision du Code civil et M. Rahusen, avocat, membre de la première Chambre des états généraux.

Pour le Portugal : baron de Sendal, chargé d'affaires à la Haye.

Pour la Roumanie : M. Missir, professeur de droit à la Faculté de Jassy.

Pour la Russie : M. de Martens, conseiller privé, membre du conseil du ministre des affaires étrangères, M. Serge de Manoukine, conseiller d'Etat, premier jurisconsulte au ministère de la justice et de M. de Malewsky-Malewitch, vice-directeur du département des relations intérieures au ministère des affaires étrangères.

Pour la Suisse : MM. Meili, docteur en droit, professeur à l'Université de Zurich et M. Roguin, docteur en droit, professeur à l'Université de Lausanne.

Cette liste de jurisconsultes les plus écoutés, de diplomates distingués, d'hommes politiques les plus en vue, montre quelle importance les Etats attachaient à la conférence et quel soin ils mirent à choisir des interprètes fidèles et entendus de leur pensée.

L'honneur de présider une telle assemblée devait revenir à un homme particulièrement éminent. Cet homme fut M. Asser, acclamé à l'unanimité sur la proposition du ministre de la justice hollandais. Outre sa qualité de néerlandais, M. Asser avait pour le recommander aux suffrages de ses collègues un long passé consacré à la science juridique internationale. Ouvrier de la première heure, digne émule de Mancini, son collaborateur comme membre de l'Institut de droit international, instigateur des propositions de son gouvernement aux Etats représentés, il était de plus l'auteur de nombreux ouvrages sur la matière dans lesquels les membres de la conférence avaient pu apprécier sa science et sa pondération. Dans le discours (1) qu'il prononça en prenant possession du fauteuil de la présidence, il avoua « sa profonde émotion » de voir entrer dans la voie de la réalisation un des « rêves de sa jeunesse ». Il inaugura ensuite les travaux de la conférence par un exposé rapide du plan qui lui était proposé. Nous étudierons ce programme et nous verrons comment il a été réalisé en partie au moins par la signature du protocole final le 27 septembre 1893.

(1) *Actes de la conférence*, 1893.

CHAPITRE IV

LES CONFÉRENCES RÉUNIES A LA HAYE DE 1893

A NOS JOURS.

L'œuvre commencée sous des auspices aussi heureux ne devait pas s'arrêter là et le gouvernement néerlandais comprenant qu'il importait d'aboutir rapidement à un résultat pratique convoqua dès 1894 l'Europe à une deuxième conférence dans le but de réviser les dispositions déjà admises et d'étudier de nouvelles questions.

Tous les Etats qui avaient pris part à la conférence de 1893 acceptèrent cette nouvelle invitation. On eut même la joie de constater la présence des délégués de deux nations abstentionnistes la première fois : la Suède et la Norvège.

La nouvelle conférence, réunie à la Haye le 25 juin 1894, avait une majorité de délégués ayant déjà participé à la première. Aussi peut-on dire avec M. Lainé (1) que c'était plutôt une deuxième session de la conférence qu'une deuxième conférence de la Haye.

Cependant sa composition subit quelques modifica-

(1) Voir les articles de M. Lainé dans le *Journal de Clunet*, 1894-1895.

tions : outre le délégué suédois, M. Annerstedt, président du Kammergericht, et le délégué de Norvège, M. Beichmann, chef de division au ministère de la justice, l'un et l'autre membres nouveaux, il faut signaler les changements suivants :

Pour l'Allemagne : le comte d'Arco-Valley est remplacé par M. de Dirksen, docteur en droit, conseiller intime de la légation, — pour l'Espagne : M. Oliser Y Esteller, par M. de Baguer, ministre résident ; — pour l'Italie : M. Guido Fusinato, par M. Pierantoni, sénateur, professeur à l'Université de Rome, conseiller du contentieux diplomatique au ministère des affaires étrangères ; — pour le Luxembourg : M. Chomé, par le comte de Villers, secrétaire du Grand-Duc, chargé d'affaire à Berlin ; — pour le Portugal : le baron de Sendal, par le comte de Tovar, ministre à la Haye.

La Russie n'envoya que deux délégués au lieu de trois : M. de Martens, déjà membre de la conférence, et M. Schmemann, conseiller d'Etat, directeur du premier département au ministère impérial de la justice.

Toutes les autres nations furent représentées par mêmes délégués qu'en 1893. Nous verrons ainsi plusieurs noms reparaître régulièrement dans la liste des envoyés aux diverses conférences. Certains mêmes, comme M. Asser et M. Renault, semblent en être membres perpétuels. La présence de nombreux représentants ayant pris part déjà à une ou plusieurs réunions, outre qu'elle évite les tâtonnements regrettables d'une assemblée entière-

ment nouvelle, assure aux travaux de la conférence une continuité inappréciable dans sa méthode et dans le but poursuivi.

C'est au sein des deux premières conférences de 1893 et 1894 que s'élaborèrent les dispositions qui formèrent plus tard la convention de 1896 sur la procédure civile. Cette convention signée le 14 novembre et accompagnée d'un protocole additionnel du 22 mai 1897, reçut l'adhésion de toutes les puissances représentées à la conférence. Le procès-verbal de ratification ayant été signé en 1899, la convention fut mise immédiatement en vigueur dans tous les Etats signataires.

Ces résultats encouragèrent vivement le gouvernement des Pays-Bas à persévérer dans l'œuvre commencée. Aussi convoqua-t-il les Etats à une troisième conférence qui se réunit à la Haye le 29 mai 1900. Les quinze nations représentées dans les précédentes réunions répondirent à l'appel. Quatre projets de convention sortirent de ce nouveau congrès : un sur le mariage, un autre sur le divorce et la séparation de corps, un autre sur la tutelle des mineurs, enfin un sur les successions, testaments et donations à cause de morts. Ce dernier seul ne reçut pas l'adhésion des Etats. Les trois autres devinrent trois conventions nouvelles signées à la Haye par la majorité des puissances représentées, le 12 juin 1902.

Enfin, toujours sur l'initiative du gouvernement néerlandais, du 16 mai au 7 juin 1904, une quatrième con-

férence se tint à la Haye. En tête de son programme était inscrite la révision de la convention du 14 novembre 1896 et à ce titre est il intéressant pour nous d'en connaître la composition.

Pour l'Allemagne : M. Dungs, docteur en droit, conseiller supérieur intime de Régence et au département de la justice et M. Kriege, docteur en droit, conseiller intime de la légation et au département des affaires étrangères.

Pour l'Autriche : M. F. Schumacker, docteur en droit, conseiller ministériel.

Pour la Hongrie : M. G. Töry, docteur en droit, conseiller ministériel au département Royal hongrois de la justice.

Pour la Belgique : M. Van den Bulcke, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au ministère des affaires étrangères, M. Van Cleemputte, avocat, membre de la Chambre des représentants et M. De la Vallée Poussin.

Pour le Danemark : M. de Grevenkop-Castensjold, chargé d'affaires.

Pour l'Espagne : M. Mitjana, chargé d'affaires.

Pour la France : M. de Montbel : envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, M. L. Renault, professeur de droit à Paris, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères et M. Lainé, professeur de droit à Paris.

Pour l'Italie : M. Tugini, envoyé extraordinaire et

ministre plénipotentiaire. M. Pierantoni, sénateur, professeur à l'Université de Rome et M. Buzzati, professeur à l'Université de Pavie.

Pour le Japon : M. Djosaburo Kawamura, docteur en droit, directeur général du bureau des affaires civiles et criminelles au ministère de la justice.

Pour le Luxembourg : le comte de Villiers, chargé d'affaires.

Pour la Norvège : M. Beichmann, juge de première instance à Drontheim.

Pour les Pays-Bas : M. Asser, conseiller d'Etat, président de la commission royale pour le droit international privé, M. Rahusen, membre de la première Chambre des Etats généraux, M. Heemskerk, membre de la deuxième Chambre des Etats généraux, échevin d'Amsterdam, et M. Rochussen, chef de la direction politique au ministère des affaires étrangères, tous trois membres de la commission de droit international privé.

Pour le Portugal : Le comte de Sélir envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Pour la Roumanie : M. Missir, professeur de droit à la Faculté de Jassy.

Pour la Russie : M. de Martens, conseiller privé, membre permanent du conseil du ministère des affaires étrangères, délégué dudit ministère et M. Werenkine, conseiller d'Etat, premier jurisconsulte au ministère de la justice, délégué dudit ministère.

Pour la Suède : M. Hjalmar de Hammarskjöld, pré-

sident de la Cour d'appel de Gothie et M. Hellner, docteur en droit, chef de section au ministère de la justice.

Pour la Suisse : M. Meili, docteur en droit, professeur à l'Université de Zürich et M. Roguin, docteur en droit, professeur à l'Université de Lausanne.

M. Asser présida cette conférence comme il avait présidé les sessions de 1893, 1894 et 1900.

Le protocole final signé à la Haye comprend de nombreux projets : un projet relatif à la procédure civile destiné à remplacer la convention de 1896 et que nous étudierons en détail à la suite de cette convention ; un nouveau projet sur les successions et testaments ; un projet sur les effets du mariage sur les droits et les devoirs des époux ; un autre sur l'interdiction et autres mesures de protection enfin un cinquième relatif à la faillite. Les quatre premiers projets sont devenus quatre conventions signées à la Haye le 17 juillet 1903 par la majorité des États représentés.

Ce rapide aperçu historique montre les progrès réalisés dans la voie de la codification. La docilité des gouvernements à répondre aux invitations répétées des Pays-Bas, l'étendue de plus en plus vaste du programme de la conférence, la précision des projets élaborés en articles prêts à recevoir tels quels les signatures officielles, l'esprit de suite des travaux des délégués qui n'hésitent pas à remettre sur le métier leurs premières décisions soit pour les compléter, soit pour les rendre plus aptes à recevoir l'adhésion de tous les États,

la mise en vigueur de la convention de 1896, première expérience d'une tentative qui ne donna que satisfaction, mais que cependant on voulut perfectionner par la convention de 1903, la signature des trois conventions de 1902 et de trois autres en 1903 sur des points aussi importants que délicats du droit privé, enfin la présence en 1904 du représentant d'un Etat extra-européen, le Japon, n'est-ce pas là de quoi donner les plus grandes espérances et permettre de concevoir, sans utopie, l'avènement d'un véritable code de droit international privé destiné à régner sur toutes les nations civilisées ?

CHAPITRE V

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE DANS SES DIFFÉRENTES
SESSIONS : DOCUMENTS, MÉTHODE, FORME DES DÉCISIONS.

Nous avons vu le gouvernement néerlandais accompagner son invitation aux Etats d'un projet de programme indiquant les matières sur lesquelles devait porter la discussion dans la conférence. Le programme proposé lors de la première réunion fut jugé dès l'abord beaucoup trop vaste et trop théorique. La conférence fut unanime à penser qu'il fallait, sous peine d'un échec certain, ramener la discussion dans des limites plus restreintes et se borner à l'étude de certaines matières.

Une sélection s'imposait donc, on pouvait y procéder suivant deux principes différents et chacun d'eux trouva des partisans parmi les délégués. Certains voulaient que l'on commençât par poser des règles générales, fixant les principes qui domineraient le futur code international. C'est en effet le plan rationnel et systématique que semble demander la bonne ordonnance d'une législation et c'est l'ordre que l'on trouve dans presque tous les codes. D'autres délégués, au contraire, considérant seulement les résultats immédiats, soutin-

rent qu'il était préférable de s'occuper uniquement de quelques parties du droit international privé à l'égard desquelles le besoin de règles uniformes pour la solution des conflits s'était fait le plus vivement sentir.

Telle était l'opinion de M. Renault à qui le projet néerlandais parut un programme trop scientifique. Il n'estimait pas qu'il puisse servir de point de départ, pas plus qu'un exposé de principes théoriques même moins étendu, à une entente internationale nécessairement concrète. Après quelques débats, la conférence se rangea à cette dernière opinion. La crainte, point imaginaire des hésitations que pourraient avoir certains législateurs à sanctionner des formules générales ou des dispositions de principe, et le grand avantage qu'il y aurait d'arriver dès le début à solutionner des questions de droit pratique et de donner une preuve sensible de la haute utilité de l'œuvre entreprise, firent adopter un programme relativement restreint et limité à des matières spéciales.

C'est d'après ces considérations que la conférence de 1893 décida de porter son examen sur le mariage, la forme des actes, les successions et testaments, enfin la compétence judiciaire.

L'élaboration de règles précises sur des matières épineuses, en un laps de temps fort court, ne pouvait être menée à bien sans une nouvelle sélection. La nécessité de ne pas s'égarer dans des discussions trop étendues fit encore restreindre l'étude de la conférence

sur certains points seulement du programme adopté.

Les conférences postérieures suivirent la même méthode dans la constitution de leur programme. L'intention de spécialiser leurs décisions sur des points déterminés se manifesta clairement par le soin qu'elles mirent à réviser les questions déjà étudiées avant de passer à de nouvelles. Dans le choix de celles-ci le critérium fut toujours leur importance pratique et l'urgence qu'il y avait à les régler d'une manière uniforme.

Le programme ainsi déterminé, une autre question préalable était à résoudre : suivant quel mode allait-on entreprendre le travail d'élaboration ?

La discussion sur ce point fut de courte durée. A la première conférence tous les délégués furent d'avis que pour rendre les délibérations de l'assemblée plus rapides et plus claires, il était de la plus haute utilité de mettre chaque matière à l'étude dans une réunion plus restreinte, et le système des commissions fut adopté.

Chacune des matières inscrites au programme fut donc confiée à l'examen d'une commission spéciale prise au sein de la conférence et chargée de présenter à l'assemblée générale un projet. Chaque commission eut un président pour diriger les débats et un rapporteur devant résumer ceux-ci et indiquer les motifs sur lesquels était établi le projet. Ces rapports dus à la plume des plus éminents parmi les délégués sont les meilleurs commentaires qu'on puisse faire des décisions de la

conférence de la Haye. On ne s'étonnera pas si nous y avons largement puisé au cours de ce modeste travail, alors que M. Asser lui-même a cru devoir composer « plutôt avec ses ciseaux qu'avec sa plume » son livre sur la Convention de 1896 (1).

Pour donner à la conférence tous les moyens d'éclairer ses délibérations, le gouvernement néerlandais, sous l'inspiration de M. Asser, pensant que le droit intérieur de chaque Etat devait nécessairement être la base des règles de droit international privé, avait joint dès la première invitation, au mémoire et au programme déjà signalés, un relevé des dispositions législatives en vigueur dans les Pays-Bas ainsi que le texte de quelques conventions se rapportant aux matières soumises à la conférence. Pour compléter ces documents, le gouvernement néerlandais avait prié les délégués de 1893 de composer ou faire composer un travail analogue pour leurs législations respectives. Ce désir reçut satisfaction, de telle sorte que lors de la deuxième réunion, en 1894, la collection des dispositions législatives et conventionnelles en vigueur dans chaque Etat représenté, traduite en français et imprimée à la suite des actes de la conférence de 1893 dont elle forme la seconde partie, put être présentée aux membres de la nouvelle conférence.

Prendre pour base et point de départ le droit positif actuellement en vigueur et pour principe qu'on ne

(1) Asser, *La Convention de la Haye du 14 novembre 1896*. Préface. La Haye, 1901.

devait s'en « écarter que là où l'intérêt de l'uniformité l'exige impérieusement et où l'on peut admettre que les Etats sont disposés à faire des concessions dans l'intérêt de cette uniformité » (1), c'était donner un gage de plus de la valeur pratique des décisions prises par la conférence.

Avec de telles matières premières et des ouvriers aussi à la hauteur de leur tâche que l'étaient les juriconsultes et diplomates envoyés par les Etats, l'œuvre de la conférence de la Haye ne pouvait qu'être excellente. Cependant celui que l'estime de ses collègues avait mis par deux fois déjà sur le siège de la présidence et qui dirigea depuis leurs travaux, pensait qu'il y aurait grand avantage, tant au point de vue de la perfection qu'au point de vue de la célérité, à ce que l'étude des projets proposés fût commencée en dehors des sessions.

Dès 1893 il invitait à titre personnel les délégués à lui communiquer leurs observations sur les travaux faits et à faire et plusieurs répondirent à son appel. Mais pour hâter la marche vers des résultats pratiques en préparant de longue main la tâche de la conférence, M. Asser proposa à son gouvernement la nomination d'une commission spécialement chargée d'étudier le programme à soumettre aux conférences prochaines et de réviser les projets déjà formulés par les conférences antérieures et jugés mûrs pour être définitivement con-

(1) Discours du président Asser à l'ouverture de la conférence de 1894.

sacrés dans des conventions. Cette commission se forma le 24 février 1897 : c'est la commission royale des Pays-Bas pour le droit international privé présidée par M. Asser lui-même. Plusieurs projets furent par elle élaborés qui devaient faire le programme d'une conférence ultérieure et soumis comme tels aux Etats invités. Quelques Etats (la France, la Belgique et la Russie), suivant l'exemple de la Hollande, instituèrent également des commissions (1) auxquelles fut confié l'examen des propositions néerlandaises.

Les observations émanant de ces commissions ou, pour les autres Etats, des ministères compétents furent centralisées à la Haye. Par les soins de la commission royale des Pays-Bas un tableau systématique en fut dressé, indiquant sous chaque article du programme le texte des propositions et des amendements, avec en regard l'avis de la commission néerlandaise. Ces documents imprimés à la Haye et traduits en français furent communiqués aux Etats convoqués en 1900. On procéda de la même manière avant la session de 1904.

(1) La commission française vient d'être renouvelée par un décret du 15 mars 1908. Elle se compose actuellement de MM. Renault, professeur, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, président ; le directeur des affaires civiles au ministère de la justice ; Du Boys, ministre plénipotentiaire ; La Borde, conseiller à la Cour de cassation ; Mercier, conseiller à la Cour de cassation ; Lainé, professeur à la Faculté de droit de Paris ; Weiss, professeur à la Faculté de droit de Paris ; Fabre, procureur général ; Ditte, président du tribunal de la Seine ; Poncet, conseiller à la Cour d'appel ; Jordan, chef de bureau à la sous-direction des Chancelleries (secrétaire).

L'étude que nous nous proposons de faire sur la révision de la Convention de 1896 par la conférence de 1904 mettra en lumière l'importance capitale de ces travaux préparatoires fruits d'une collaboration vraiment internationale.

On comprend la force d'expansion que portent en eux-mêmes les protocoles issus de chaque conférence dans lesquels se trouvent condensées en termes précis des règles auxquelles de nombreux Etats ont par avance donné leur approbation.

Malgré ces garanties, malgré ce luxe de précautions en vue de donner aux débats la plus grande clarté, il ne faut pas s'étonner de la lenteur des travaux de codification internationale. Le principal artisan de cette œuvre, l'apôtre ardent qui en fut l'âme, M. Asser lui-même, en sa qualité de président, a maintes fois invité les délégués à la patience et à la prudence. M. Renault, qui fut un des représentants de la France à toutes les conférences, rappelait qu'il avait fallu douze années pour aboutir à la convention de Berne de 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer.

C'est qu'il est difficile d'amener certains Etats à renoncer à des principes de législation considérés comme essentiels. Il faut attendre que la force de l'exemple, et celle inhérente aux idées justes, aient fait leur œuvre. La perspective des avantages dus à une convention sur certains points et compensant les sacrifices consentis sur

d'autres ne peut manquer d'avoir également la plus heureuse des influences.

Cependant toutes les questions de droit international privé ne touchent pas, ou touchent d'une manière moins intime aux principes fondamentaux des législations intérieures et leur solution en paraît plus aisée. Cette considération amena plusieurs membres de la conférence de 1894 à émettre le vœu que les règles relatives à la procédure civile, sanctionnées et révisées en 1893 et 1894, fassent l'objet d'une convention internationale. Le gouvernement des Pays-Bas se trouvait qualifié pour entreprendre les démarches diplomatiques auprès des Etats représentés. Le résultat fut des plus heureux et le 14 novembre 1896, fut signée à la Haye la convention dont nous allons entreprendre l'étude.

DUXIÈMEE PARTIE

LA CONVENTION DU 14 NOVEMBRE 1896 RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE

CHAPITRE PREMIER

MATIÈRES RÉGLÉES PAR LA CONVENTION. — SIGNATURE
DE LA CONVENTION. — PROTOCOLE ADDITIONNEL DU
22 MAI 1897.

Nous avons vu, en 1872, les négociations auprès de l'Europe entreprises par les Pays-Bas échouer sur la question de l'exécution internationale des jugements et nous en connaissons les causes. Plus prudent après cette expérience, le gouvernement néerlandais n'indiquait dans son programme de 1893 l'entente sur cette matière que comme un complément désirable à la solution uniforme des conflits de droit civil. D'ailleurs une réglementation de la procédure internationale était une condition préalable nécessaire à toute entente sur les effets internationaux des jugements, outre qu'elle

était vivement réclamée par les besoins quotidiens de la pratique. Aussi les articles 6 et 7 de l'avant-projet néerlandais visent-ils la forme des actes, la compétence des tribunaux et la procédure en général (1).

La conférence retint dans son programme l'un et l'autre de ces articles, et la deuxième commission fut chargée d'étudier la question de la forme des actes tandis que la quatrième s'occupait de la procédure en général. M. Beeckmann, délégué de Belgique, au nom de la deuxième commission, présenta un rapport et un avant-projet (2) consacrant la règle *locus regit actum*. Mais à la discussion générale plusieurs délégués, et notamment M. Legrand, délégué de France, estimèrent que cette matière ne pouvait faire l'objet d'un projet de convention, étant une énonciation purement doctrinale. La conférence se rangea à cet avis et tout en votant sur l'article unique présenté par la commission afin de ne pas soulever des doutes sur une règle aussi certaine, décida que ces résolutions ne figureraient pas au protocole final et seraient seulement consignées dans le procès-verbal à titre de vœu.

Il est permis de regretter cette décision de la conférence, prise d'ailleurs à une faible majorité (6 voix con-

(1) Ce programme était inspiré par les résolutions adoptées en 1874 par l'Institut de droit international à Genève. V. *Annuaire de l'Institut*, 1877, p. 125. V. le rapport de M. Asser, *Revue de droit international*, t. VII, p. 374 et suiv.

(2) *Actes de la conférence*, 1893, p. 59.

tre 5 et 2 abstentions). Nous pensons avec M. Lainé (1) que la forme générale et de principe qu'emprunte la règle *locus regit actum* n'est pas un obstacle sérieux à ce qu'elle figure dans une convention. L'exemple de plusieurs législations, notamment du projet belge sur lequel l'avant-projet de la commission était calqué, en est une preuve. D'autre part, les nombreuses contestations portées constamment devant les tribunaux à propos des testaments, des donations, en montrent le grand intérêt pratique. La conférence en avait d'abord jugé ainsi puisqu'elle avait désigné une commission. Quoiqu'il en soit, la règle *locus regit actum* ne figurant pas au protocole final n'a pu être comprise dans la convention de 1896 et nous n'y reviendrons pas.

Quant à la quatrième commission (2) présidée par le baron de Seckendorff, délégué d'Allemagne, qui en fut également le rapporteur, elle était chargée de présenter un avant-projet sur la compétence des tribunaux et la procédure en général. Mais ce programme fut jugé beaucoup trop vaste vu le peu de temps dont on disposait et la commission appliquant le principe déjà admis par la conférence de chercher immédiatement la solution de quelques questions pratiques, limita l'étendue de son examen. Le règlement de la compétence fut ren-

(1) V. *Journal Clunet*, 1894, p. 244.

(2) La quatrième commission était composée de : MM. le baron de Seckendorff, président et rapporteur, Chomé, Fusinato et Roguin. MM. Asser et le baron de Haan assistèrent à plusieurs réunions.

voyé à une conférence ultérieure. Dans la procédure internationale on s'arrêta à l'étude de la *communication des actes judiciaires* et à celle des *commissions rogatoires*. Ces deux matières forment les titres I et II de la convention de 1896.

A ces deux chapitres ayant pour but la réglementation uniforme des rapports de procédure civile, la conférence de 1894 en ajouta trois autres en vue de l'assimilation des étrangers aux nationaux au point de vue de la *caution judicatum solvi*, de l'*assistance judiciaire* et de la *contrainte par corps*. Cette dernière addition ne figurait pas au programme de la conférence et fut adoptée au cours des séances sur la proposition de M. Legrand, ministre de France.

Telles sont les matières qui, réunies dans le protocole final de la conférence de 1894 sous le titre « Dispositions concernant la procédure civile », en furent extraites par le gouvernement néerlandais et proposées à l'adhésion des puissances représentées à la Haye. C'était un excellent terrain d'essai pour la codification de droit privé international, car tout en ayant un grand intérêt pratique, ces dispositions ne paraissaient pas devoir soulever de graves objections de la part des gouvernements.

Cependant les négociations allèrent lentement. Au mois de novembre 1894, le gouvernement des Pays-Bas communiqua aux puissances représentées le projet de traité, et ce ne fut qu'en 1896, le 14 novembre, que,

la majorité des Etats ayant donné leur adhésion, une convention put être signée. Elle le fut à la Haye par la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse. Cette dernière puissance ayant proposé une modification à l'article 11 (nous en verrons le sens en étudiant le fond), il fallut obtenir l'assentiment des autres contractants. L'Italie déclara qu'elle ne pouvait le donner que sous une certaine réserve. Un protocole additionnel contenant, en la généralisant, l'exception demandée, dut être soumise à la signature des Etats. Quelques additions et notes interprétatives aux dispositions finales de la convention y avaient été jointes. Les huit puissances signataires de la convention, plus la Suède et la Norvège, qui avaient signé le protocole d'adhésion le 1^{er} février 1897, signèrent le protocole additionnel le 22 mai 1897. Les autres puissances représentées aux conférences de 1893 et 1894 donnèrent successivement leur adhésion au traité du 14 novembre 1896 et au protocole additionnel du 22 mai 1897. Toutes les signatures se trouvèrent réunies la veille du jour où le protocole d'adhésion devait être clos en vertu de l'article 4 des dispositions finales, c'est-à-dire le 31 décembre 1897.

La convention devait avoir une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications. Elle était renouvelable tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation six mois avant l'expiration de ce terme. La dénonciation devait être notifiée pour produire effet, la

convention resterait en vigueur pour les autres Etats.

Le protocole additionnel du 22 mai 1897 fixait le point de départ de la mise en vigueur de la convention à quatre semaines après la signature du procès-verbal de ratification, lequel pourrait être dressé dès que la majorité des Hautes Parties contractantes serait en mesure de déposer leur ratification.

Malgré cette dernière disposition, on préféra faire opérer le dépôt simultanément par tous les Etats contractants et le procès-verbal du dépôt des ratifications fut signé par tous le 27 avril 1899. La convention fut mise en vigueur le 25 mai 1899 pour une durée de cinq ans. Aucun Etat n'a usé depuis de la faculté de dénonciation réservée à chacun dans les dispositions finales. Nous verrons même que plusieurs, satisfaits de son fonctionnement, firent quelques difficultés pour souscrire aux projets de réforme étudiés par la conférence de 1904, projets qui cependant laissent intact le fond même de la convention pour perfectionner seulement quelques détails et combler quelques lacunes révélées par la mise en pratique.

Le texte de la convention du 14 novembre 1896 est divisé, outre les dispositions finales et le protocole additionnel, en cinq titres formant un ensemble de 17 articles.

Le titre I^{er}, traite « de la communication des actes judiciaires et extrajudiciaires (art. 1-4) ; le titre II, des commissions rogatoires (art. 5-10) ; le titre III, de la

caution *judicatum solvi* (art. 11-13); le titre IV, de l'assistance judiciaire (art. 14-16), enfin le titre V, de la contrainte par corps (art. 17).

Nous ne saurions, dans l'étude de cette convention, adopter un autre plan que celui consacré par la conférence de la Haye. Un aperçu de droit comparé précédera utilement dans chacun de nos chapitres le commentaire des dispositions contenues respectivement dans chaque titre. Nous indiquerons aussi les principaux traités particuliers d'Etat à Etat qui ont précédé la convention de 1896. Ce sera, à notre avis, le meilleur moyen de donner une idée exacte de l'œuvre de la conférence et du système inauguré par notre convention, la première conclue entre un aussi grand nombre d'Etats en matière de droit privé.

CHAPITRE II

DE LA COMMUNICATION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES (TITRE I^{er}).

Il arrive quotidiennement qu'un litige s'élève entre deux personnes résidant dans deux États différents. Comment le demandeur atteindra-t-il son adversaire ? le créancier son débiteur au delà de la frontière ? Autrement dit, comment les nombreux actes de procédure que comporte un procès avant et pendant les débats parviendront-ils à leurs destinataires ? Comment pourront-ils produire effet dans un État étranger sans violer le principe de sa souveraineté ? Tels sont les problèmes résolus dans le titre I^{er}.

L'intitulé de ce titre dans l'avant-projet de la IV^e commission en 1893 : *De la communication des actes judiciaires*, visait certainement, dans l'esprit de ses auteurs, tous les actes du ministère des huissiers même hors d'un procès. Cependant, pour ne laisser aucun doute sur l'étendue des règles admises, M. Renault fit adopter par la conférence l'addition : *et extrajudiciaires*. De la sorte, les sommations, commandements, citations en conciliation, etc., sont traités exactement comme les ajournements, les assignations, les significations d'appel, de pourvoi en cassation, de jugement, etc.

Les législations ont presque toutes et d'une manière plus ou moins complète réglé, d'une part, la procédure que devaient suivre les nationaux pour assigner des personnes domiciliées ou résidant à l'étranger, et, d'autre part, les conditions dans lesquelles une signification venant de l'étranger devra être considérée comme valable par les tribunaux. Ce dernier point toutefois a été omis le plus souvent et à défaut de traités spéciaux laissé à l'appréciation de la jurisprudence.

Sous ce double rapport on peut classer les législations en deux catégories nettement distinctes suivant qu'elles ont adopté le système allemand ou le système français (1).

Le Code de procédure civile français indique dans l'article 69, § 9, que le demandeur voulant assigner un étranger doit remettre en double au procureur de la République près le tribunal où doit être porté le litige, l'exploit d'ajournement. Le procureur visera l'original et enverra directement la copie au ministère des affaires étrangères ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques. Le ministre est chargé de faire parvenir au domicile ou à la résidence du destinataire, par tous les moyens en son pouvoir, les exploits qui lui sont adressés.

Ce qui caractérise ce système, c'est que la signification est censée faite du jour de l'apposition du visa au par-

(1) Sur la forme des assignations à l'étranger en droit comparé, voir : Weiss, *Traité de droit international*, 1905, t. V, p. 447-468.

quêt, jour à partir duquel commencent à courir les délais. Le demandeur, étranger à la transmission, n'a pas à se préoccuper et n'est pas responsable si l'acte ne touche pas réellement le destinataire. Si, les délais expirés, le défendeur ne comparaît pas, défaut pourra être pris contre lui sans autre recours que ceux du droit commun (1).

Tel est le système français, il a été suivi, du moins dans son esprit, par plusieurs codes. Ainsi le Code de procédure civile des Pays-Bas porte que les personnes établies à l'étranger seront assignées dans la personne du fonctionnaire du ministère public près le collège judiciaire devant lequel sera portée la demande. En Italie quelques formalités supplémentaires sont exigées : l'affichage de l'exploit à la porte de l'auditoire du tribunal et l'insertion dans un journal d'annonces judiciaires doivent précéder la remise d'une copie au procureur du roi. L'assignation produit ses effets du jour de l'accomplissement de ces conditions.

Le Code de procédure belge (art. 69, § 8) reproduisait le Code français, mais un arrêté du 1^{er} avril 1814 complété par une loi du 26 mars 1833 prescrit à l'huissier l'envoi de l'exploit par la poste en double exemplaire et au cas où la poste refuserait de s'en charger, la copie serait envoyée sous enveloppe chargée au minis-

(1) V. en ce sens un arrêt de la Cour de cassation, S. 1887.1.34.
— V. Appréciation du système; Chausse, *Revue critique*, 1887, p. 287.

tre des affaires étrangères. Le fait de la remise à la poste suffit pour valider la signification et lui faire produire ses effets.

L'autre système qui a pour type celui du Code de procédure allemand (1877), est le contrepied de celui que nous venons d'exposer. Au lieu de ne considérer que l'intérêt du demandeur en le déclarant non responsable d'une transmission qu'il ne peut opérer lui-même, il prend parti pour le défendeur et exige, pour que l'exploit produise ses effets, la preuve de la remise en mains propres au destinataire.

L'article 182 du Code de procédure allemand dispose que « les significations à faire en pays étranger s'accomplissent par commission rogatoire adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger ou à l'agent consulaire ou diplomatique de l'Empire résidant dans cet Etat ». Le fait que ces formalités ont été remplies ne suffit pas à faire produire les effets de l'acte. Les juridictions allemandes ne donnent l'exequatur aux décisions étrangères que si le défendeur a comparu devant la juridiction étrangère ou tout au moins que l'exploit d'ajournement lui ait été remis en mains propres. Cependant, dans les instances poursuivies en Allemagne, si la partie habitant l'étranger (dûment assignée si elle est défenderesse) n'a pas constitué un mandataire, les exploits postérieurs à l'ajournement seront considérés comme signifiés par le seul fait de la remise à la poste,

même si le pli est renvoyé faute d'avoir pu être accepté à son adresse.

Ce dernier système avait les sympathies de la majorité des délégués à la conférence, même de ceux représentant les Etats possédant une législation opposée. Plusieurs émirent le vœu d'une modification législative générale en ce sens et nous verrons la conférence de 1904 l'exprimer officiellement dans son procès-verbal. Quelques interprètes avaient même cru voir dans la convention de 1896 la suppression du système français. Mais la conférence de la Haye s'est bien gardée de s'immiscer dans les législations internes, et si les règles qu'elle a admises pour la transmission des actes judiciaires paraissent mieux s'adapter au système allemand, il n'est pas opposé à la signification par le ministère public et se concilie fort bien avec la conception française.

Ainsi le législateur dans chaque Etat s'est occupé de la procédure à suivre pour faire parvenir un exploit à l'étranger. Il a également indiqué les conditions dans lesquelles les exploits venant de l'étranger peuvent produire effet sur son territoire, mais nous ne trouvons dans aucune loi de disposition générale donnant à ces derniers la force obligatoire qu'ils devraient avoir. Certaines lois, comme le Code de procédure civile italien, prescrivent une série de conditions nécessaires pour qu'une signification étrangère soit exécutée contre un régnicole — ainsi la simple notification d'actes émanés

d'un pays étranger ne peut avoir lieu en Italie qu'avec la permission du ministère public — mais il ne résulte nullement de cette réglementation, d'ailleurs imprécise, un engagement quelconque vis-à-vis des autres Etats d'exécuter les significations et autres notifications d'actes provenant de chez eux. Ce point capital était donc laissé avant la convention de 1896 — il l'est encore vis-à-vis des Etats non contractants — à l'arbitraire du pouvoir administratif et de la jurisprudence. C'est ainsi, pour ne citer qu'un fait, que pendant plusieurs années après 1875, les autorités allemandes refusaient de remettre aux intéressés habitant les pays annexés toute assignation ou autre exploit de provenance française en matière répressive, même pour l'action en dommages-intérêts (1).

En pratique, heureusement, la courtoisie internationale atténuait grandement cette lacune d'ailleurs comblée, en partie il faut le dire, par de nombreuses conventions spéciales sur la matière. Nous n'entreprendrons pas de les énumérer ; nous nous bornerons à citer les principales pour donner une idée de l'état de ce droit international conventionnel.

L'une des plus importantes est certainement la Convention franco-suisse conclue le 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire, l'exécution des jugements en matière civile, la transmission des actes judiciaires et

(1) *Journal de Clunet*, 1894, p. 805.

extra-judiciaires et les commissions rogatoires (1). L'engagement réciproque de chacun des Etats de faire exécuter sur son territoire les significations venant de l'autre, exprimé explicitement pour les commissions rogatoires, y est implicite pour la transmission des actes réglée par l'article 20. Cet article consacre la communication par l'intermédiaire des agents diplomatiques ou consulaires placés le plus près des autorités judiciaires compétentes pour transmettre l'acte au destinataire.

La communication par l'intermédiaire des consuls est aussi admise entre la France et l'Italie. Un traité franco-belge de 1900 la consacre également. Nous verrons que la simplicité de ce mode, très appréciable dans la pratique, l'a fait approuver comme voie de droit commun par la conférence de 1904. De nombreux traités adoptent néanmoins la voie diplomatique, et c'est pour cette raison qu'elle est indiquée dans notre convention comme devant être suivie à défaut d'entente contraire.

La communication directe entre les autorités judiciaires de deux pays est admise par quelques conventions : ainsi une déclaration échangée les 30 mai et 12 juillet 1872 l'autorise entre les autorités judiciaires d'Italie et les tribunaux des royaumes et provinces de la monarchie austro-hongroise représentés au Reichs-

(1) Texte De Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. X, 1867-1872, p. 289.

rath. Pour les pays dépendant de la monarchie hongroise on doit recourir à la voie diplomatique (1). Même système dans les communications entre la France et le Luxembourg en vertu d'une convention du 14 mars 1886 qui admet l'envoi direct des exploits de parquet à parquet.

Les conditions d'admission stipulées varient à l'infini : une déclaration de 1874 entre la Russie et l'Italie contient l'engagement réciproque des deux Etats de faire remettre toute signification ou citation accompagnée d'une traduction française lorsque l'acte n'est pas rédigé dans la langue de l'Etat où doit être effectuée la remise. Les frais qui en résultent restent à la charge de l'Etat requis. Une traduction française est aussi exigée dans les rapports entre la Roumanie et l'Italie (1873).

Ainsi donc des lois internes incomplètes et contradictoires, des stipulations internationales les plus variées et les plus diverses, telles sont les règles qui régissaient les communications des actes entre les Etats. On conçoit les difficultés qui pouvaient arrêter les particuliers dans la poursuite de leurs droits à l'étranger et les incertitudes résultant d'une réglementation aussi diffuse. C'est cet état de choses, laissant une grande place à l'arbitraire de la jurisprudence que la Convention de la Haye a eu pour but de faire cesser en posant le principe de l'obligation pour chaque Etat de faire parvenir

(1) Esperson, Le droit international privé dans la législation italienne, *Journal de Clunet*, 1884, p. 609.

les actes à destination, en réglant le mode de transmission et d'exécution, enfin en déterminant les moyens propres à faire la preuve.

L'engagement pris par chaque Etat contractant de faire opérer la signification des actes communiqués à cet effet par les officiers du ministère public ou les tribunaux d'un autre Etat contractant, est formulé dans l'article 2 ainsi conçu :

« La signification (en matière civile et commerciale, art. 1^{er}) sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être faite la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité. »

Grâce à cet article, ce qui jusqu'à présent s'était fait, dans la plupart des cas, comme un acte de courtoisie internationale, a lieu depuis la mise en vigueur de la convention en vertu d'une obligation formelle. On ne pouvait toutefois, sans porter atteinte à la souveraineté des Etats, donner à cette obligation une portée absolue. Une restriction était nécessaire. La conférence s'attacha à donner à cette exception inévitable autant de précision qu'en peut comporter la matière.

L'avant-projet de la IV^e commission en 1893 posait ainsi le principe (art. 3) : « L'autorité requise fera effectuer la signification sans examen de sa part. Toutefois il sera loisible à chaque Etat d'ordonner cet examen par des considérations de droit public. » La faculté de refuser la signification résultait de cet article, sinon l'exa-

men, n'aurait eu aucune utilité ; mais on jugea l'expression de droit public trop vague. Elle fut d'abord remplacée par celle « *d'ordre public* ». La commission de rédaction substitua à cette dernière les termes « *souveraineté ou sécurité* » et ce sont ceux-ci qui figurent au protocole final de 1893.

Lors de la révision en 1894, le délégué italien, M. Pierantoni, proposait de revenir à l'expression « porter atteinte à l'ordre public », car, prétendait-il, celle adoptée en 1893 ne correspondait à aucune hypothèse pratique. Mais le rapporteur (1), baron de Seckendorff, réfuta cet argument en montrant que « la signification d'actes employée comme mode de propagande d'écrits anarchiques ou immoraux, attentatoires à la constitution ou à la tranquillité de l'Etat requis », était bien une espèce dans laquelle la restriction trouve à s'appliquer. D'autre part l'expression « ordre public » a le grand inconvénient d'être imprécise dans son sens, car au point de vue interne et au point de vue international la compréhension en est d'une étendue fort différente. L'ordre public international ne comprend que les « dispositions que le législateur lui-même ne pourrait modifier sans changer, ébranler ou détruire l'ordre social ou constitutionnel de son pays », tandis que l'ordre public interne embrasse en outre toutes les règles

(1) Actes de la conférence de la Haye. Rapport présenté au nom de la III^e commission, p. 52.

législatives auxquelles les citoyens n'ont pas le droit de déroger par des conventions particulières (1).

La conférence fut de l'avis de la III^e commission : puisqu'une restriction était inévitable, il fallait du moins qu'elle prête aussi peu que possible à l'arbitraire et l'expression « porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité » de l'Etat parut la plus adéquate à exprimer les intentions de la majorité des délégués. C'est elle qui a été consacrée dans la convention de 1896, répétée dans le même sens et avec le même but au sujet des commissions rogatoires.

Ainsi les particuliers sont certains de ne pas voir arrêter par l'arbitraire d'un magistrat ou d'un fonctionnaire étranger les significations et autres exploits qui doivent atteindre un individu domicilié ou résidant dans un des Etats contractants. Comment ces actes parviendront-ils à destination ? L'article 1^{er} nous indique la voie à suivre :

ART. 1^{er}. — « Les significations d'actes à destination de l'étranger se feront sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger.

« La transmission se fera par voie diplomatique à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats. »

Il y a lieu de distinguer, d'après cet article, deux phases dans la communication : la demande adressée à l'autorité étrangère de faire effectuer la signification, puis

(1) V. Pillet. De l'ordre public en droit international privé. *Annales de l'Enseignement supérieur de Grenoble*, t. 2, 1890, p. 185-278.

la transmission de cette demande et de l'acte à signifier.

La demande ne doit pas être faite par l'intéressé lui-même ou son représentant (un officier ministériel, par exemple). Elle doit passer par l'intermédiaire d'un officier du ministère public ou d'un tribunal qui la fait à son nom en faveur du requérant. L'article 1^{er} ne dit pas à quelle autorité celui-ci doit s'adresser dans son pays pour que la signification y soit valable. Il ne s'occupe pas non plus du moment à partir duquel les délais courent à l'encontre du défendeur. Là-dessus le législateur conserve toute liberté, l'article 1^{er} ne vise que des rapports avec l'autorité étrangère requise. Nous verrons, à la fin de ce chapitre, les doutes que l'ensemble des dispositions du titre I^{er} a fait surgir dans l'esprit de certains interprètes et nous établirons facilement qu'aucune disposition des lois internes sur la signification des actes à l'étranger n'a été touchée par la convention de 1896.

En exigeant que la demande de signification émane d'une autorité constituée dans le pays du requérant et qu'elle soit adressée à une autorité du pays requis, on a voulu respecter entièrement la souveraineté de celui-ci. Il est en effet permis de se demander « si la communication d'actes judiciaires et notamment la signification de citations faites aux nationaux d'un Etat sans son concours ne constitue pas une ingérence non justifiée dans les pouvoirs de juridiction de ce dernier » (1).

(1) Rapport de la IV^e commission, 1893.

Comment s'établiront les relations entre les autorités des deux Etats ? La conférence, pour être certaine d'avoir l'adhésion de tous les gouvernements et aussi à cause des garanties qu'elle présente, a pris parti pour la voie diplomatique. Cette voie est bien compliquée et occasionne des lenteurs inévitables puisqu'elle nécessite un grand nombre d'intermédiaires, mais beaucoup d'Etats l'admettent seule et une méthode autre aurait pu rencontrer des obstacles. Néanmoins, tout en l'indiquant comme moyen de correspondance de droit commun, la convention réserve l'emploi de modes plus simples déjà admis par des conventions spéciales ou par des législations, modes que le rapporteur de 1893 souhaitait voir développer aussi largement que possible. L'alinéa 2 *in fine* de l'article 1^{er} réserve d'abord « la communication directe entre les autorités des deux Etats ». Elle supprime les longs détours de la voie diplomatique et ne peut être taxée de porter atteinte à la souveraineté de l'Etat requis puisque la signification sera faite par les autorités de cet Etat. Nous avons vu qu'elle était admise dans plusieurs conventions particulières.

Bien plus, la convention veut qu'il reste loisible aux Etats d'admettre chez eux, soit en vertu d'une convention, soit par une disposition législative, les modes de signification dont on peut dire parfois qu'ils sont un abandon partiel de souveraineté parce que la signification s'est opérée sans le concours des autorités du

pays où elle a lieu, ou que ces autorités reçoivent directement des ordres du requérant. Ces modes sont énumérés dans l'article 4 ainsi conçu :

« Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas : 1^o A la faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger.

« 2^o A la faculté pour les intéressés de faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination.

« 3^o A la faculté pour chaque Etat de faire faire par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires les significations destinées à l'étranger.

« Dans chacun de ces cas la faculté prévue n'existe que si les lois des Etats intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent. »

Ces nombreuses exceptions portées à la règle que les communications d'actes judiciaires doivent être faites par la voie diplomatique montrent que la conférence a sacrifié sur ce point l'uniformité à la simplification des rapports internationaux. C'eût été retourner en arrière que de demander aux Etats ayant consenti des conventions ou possédant des lois très libérales, de revenir à la voie diplomatique. La conférence ne l'a pas voulu et elle a concilié deux idées opposées en consacrant une règle générale susceptible d'être acceptée par tout le monde et en encourageant les Etats à adopter dans les traités ou les lois une procédure plus rapide.

La demande parvenue aux autorités du pays destinataire, celles-ci, si elles sont compétentes, sont tenues

dans les limites de l'article 2 à pourvoir à son exécution. Quant au mode à suivre pour l'exécution même de la signification, le texte de la convention n'en dit rien, mais le rapport (1) de la IV^e commission déclare expressément que cette exécution se fera en suivant les prescriptions en vigueur dans le pays où l'acte est à communiquer. Si toutefois le requérant a demandé l'emploi de formes particulières, le rapporteur ne doute pas que l'autorité requise déférera à ce désir pour autant que les lois de son Etat ne s'y opposent pas. De même dans le cas où l'autorité requise ne serait pas compétente pour accomplir l'exécution demandée, il va sans dire que cette autorité sera tenue de transmettre l'acte à qui de droit, c'est la conséquence de l'obligation générale résultant de l'article 2. S'il n'y avait pas d'autorité compétente, la simple courtoisie internationale veut que l'autorité requise en prévienne la requérante en lui retournant l'acte. Nous verrons que cette juste interprétation de l'article 2 a soulevé dans la pratique quelques difficultés qui ont amené la conférence de 1904 à la formuler expressément dans son projet de révision.

La signification exécutée, le requérant peut avoir grand intérêt à en posséder la preuve d'ailleurs exigée par de nombreuses législations (système allemand). Il était de la plus haute importance de régler d'une façon

(1) *Actes de la conférence*, 1893, p. 64.

uniforme la manière de la constituer : il fallait que le requérant soit certain d'obtenir un écrit constatant au moins le fait et la date de la remise et qu'il n'ait aucune crainte de voir cet écrit non reconnu probant dans l'Etat où il doit s'en servir. L'article 3 pourvoit à cette nécessité.

« Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait et la date de la signification.

« Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double qui aurait été transmis dans ce but. »

Le système des deux doubles consacré par cet article a le grand avantage de donner plus de sécurité à la personne, à la requête de laquelle la signification a lieu. En effet, un de ces doubles restera aux mains du destinataire tandis que l'autre reviendra au requérant accompagné soit du récépissé que le destinataire aura consenti à délivrer, soit de l'attestation des autorités requises que toutes les démarches légales ont été faites pour atteindre celui-ci et que la signification l'a touché à telle date. La transcription de ce récépissé ou de cette attestation sur le double retourné donnera toute facilité à l'intéressé pour prouver que l'un ou l'autre se rapporte à l'acte qu'il invoque. L'authenticité donnée par la légalisation complète les garanties ainsi assurées à tout requérant. Lors donc qu'une personne aura besoin de prouver qu'une signification par elle faite à destination

de l'étranger a réellement été remise, elle sera certaine de pouvoir l'obtenir avec toutes les conditions d'efficacité. Mais cela ne veut pas dire que les États contractants se soient engagés à exiger cette preuve de leurs nationaux. L'État requérant reste libre de n'envoyer qu'un exemplaire de l'acte. L'article 3 dit seulement que le récépissé sera annexé au double lorsqu'il en aura été transmis un dans ce but.

Nous arrivons maintenant à la discussion qui s'est élevée sur l'interprétation du titre I^{er} de la convention du 14 novembre 1896 dans son ensemble et c'est par elle que nous terminerons le commentaire de ce titre (1). Il s'agit de savoir si la convention a pris parti pour l'un des deux systèmes types sur la signification des actes à l'étranger que nous avons exposés au début de ce chapitre.

On a dit que la convention était contraire à la signification aux parquets telle qu'elle est usitée en France et cette idée a été soutenue à la première chambre des Pays-Bas. Plusieurs arguments ont été donnés à l'appui de cette thèse : outre la réglementation détaillée de la preuve de la remise, preuve qui n'est pas requise par la législation française, on s'est prévalu des termes impératifs de l'article 1^{er} : « les significations... se feront... » et de l'omission dans l'énumération de l'article 4 du mode de transmission par le parquet.

(1) Voir Asser, *La Convention de la Haye du 14 novembre 1896*, p. 133 ; Weiss, *Traité de droit international privé*, t. V, p. 470.

Sans doute l'ensemble du titre I^{er} s'applique mieux au système allemand. Il n'y a là rien de surprenant puisque c'est celui qui fut jugé le plus conforme à l'équité par la majorité des délégués et que le vœu de le voir admettre par toutes les législations fut maintes fois exprimé au cours des délibérations. Mais la Convention ne prétend pas se substituer aux législations intérieures et les règles qu'elle a posées peuvent fort bien se concilier avec la signification au parquet.

En effet, l'article 4 dit : « Pour faire la preuve de la signification il suffira... », ce qui veut dire : lorsque la législation intérieure du pays du requérant exige la preuve de la remise effective, celui-ci recevra sur sa demande un récépissé ou une attestation que l'autorité requise ne pourra lui refuser. Il n'y a là qu'une disposition se conciliant avec tous les systèmes, elle met à la disposition de tous les intéressés un moyen de preuve qu'il leur sera loisible d'employer si leur loi les y oblige.

Il en est de même de l'article 1^{er}. Par ses termes impératifs, cet article assure la transmission effective des actes. Il contient l'engagement pris par les Etats contractants de se prêter mutuellement leur concours pour la communication des actes lorsque ceux-ci leur parviendront suivant les modes convenus. Mais il ne traite nullement de la forme des significations à destination de l'étranger et ne détermine en aucune façon les conditions de validité et d'efficacité qui restent comme au-

paravant dans le domaine des lois internes de chaque Etat.

On argumente encore de ce que l'article 4 contient une énumération des procédures pouvant être employées même après l'adoption de l'article 1^{er} et qu'il omet intentionnellement, dit-on, la signification au parquet.

Il faut répondre que l'énumération de l'article 4, loin d'être une liste limitative des modes de signification qu'il reste possible aux législations d'adopter, serait plutôt restrictive en ce sens qu'elle ne permet l'emploi des modes nommés que lorsqu'ils sont admis dans le pays requis soit en vertu de sa loi, soit en vertu d'une convention spéciale. L'alinéa final le dit expressément.

Mais ce qu'il faut remarquer principalement, c'est que les modes prévus en l'article 4 sont ceux qui exigent soit l'intervention d'agents ou d'autorités de l'Etat destinataire (la poste, les officiers ministériels), soit le consentement de cet Etat (signification par les agents diplomatiques ou consulaires). La signification au parquet ne rentre nullement dans ce cadre et, ainsi que le dit M. Asser, il est dangereux de se servir ici de l'argument « *qui ab uno dicit negat altero* » d'ailleurs trop souvent fallacieux.

L'interprétation ainsi réfutée ne fut pas du reste celle qui prévalut. Les rapports et exposés des motifs présentés aux parlements pour obtenir leur ratification nous montrent que la convention fut partout entendue comme portant exclusivement sur la transmission interna-

tionale des actes, laissant intactes les dispositions législatives internes.

L'exposé des motifs présenté le 7 juillet 1898 aux Chambres françaises (1), s'exprime en ces termes : « Les actes judiciaires et extra-judiciaires destinés à des personnes domiciliées à l'étranger sont, aux termes de l'article 69, § 9, du Code de procédure civile, signifiés au parquet du procureur de la République près le tribunal devant lequel la demande est portée. Le magistrat vise l'original et transmet la copie au ministère des affaires étrangères qui en assure la remise à l'intéressé, par la voie diplomatique.... Les articles 1, 2, 3 et 4 de la convention, consacrent cette procédure, etc. »

Le message du Conseil fédéral suisse, à l'Assemblée fédérale du 6 avril 1898 pose directement la question et la résout dans notre sens : « On s'est demandé s'il pouvait encore être fait application de cette procédure (la signification au parquet) une fois l'article 1^{er} de la convention entré en vigueur, convention que le représentant de la France a également signée. Nous croyons, avec M. Roguin, le délégué de la Suisse à la conférence, chargé de rapporter sur les matières de procédure, que la question doit être tranchée affirmativement. L'article 1^{er} du traité de la Haye n'impose pas aux Etats des règles suivant lesquelles il devra être procédé sur leur territoire pour la signification d'actes judiciaires et ex-

(1) V. De Clercq, t. 20, p. 649.

tra-judiciaires destinés à l'étranger. Toutefois, la perspective de voir se maintenir le système français ne saurait nous engager à ne pas ratifier la convention (1). »

L'exposé des motifs du projet belge approuvant la convention est conçu dans le même sens. Il constate que la convention, quant à la communication des actes, a surtout consacré des usages existants depuis longtemps, mais que la signification des actes en matière civile et commerciale « considérée jusqu'ici comme un acte purement officieux de complaisance envers les gouvernements étrangers, ne pourra qu'offrir une sécurité et une régularité plus grandes pour les parties lorsqu'elle s'effectuera obligatoirement en exécution des clauses de la convention » (2). On ne peut mieux définir le rôle que devait avoir et qu'a eu effectivement la Convention de 1896, grâce aux dispositions de son titre premier sur la communication des actes judiciaires et extra-judiciaires. Si l'on s'étonne que les innovations y soient rares, il faut se rappeler que l'œuvre entreprise est surtout une œuvre de codification, c'est-à-dire une mise en harmonie et une fixation de règles déjà existantes, mais flottantes et mal coordonnées. En tout cas le principe posé de l'obligation contractée par les États entre eux, au nom de la justice internationale et du devoir d'assistance mutuelle qui en découle, serait suffisant à lui seul pour faire apprécier l'importance du

(1) Cité par M. Asser.

(2) *Ibid.*

titre I^{er} de la Convention au point de vue de la procédure internationale. Ce principe sera fertile et c'est lui encore qui domine le titre II relatif aux commissions rogatoires que nous allons étudier.

CHAPITRE III

DES COMMISSIONS ROGATOIRES (1).

I

La commission rogatoire, délégation qu'un magistrat fait de ses pouvoirs en vue de l'instruction à des juges mieux placés pour la mener à bonne fin, sorte de mandat d'un juge à un autre, se conçoit aisément dans les relations des tribunaux entre eux dans un même pays. Le droit pour un juge de s'adresser à son collègue pour obtenir un renseignement ou une déclaration utile à une affaire est fondé sur le principe de la souveraineté de l'Etat dont relèvent requérant et requis. Mais pareil droit paraît exorbitant lorsque cette sorte de mandat s'adresse à un juge dépendant d'un souverain autre que celui du requérant.

Cependant nombreuses sont les hypothèses, nous ne parlons qu'en matière civile et commerciale, où une commission rogatoire adressée à un juge étranger peut avoir une importance considérable. C'est tantôt des témoins en résidence à l'étranger qu'il importe d'enten-

(1) Sur les commissions rogatoires internationales, Weiss, *Droit international privé*, t. V, p. 493 et s.

dre, tantôt la personne même contre qui est formée une demande en interdiction, dation de conseil judiciaire. Ce peut être les livres d'un commerçant établi à l'étranger dont la consultation éclairera un débat, le serment d'une partie à recevoir, une tentative de conciliation, préliminaire indispensable du divorce ou de la séparation de corps, la nomination d'un administrateur provisoire pour les biens situés à l'étranger d'une personne contre qui est formée une demande en interdiction, etc., etc. En un mot il y a lieu à commission rogatoire toutes les fois qu'un acte nécessite l'intervention d'un juge et que les personnes ou les choses qui en font l'objet se trouvent en pays étranger. Ainsi une signification peut être sujet à commission rogatoire lorsque la loi du requérant exige l'intervention d'un magistrat.

Aussi malgré l'atteinte que la pratique des commissions rogatoires paraît devoir porter à l'indépendance réciproque des États, elle était admise depuis longtemps à cause de son utilité dans l'administration de la justice.

Certaines législations ont fait une obligation pour leurs juges d'exécuter les commissions rogatoires venant de l'étranger, leur permettant d'en adresser eux-mêmes au delà des frontières. De nombreuses conventions diplomatiques contiennent l'engagement réciproque de deux États de faire exécuter, chacun par ses juges, les commissions rogatoires venant de l'autre co-contractant. Enfin même sans loi ni convention,

l'exécution des commissions rogatoires a lieu à l'étranger par courtoisie internationale et à condition de réciprocité.

Cependant lorsque aucune disposition législative ou conventionnelle n'existe sur ce point, rien n'empêche les tribunaux d'un pays de se déclarer incompétents pour recevoir et exécuter les commissions rogatoires venant de l'étranger et réciproquement de se considérer comme n'ayant pas le droit de déléguer leurs pouvoirs à des tribunaux étrangers, tout cela au plus grand préjudice des justiciables.

C'est ainsi qu'il a été jugé que de la faculté accordée aux tribunaux par l'article 240 du Code de procédure civile néerlandais de déléguer un juge cantonal pour faire un interrogatoire sur faits et articles, il ne résulte pas celle de déléguer un tribunal étranger dans le même but.

Tels sont les considérants d'un arrêt de la Cour de Nord-Hollande du 1^{er} mars 1875, qui avait été précédé par un jugement dans le même sens du tribunal d'Amsterdam en 1854. La Cour de Bruxelles, dans un arrêt du 18 octobre 1826, déclare que si un juge ne peut refuser une commission rogatoire venant d'un tribunal du même pays parce que une demande semblable, quoique sous forme d'une invitation, doit cependant être censée faite au nom du souverain commun, il n'en est pas de même pour un juge étranger rendant la justice au nom d'un autre souverain. Celui-ci n'est aucunement tenu de déférer à une pareille réquisition et peut ne

pas y répondre si elle lui est adressée. Les motifs invoqués pour refuser d'exécuter ou d'envoyer une commission rogatoire sont divers et variés. Ainsi le tribunal de Jonzac a rejeté une demande tendant à l'envoi d'une commission rogatoire à un tribunal étranger pour faire une enquête à fin de séparation de corps, considérant qu'en l'absence de convention il n'y a aucun moyen d'assurer l'exécution du jugement ordonnant cette enquête et que d'ailleurs une enquête faite dans ces conditions n'offrirait pas les garanties auxquelles le législateur attache une telle importance qu'il les a prescrites à peine de nullité.

On voit jusqu'où peut aller l'esprit de chauvinisme de certains tribunaux ou leur conception trop étroite de la souveraineté de l'Etat lorsque aucun texte ne les lie.

Cependant la pratique des commissions rogatoires entre tribunaux étrangers est traditionnelle. Ainsi elle était admise en France même dans l'ancien droit : Jousse, collaborateur de Pothier, disait dans son *Traité de l'administration de la justice* « qu'on peut même déléguer hors du royaume pour entendre des témoins ». Et réciproquement « l'éclaircissement de la vérité étant du droit des gens », le parlement de Dijon admit en 1698 qu'un Français pouvait être assigné à comparaître hors du royaume à l'effet d'y compulser des pièces ou être entendu par commission rogatoire (1).

(1) Bien que l'article 1035 du Code de procédure civile français ne s'occupe des commissions rogatoires que dans les rapports des

La loi belge (art. 159 de la loi du 18 juin 1869) permet aux juges d'adresser une lettre rogatoire à l'étranger, mais ne les autorise à obtempérer à celles qu'ils reçoivent de l'étranger qu'avec l'assentiment exprès du ministre de la justice.

En Italie, la procédure à suivre pour envoyer une commission rogatoire à l'étranger est réglée en détail dans le Code de procédure civile, article 208, alinéa 2, ce qui autorise les juges italiens à s'adresser à leurs collègues étrangers. La réception des commissions rogatoires étrangères est également prévue dans le même Code aux articles 945 à 949. Mais nulle part n'est inscrite l'obligation pour les juges italiens d'exécuter ces commissions. Toutefois, en pratique, il n'y a refus de leur part que s'ils jugent lésé l'ordre public.

Une loi hollandaise de 1861 sur l'organisation judiciaire donnait expressément aux juges le droit d'adresser des requêtes à leurs collègues de l'étranger et réciproquement faisait un devoir aux tribunaux néerlandais de donner suite aux requêtes qui leur seraient adressées de l'étranger. Mais cette loi ne fut pas promulguée et nous avons vu le tribunal d'Amsterdam interpréter ce

tribunaux français entre eux, des circulaires et instructions ministérielles sont venues en étendre et en régler l'emploi dans les relations de nos autorités judiciaires avec celles du dehors. Voir la circulaire du ministre de la justice aux procureurs généraux en date du 19 décembre 1891 qui a remplacé l'instruction du 5 avril 1841. — *Journal de Clunet*, 1892, p. 566 et suiv.; Weiss, *op. cit.*, p. 508 et suiv.

silence dans un sens prohibitif. Dans une session des Etats-Généraux en 1878, la proposition d'une loi spéciale sur les commissions rogatoires fut faite par M. Wintgens mais n'eut pas de suite.

L'Autriche et l'Espagne appliquent, à défaut de convention, le principe de la réciprocité et reçoivent les commissions rogatoires venant de pays qui admettent les leurs. Le Portugal les soumet à l'appréciation du ministère public.

A ces lois et à ces coutumes viennent s'ajouter de nombreux traités internationaux. Beaucoup visent les commissions rogatoires en matière criminelle et sont joints à des traités d'extradition.

En matière civile et commerciale, plusieurs des conventions déjà citées à propos de la communication des actes judiciaires traitent aussi des commissions rogatoires. Telle est la convention franco-suisse du 9 juillet 1869 qui, dans son article 12, contient l'engagement des deux Etats de recevoir et faire exécuter réciproquement les lettres rogatoires venant de l'un d'eux et devant parvenir aux autorités requises par la voie diplomatique. De même la convention franco-luxembourgeoise qui admet de plus la communication directe entre les tribunaux des deux pays au cas d'urgence.

Avec l'Italie, la France est liée par un traité franco-sarde de 1760 en vertu duquel les commissions rogatoires doivent être demandées et reçues par les Cours d'appel dans chaque pays.

La déclaration déjà citée des 30 mai et 12 juillet 1872 entre l'Italie et l'Autriche oblige réciproquement les deux Etats à recevoir leurs commissions rogatoires et admet pour les pays représentés au Reichsrath la communication directe, pour les autres la voie diplomatique. Une autre déclaration de 1873 n'exige même pas que la commission soit accompagnée d'une traduction pour les provinces d'Autriche où l'italien est la langue usuelle. En vertu de la convention de 1874 entre la Russie et l'Italie, les lettres rogatoires doivent être accompagnées d'une traduction française.

II

Si nombreuses qu'elles soient, car nous n'en avons cité que quelques-unes, ces conventions ne suffisaient pas à régler les rapports judiciaires entre tous les Etats. Aussi l'Institut de droit international dans une de ses premières sessions, celle de Zurich, en 1877, exprima le vœu que « le juge saisi d'un procès pourra s'adresser par commission rogatoire à un juge étranger pour le prier de faire dans son ressort soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires pour lesquels l'intervention du juge étranger serait indispensable. »

Ce principe d'obligation internationale, la conférence n'eut garde de l'omettre et la convention le pose d'une façon catégorique tout en y mettant les limites que réclame la souveraineté de l'Etat requis. Le mode de transmission est déterminé ainsi que la manière dont doit

être faite l'exécution : ce sont là les matières du titre II relatif aux commissions rogatoires.

L'article 5 (art. 1^{er} du titre II) détermine le droit que chaque Etat contractant aura à l'égard des autres d'envoyer des commissions rogatoires. Il est ainsi conçu :

« En matière civile et commerciale l'autorité judiciaire d'un Etat pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat pour lui demander de faire dans son ressort soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires. »

La rédaction de cet article ne souleva aucune difficulté au sein de la conférence pas plus en 1893 qu'en 1894 et le texte présenté par la commission ne subit qu'une légère modification. A l'expression « dans les procès civils et commerciaux » jugée trop restrictive, on substitua « en matière civile et commerciale » dans le but d'englober, sans aucun doute, la juridiction gracieuse.

Pour rendre effectif le droit ainsi consenti en l'article 5, il fallait le corroborer par une obligation aussi générale pour les autorités des Etats contractants d'effectuer les commissions rogatoires venant de l'un d'eux. Toutefois on ne pouvait exiger du juge étranger un acte contraire soit à l'ordre public de son pays, soit à ses attributions, ou le contraindre à exécuter une commission d'origine douteuse. Certaines limites s'imposaient.

L'article 7 définit l'obligation des autorités requises :

« L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée sera obligée d'y satisfaire. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite : 1° si l'authenticité du document n'est pas établie ; 2° si l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

« En outre cette exécution pourra être refusée si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ».

Donc, en premier lieu, l'autorité requise aura le droit d'examiner l'authenticité de la demande qui lui est adressée et sur ce point chaque Etat peut exiger toutes les garanties qu'il juge utiles. Il ne faut pas que les juges d'un pays soient exposés à obéir à une requête qui ne viendrait pas d'une autorité judiciaire. Mais en dehors de cette question d'origine l'autorité requise n'a pas à se préoccuper de savoir si, d'après sa législation, elle aurait été compétente à l'égard de la procédure engagée devant le tribunal requérant et au cours de laquelle la commission rogatoire a été émise, pas plus qu'elle n'a à examiner et à contrôler la compétence du tribunal requérant. C'est ce qui a été déclaré par le baron de Seckendorff, rapporteur de la IV^e commission en 1893, aucune contestation n'a été soulevée dans la conférence, ni dans l'une ni dans l'autre de ses sessions ; c'est donc en ce sens que doit être interprété l'article 7-1^o.

Au cas d'incompétence de l'autorité requise, il faut

faire une distinction. Ou bien l'acte demandé par la requête ne rentre dans les attributions d'aucun juge du pays requis, attributions essentiellement déterminées par la loi de ce pays et alors le tribunal a le droit de refuser purement et simplement l'exécution qui lui est demandée (c'est le cas prévu par l'art. 7-2°). Ou bien le requérant s'est seulement trompé sur le tribunal compétent d'après la loi étrangère, et alors s'applique l'article 8 :

« En cas d'incompétence de l'autorité requise la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci. »

S'il y a donc seulement incompétence *ratione loci*, *ratione personae* ou *ratione materiae*, le juge requis ne peut pas refuser l'exécution purement et simplement, mais il doit transmettre la demande à l'autorité compétente. Le vœu qu'il en fût ainsi avait été émis expressément par l'Institut de droit international (1). C'est un corollaire de l'obligation d'exécuter les commissions rogatoires.

Quant à la transmission prescrite par cet article le texte arrêté en 1893 n'indiquait pas comment elle devait avoir lieu. Les mots « suivant les règles établies par la législation de l'Etat requis » comblent cette lacune. Ils doivent être entendus en ce sens que dans les pays

(1) *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1878, p. 44.

où le juge en se déclarant incompétent n'a pas le droit de se mettre en rapport direct avec celui qu'il croit compétent, mais doit seulement inviter les parties intéressées à se pourvoir devant qui de droit, il ne sera rien dérogé à ses règles pour les commissions rogatoires. C'est ce qui résulte des observations présentées par le délégué espagnol Oliver y Estreller à la III^e commission en 1894 qui motivèrent l'addition au texte primitif.

Le troisième cas où le juge requis a droit de refuser l'exécution est celui d'une commission rogatoire susceptible de porter atteinte à *la sécurité ou à la souveraineté* de l'Etat requis. Le rapport de la III^e commission de 1894 cite le cas où la commission rogatoire tendrait à une instruction sur des faits que le gouvernement requis considère comme secrets dans l'intérêt de l'Etat, par exemple si l'on voulait faire interroger sur un plan militaire, sur une négociation ou une convention diplomatique qui ne soit pas dans le domaine de la publicité. L'étendue de l'exception est donc la même que celle portée pour la communication des actes. Nous l'avons déjà étudiée au chapitre précédent, nous avons vu les raisons qui ont fait repousser l'expression « ordre public » ou « droit public », nous n'y reviendrons pas.

Les Etats s'étant ainsi engagés à faire exécuter les commissions rogatoires venant d'un Etat contractant il restait à régler d'une part le mode de transmission et les conditions que devait remplir l'acte pour être exé-

cuté, d'autre part la procédure à suivre pour l'exécution proprement dite.

De même que pour les significations le moyen de correspondance indiqué comme devant être pris à défaut de toute convention est la voie diplomatique (article 6).

« La transmission des commissions rogatoires se fera par voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les deux Etats. »

Cette dernière façon de procéder est assez rare et n'est admise qu'entre pays ayant une certaine similitude de mœurs et d'organisation judiciaire. Mais il était dans l'esprit de la convention de la réserver expressément parce qu'elle est la plus simple. Malgré le parallélisme qu'on peut établir entre la transmission des significations et celle des commissions rogatoires, nous ne trouvons pas dans notre titre d'article correspondant à l'article 4, car ce ne sont plus des particuliers qui correspondent entre eux, mais des autorités constituées.

Un autre point sépare la transmission des commissions rogatoires de celle des actes : c'est la question de la langue employée. Alors qu'elle a pu être passée sous silence à propos des significations, les autorités étrangères n'ayant d'autre office que de les faire parvenir à destination (nous verrons cependant que le projet de 1904 s'en préoccupe dans certains cas), elle a une grosse importance pour les commissions rogatoires qui obligent ces autorités à procéder elles-mêmes à certains actes.

Il faut en effet que le juge requis ait pleine connaissance de ce qui lui est demandé et par conséquent qu'une traduction lui permette de lire le contenu de la lettre rogatoire lorsqu'elle n'est pas rédigée dans sa langue. C'est ce que prescrit l'alinéa 2 de l'article 6.

« Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme. »

On ne pouvait charger le juge requis de pourvoir à la traduction de pièces rédigées dans une langue inconnue de lui et il est naturel que l'accomplissement de cette formalité incombe à l'autorité qui forme la demande.

Quant à la langue à employer ce sera tantôt la langue du pays requis, tantôt une autre langue convenue entre les deux Etats. Sur ce point la convention a laissé toute liberté aux Etats qui auront à s'entendre entre eux. Nous avons vu plusieurs conventions régler la matière et adopter une langue conventionnelle (très souvent le français).

Cette traduction a une telle importance que certains Etats exigent qu'elle soit accompagnée d'un certificat des autorités requérantes attestant sa conformité au texte de la lettre rogatoire. La Russie est un de ces Etats, aussi son délégué, M. Malewski-Malewitch, insista-t-il pour qu'il lui soit possible, après la convention, de persister dans son exigence. C'est pour donner satisfaction

à ce désir légitime que furent ajoutés les mots « certifiée conforme ». On ne peut, en faisant prendre aux Etats l'engagement d'exécuter les commissions rogatoires étrangères, leur dénier le droit d'exiger toutes les garanties raisonnables.

Le juge étranger régulièrement saisi d'une commission rogatoire et tenu de l'exécuter en vertu et dans les limites des articles précités, doit suivre dans cette exécution la procédure légale de son pays, c'est la seule qu'il est censé connaître et d'ailleurs on ne voit pas en quelle qualité une autorité étrangère pourrait lui imposer de déroger à ses lois nationales. Cependant le désir de faire disparaître autant que possible les causes d'infériorité résultant pour un plaideur du fait d'avoir à recourir à une autorité étrangère amena l'adoption d'une atténuation sensible à cette règle rationnelle. L'article 10 dispose à cet effet :

« L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre. »

« Toutefois il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale même non prévue par la législation de l'Etat requis pourvu que la forme dont il s'agit ne soit pas prohibée par cette législation. »

La jurisprudence française autorisait depuis longtemps déjà les tribunaux à user de certaines formes prescrites par des lois étrangères et cette pratique n'a

jamais été considérée comme une faveur, mais seulement comme une solution conforme au droit international privé. En effet, on distingue dans la procédure requise devant un tribunal qui obtempère à une commission rogatoire d'origine étrangère deux éléments : un élément « ordinatoire » et un élément « décisoire » (1). L'élément ordinatoire ne concerne que la forme du procès et c'est certainement la loi du lieu de la procédure qui s'appliquera. Au contraire, l'élément décisoire vise le fond même du débat et les principes du droit international veulent que ce soit alors la loi du tribunal saisi du fond du procès qui règle cette matière. L'article 10 consacre cette manière de procéder, mais elle a pour limite les dispositions de la loi du pays requis ; un magistrat de ce pays ne pouvant être contraint de violer les prohibitions de sa législation nationale. Toutefois il n'est pas nécessaire que la forme spéciale demandée soit prévue par la loi étrangère, il faut et il suffit qu'elle ne lui soit pas contraire, malgré les difficultés pratiques auxquelles on pourra se heurter pour suivre des formes inusitées. La conférence de la Haye n'a pas cru ces difficultés insurmontables puisqu'elle n'a pas porté d'autre exception que celle de la prohibition législative à l'obligation pour le juge requis d'employer la forme demandée.

L'importance d'une telle disposition s'aperçoit faci-

(1) Weiss, *Traité de droit international privé*, t. V, p. 443.

lement si l'on songe que souvent le tribunal saisi d'un procès ne reconnaîtra la force probante d'une preuve que si elle a été administrée suivant certaines formes exigées par la loi nationale.

Si la commission rogatoire n'a pu être exécutée parce qu'elle tombait dans un des cas de l'article 7, ou si ayant été adressée à une autorité incompétente, elle doit être transmise à une autre autorité il est juste que l'autorité requérante en soit prévenue, c'est ce que prescrit l'article 9.

« Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informe immédiatement l'autorité requérante en indiquant dans le cas de l'article 7 les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission a été refusée et dans le cas de l'article 8 l'autorité à laquelle la commission est transmise. »

On aurait pu ajouter : « ou l'autorité à laquelle elle doit être adressée » pour le cas où la législation du pays requis ne permet pas au juge incompétent le renvoi direct devant un autre juge.

L'obligation de motiver le refus d'exécution est une excellente garantie contre l'arbitraire, car elle permet d'en discuter la valeur et le bien fondé. C'est principalement ce qu'a voulu la conférence, mais pas plus que pour les significations, elle n'a prétendu s'immiscer dans les législations internes. Les dispositions du titre II ne préjugent nullement la question de savoir si d'après le système de procédure en vigueur dans les Etats con-

tractants le juge peut, soit à la demande d'une des parties, soit d'office, s'adresser à une autorité étrangère pour lui demander de faire un acte d'instruction ou un autre acte judiciaire. La convention ne pourrait être invoquée pour passer outre à une disposition de la loi nationale refusant toute valeur à une audition de témoins devant une autorité étrangère et le juge ne sera pas autorisé par elle à envoyer une commission rogatoire à l'étranger si cette faculté ne lui est pas donnée par sa loi nationale. En fait tous les Etats représentés à la Haye admettent les commissions rogatoires faites à l'étranger. La pratique en est d'ailleurs générale dans le monde civilisé, sauf pour l'Angleterre et les Etats-Unis qu'une conception spéciale de la souveraineté et aussi peut-être la subsistance de l'antique défiance contre l'étranger tiennent encore éloignés de l'usage maintenant universel. La fréquence de ce mode d'instruction donne à la réglementation, uniforme pour quinze Etats, contenue dans notre titre, une valeur pratique inappréciable pour la bonne administration de la justice.

CHAPITRE IV

DE LA CAUTION JUDICATUM SOLVI (TITRE III) (1).

I

La suppression de la caution *judicatum solvi* inscrite au programme de la conférence de 1894 et consacrée dans le titre III de notre convention est une innovation considérable. C'était en effet une mesure admise par la grande majorité des Etats. La conférence de la Haye a obtenu un grand succès en amenant la renonciation de tous les Etats représentés à une pratique presque universelle et fort ancienne.

Le droit de réclamer à un étranger qui intente contre un régnicole une action en justice, une caution pour garantir le paiement des frais de l'instance et des dommages-intérêts auxquels le jugement à intervenir pourra le condamner si sa demande est rejetée, remonte aux origines du droit. C'est, restreinte aux étrangers, la caution *judicatum solvi* des Romains anciennement de tout exigée demandeur.

En France, cette mesure de défiance à l'égard des étrangers n'avait jamais été sanctionnée dans notre an-

(1) Sur la caution *judicatum solvi*, Weiss, *Traité de droit international*, tome V, p. 239-296.

cien droit par aucune ordonnance, mais depuis longtemps elle était consacrée par l'usage et la jurisprudence. Nous verrons la législation actuelle des divers pays la conserver jusqu'à nos jours, mais il est intéressant de rechercher d'abord les motifs d'une mesure aussi générale.

On a souvent donné comme raison d'être à la caution *judicatum solvi* la nécessité d'obvier aux difficultés et même aux impossibilités que rencontre l'exécution d'un jugement en pays étranger. Un jugement étant par lui-même sans force exécutoire hors des frontières du pays où il a été rendu, le défendeur au profit duquel il est intervenu n'aura aucun moyen direct de recouvrer les sommes à lui dues par un demandeur étranger. Il importe donc de garantir les nationaux contre des demandes injustes et produites avec d'autant plus de légèreté que celui qui la forme ne connaît aucun risque.

Nous croyons avec M. Weiss (1) que « cette raison n'est pas suffisante : elle conduirait en effet à admettre que même le défendeur étranger, et surtout le défendeur étranger, doit être tenu de fournir la caution *judicatum solvi* et que, d'autre part, elle cesserait d'être due dans tous les cas où il existe entre la France (ou un Etat quelconque) et l'Etat auquel appartient le plaideur étranger, un traité stipulant que les jugements rendus par les tribunaux de l'un des deux pays seraient de plein

(1) *Traité élémentaire de droit international privé*, p. 757.

droit exécutoires dans l'autre ». La seule justification qu'on puisse donner de la caution judiciaire, c'est que le demandeur qui n'a rien dans un pays pour répondre du paiement des frais et des dommages-intérêts auxquels il peut être condamné en profitera pour troubler par des poursuites inconsidérées le repos des nationaux.

Mais ces considérations spécieuses ne sont plus jugées suffisantes par la majorité de la doctrine pour maintenir une mesure qui en réalité a pour résultat de fermer l'accès des tribunaux d'un pays aux étrangers peu fortunés. C'est une survivance de l'antique méfiance qu'inspirait l'extranéité, défiance en désaccord avec les mœurs et avec la conception nouvelle mais juste, de l'assimilation des étrangers aux nationaux dans la reconnaissance des droits. Aussi est-ce un des premiers vœux de l'Institut de droit international, interprète autorisé des aspirations de la science, que « l'étranger soit admis à ester en justice aux mêmes conditions que le régnicole » (1).

Le législateur a paru quelque peu réfractaire au mouvement doctrinal en faveur de la suppression de la caution. Bien plus les Chambres françaises en 1893 ont étendu aux affaires commerciales l'article 16 du Code civil qui n'exigeait la caution que dans les procès civils.

Au point de vue qui nous concerne, on peut diviser l'ensemble des législations en deux groupes bien dis-

(1) Session de Zurich, 1877, *Annales*, 1877, p. 150.

tincts (1). Le premier de beaucoup le plus considérable admet comme principe l'exigence de la caution *judicatum solvi*, sauf à lui faire subir de plus ou moins nombreuses exceptions. L'autre groupe, la minorité, ouvre ses tribunaux aux étrangers dans les mêmes conditions qu'aux nationaux sans qu'aucune réciprocité soit exigée. Ce dernier groupe est formé par l'Italie, le Danemark, la Norvège, le Portugal, l'Égypte, l'État du Congo et la colonie anglaise de Victoria en Australie.

Le premier groupe comprend toutes les autres nations qui exigent d'une manière ou de l'autre la caution *judicatum solvi* ou une garantie préalable équivalente. Toutefois ces législations n'ont pas toutes les mêmes dispositions et imposent la caution judiciaire dans des cas et suivant des règles variables. A ce point de vue M. Roguin, dans son rapport, les a classés en quatre groupes obéissant chacun à un critérium différent : la nationalité, la réciprocité législative, le domicile et la solvabilité.

La France (art. 16, C. civ. et 166, C. proc. civ.), la Belgique (art. 16, C. civ. et loi 25 avril 1884), les États Unis, Monaco, les Pays-Bas, le Mexique, la loi polonaise, la Roumanie s'attachent uniquement à la nationalité pour exiger du demandeur la caution *judi-*

(1) C'est la division adoptée par M. Roguin dans son rapport présenté en 1894 au nom de la troisième commission. Ce rapport est une étude approfondie et d'une merveilleuse clarté. Nous y renvoyons le lecteur lui indiquant, ainsi la principale source à laquelle nous avons puisé. *Actes de la conférence*, 1894, p. 103.

catum solvi. Un national de ces pays domicilié à l'étranger même ne possédant aucun immeuble dans sa patrie, ne sera astreint à aucun dépôt ni caution. Si l'étranger ayant dans un de ces États un domicile autorisé par le gouvernement en est également dispensé, c'est uniquement par faveur en raison de cette autorisation. L'extranéité est donc pour les législations de ce groupe la seule cause de l'obligation de fournir caution et elle ne peut être suppléée que par la garantie d'immeubles possédés par le demandeur sur le territoire où il engage l'instance.

Pour le deuxième groupe, la caution *judicatum solvi* a presque le caractère d'une représaille. Elle n'est, en effet, exigée que des étrangers dont la loi l'impose aux nationaux de ces pays. Plus libéral en apparence, puisque l'étendue de ses exigences est moindre que dans le cas précédent, ce système n'est pas rationnel, car il obéit plus à des considérations politiques qu'à l'idée de garantir les intérêts privés. Il manque d'ailleurs de stabilité, étant à la merci des modifications législatives des autres États, ce qui le rend bien inférieur à ce point de vue au système de la réciprocité conventionnelle. La réciprocité législative est consacrée par les lois allemandes et espagnoles et aussi une loi hongroise récente.

Le domicile est le critérium de certaines lois suisses (canton de Vaux, de Zurich, etc.). La nationalité n'est plus prise en considération et la caution *judicatum solvi*

est due par quiconque, national ou étranger, n'est pas domicilié dans l'Etat où s'engage le procès. D'autre part, l'étranger domicilié n'aura pas à la fournir. Une convention entre la Suisse et un autre Etat, assimilant les régnicoles des deux Etats au point de vue de l'exercice de la justice, n'a pas pour effet par cela même de dispenser un national du pays contractant de fournir caution s'il n'est pas domicilié en Suisse, à moins que la convention ait prévu le cas d'une façon expresse.

Enfin la Russie et l'Autriche forment un quatrième groupe ne prenant pas, non plus que le précédent, la nationalité en considération, mais seulement la solvabilité du demandeur. Dans ce système, est astreint à la caution toute personne qui, intentant un procès, ne peut pas fournir des preuves de solvabilité suffisante. Au point de vue des conventions internationales, les étrangers sont dans la même situation par rapport à ces Etats que dans le système précédent.

Ainsi donc, les législations, en grande majorité, imposent la caution *judicatum solvi*. Le résultat est qu'il est impossible à un étranger peu fortuné de faire valoir ses droits lorsqu'il doit les poursuivre hors de sa patrie ou hors du pays où il est domicilié suivant les systèmes. Depuis longtemps déjà de nombreuses conventions ont atténué quelque peu la rigueur d'une telle exigence.

Ces conventions nous les classerons, toujours avec le rapporteur de la III^e commission, sous trois chefs. Les unes contiennent une clause générale de « libre et fa-

cile accès » devant les tribunaux de chaque Etat contractant au profit des nationaux de l'autre, clause que la jurisprudence française a toujours interprétée comme entraînant la dispense de caution (1). Cependant certains traités d'établissement, bien qu'ils comportent la clause d'assimilation aux nationaux, ont été interprétés comme laissant intacte la question de la caution, c'est le cas d'une convention de 1886 entre l'Allemagne et la Suisse.

D'autres conventions ont pour objet principal l'admission des nationaux d'un Etat à l'assistance judiciaire dans l'autre Etat contractant et dispensent de la caution seulement les personnes ayant obtenu ce bénéfice (2). Mais toutes les conventions sur l'assistance judiciaire n'admettent pas la dispense.

Enfin d'autres traités comme la convention franco-suisse de 1869 établissent l'assimilation entre les nationaux des Etats contractants. La dispense sera générale en vertu de cette sorte de traité dans les pays des 1^{er} et 2^e groupes, c'est-à-dire ceux qui basent l'obligation sur

(1) Traité franco-espagnol du 18 mars 1862 ; Trib. de la Seine, 22 février 1870, 2 avril 1881 ; franco-portugais du 9 mars 1853 ; Trib. de la Seine, 8 mars 1890, *J. C.*, 1890, p. 280 ; — franco-sarde, 24 mars 1760 ; Trib. corr. de la Seine, 8 juin 1883, *J. C.*, 1883, p. 500 ; — franco-russe, 14 avril 1874 ; Trib. de la Seine, 15 juin 1887, *Pand. fr.*, 87.2.311. Weiss, t. V, 256.

(2) Convention franco-allemande du 20 février 1880, franco-italienne, 19 mars 1870 ; franco-luxembourgeoise, 22 mars 1870, etc. ; franco-espagnole, 14 mai 1884 ; franco-uruguayenne, 23 mars 1885,

la nationalité en tenant compte ou non de la réciprocité, mais elle ne sera que partielle dans les autres.

A ces trois catégories de conventions contenant dispense plus ou moins complète de caution, il convient d'ajouter un certain nombre d'autres traités internationaux signés par plusieurs puissances et portant abolition de la caution *judicatum solvi* dans les procès soulevés à l'occasion des matières spéciales qu'ils réglementent. Telles sont la Convention du Rhin du 17 octobre 1868 sur la navigation entre les États riverains et la Convention de Berne du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer.

On voit la diversité des exceptions portées par les lois et les conventions, à l'obligation de fournir caution qui reste malgré tout le droit commun international. C'est cette « atteinte non justifiée et peu logique en principe à l'égalité des droits entre étrangers et régnicoles » que la Conférence de la Haye a voulu faire disparaître tant à cause des dépôts d'argent auxquels elle oblige les demandeurs que et surtout « des lenteurs qui peuvent être la conséquence du débat préliminaire auquel elle peut donner lieu et qui souvent ouvre un vaste champ aux chicanes des défendeurs (1) ».

Le lien qui existe entre la dispense de caution et le bénéfice de l'assistance, lien constaté déjà dans plusieurs conventions particulières, avait amené M. Asser à pré-

(1) Asser, Exposé des motifs présenté à la conférence de 1894. *Actes de la conférence*, 1894, p. 23.

senter à la conférence de 1894 un double avant-projet ou plutôt deux rédactions de l'avant-projet dont l'une en un seul titre traitait à la fois des deux questions tandis que l'autre affectait un titre spécial à chacune d'elles. C'est ce dernier plan que la conférence a adopté pour plus de clarté, quoique l'une et l'autre des mesures à prendre, comme d'ailleurs celles relatives à la contrainte par corps ajoutées au cours des délibérations, aient le même but : l'assimilation des étrangers aux nationaux (1).

II

Le commentaire du titre III relatif à la caution *judicatum solvi* serait court si la suppression de cette mesure avait été pure et simple. Mais pour la faire admettre il a fallu chercher une compensation dont l'organisation est réglée par les articles 12 et 13.

L'article 11, premier du titre, abroge la caution *judicatum solvi* :

« Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats. »

(1) L'article 1^{er} du premier avant-projet posait ainsi le principe général : « Les sujets de chacun des Etats contractants seront admis à ester en justice dans tous les autres Etats contractants aux mêmes conditions que les régnicoles. » C'est la reproduction de l'article 1^{er} du vœu de l'Institut de droit international, session de Zurich.

Les mots : « ayant leur domicile dans l'un de ces Etats » ont été ajoutés au moment de la signature de la convention sur la demande de la Suisse. La garantie que la convention (dans les articles suivants) substituait à la caution judiciaire consistant dans l'exécution à l'étranger du jugement de condamnation aux frais et dépens, n'était pas suffisante contre des individus simplement ressortissants d'un des États contractants. Il était nécessaire d'exiger la justification du « domicile dans un de ces Etats » pour qu'on puisse espérer atteindre les objets sur lesquels l'exécution de la sentence serait possible.

Cette obligation fut jugée bien fondée et rationnelle et toutes les puissances contractantes ratifièrent l'addition proposée par la Suisse. Une seule souleva des objections, déclarant ne pouvoir passer outre : l'Italie. Le nombre des Italiens sans domicile fixe à l'étranger est considérable. Ils jouissaient déjà de nombreuses conventions passées avec certaines puissances dans lesquelles le bénéfice de l'assistance judiciaire et la dispense de caution leur étaient accordés sans justification de domicile. L'Italie déclara qu'elle ne pouvait renoncer à ces conditions favorables, que ce serait faire un pas en arrière que d'accepter l'article 11 ainsi rédigé. Pour lui donner satisfaction, un protocole additionnel fut soumis aux puissances qui le ratifièrent. Ce fut le protocole du 22 mai 1897 :

« Il est bien entendu que les nationaux d'un des Etats contractants qui aurait conclu avec un autre de ces Etats une convention spéciale d'après laquelle la condition de domicile contenue dans l'article 11 ne serait pas requise, seront dans les cas prévus dans cette convention spéciale dispensés dans l'Etat avec lequel elle a été conclue de la caution et du dépôt mentionnés à l'article 11, même s'ils n'ont pas leur domicile dans un des Etats contractants. »

Les Italiens et les nationaux des autres Etats qui pourront invoquer une convention spéciale n'auront donc, pour être exempts de caution judiciaire, qu'à justifier de leur nationalité.

Cet acte additionnel est ainsi une extension de la disposition de l'article 11 quant aux personnes qui pourront s'en prévaloir.

En ce qui concerne les procès dans lesquels l'article 11 pourra être invoqué, pas de distinction à faire. En matière civile et commerciale, aucune caution, aucun dépôt préalable ne pourra être réclamé par le défendeur devant les tribunaux des Etats contractants à un demandeur ou intervenant national d'un pays contractant et y ayant son domicile (sauf l'exception ci-dessus) à cause de cette nationalité étrangère ou du défaut de domicile dans l'Etat où est porté le procès.

La dispense de caution est donc bien générale. Cependant pourra toujours être réclamée la garantie exigible même des nationaux dont la seule raison est le défaut de solvabilité (4^e groupe).

Il y a une légère anomalie dans ce système, le rappor-

teur de la III^e commission l'a reconnu lui-même. D'une part on favorise l'étranger plus que le national en le dispensant de la caution basée sur le défaut de domicile (3^e groupe) et d'autre part on laisse subsister celle qui a pour motif le défaut de solvabilité. Pourquoi ne pas consacrer le même système pour les deux hypothèses ? M. Roguin a expliqué que « ce serait par trop pénétrer dans la législation intérieure des Etats pratiquant le système n^o 4 que de leur imposer en faveur des étrangers la suppression radicale de la garantie pour les frais du procès, si leurs nationaux même domiciliés dans le pays sont soumis à la caution à cause du défaut de solvabilité. L'on peut plus aisément ordonner de n'avoir aucun égard au domicile ou résidence à l'étranger ». Telles sont les raisons qui ont fait adopter le système consacré dans la Convention comme étant le plus pratique, sinon le plus rationnel.

On voit que la convention a fait disparaître aussi souvent qu'il était possible de le faire admettre par les Etats l'obligation de fournir une caution ou un dépôt préalables. Mais les raisons qui motivaient l'exigence de cette garantie subsistaient entières : il restait à pourvoir à la sûreté des intérêts du défendeur. Par cette suppression, si elle eût été pure et simple, celui-ci se trouvait à la merci d'un demandeur étranger grâce à l'inefficacité du jugement hors du pays où il a été rendu. Que risquerait ce dernier puisque la condamnation qu'il pouvait encourir pour une demande vexatoire, ne l'at-

tendrait pas ? On favorisait ainsi le demandeur aux dépens du défendeur.

Cet écueil fut évité par l'adoption du système proposé par M. Asser. Puisque la cause principale de l'inconvénient signalé était le manque de force exécutoire du jugement de condamnation il fallait faire une exception à cette règle et déclarer exécutoire partout, dans une certaine mesure, la condamnation éventuelle prononcée contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution *judicatum solvi*.

A cet effet l'article 12 dispose :

« Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution ou du dépôt en vertu soit de l'article 11, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres Etats contractants par l'autorité compétente d'après la loi du pays. »

L'article suivant complète cette disposition. Il fallait en effet déterminer les conditions de l'exequatur dont l'article 14 ne dispense pas les jugements qu'il vise.

Art. 13 :

« L'autorité compétente se bornera à examiner : 1° si d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ; 2° si d'après la même loi la décision est passée en force de chose jugée. »

Il résulte de ces deux articles que les jugements condamnant le demandeur ou l'intervenant dispensé de

caution aux frais et dépens recevront l'exequatur du tribunal d'un autre pays sans que ce tribunal ait le droit d'examiner le fond du procès. Il y a là une innovation capitale. Nous savons que le rêve des apôtres de la codification du droit international privé est de voir un jour tous les jugements exécutoires dans tous les pays. Mais nous avons vu les démarches de la Hollande faites dans ce but échouer complètement. Aussi lorsque M. Asser, dans son avant-projet, proposa aux Etats de reconnaître force exécutoire à certaines sentences étrangères, ce ne fut pas sans appréhension. Cette crainte de ne pas arriver à un résultat et de voir les Etats se retrancher derrière les arguments ordinaires (qui ne sont pas sans forces) opposés à une union judiciaire, fit donner aux articles 12 et 13 un domaine assez restreint. La force exécutoire d'un jugement rendu dans un Etat contractant n'est reconnue dans un autre Etat contractant qu'en ce qui concerne les frais et les dépens d'un procès engagé à tort. On remplaçait ainsi la garantie qui résultait auparavant de la caution « *judicatum solvi* ». Si le demandeur gagne son procès, le défendeur n'a pas à se plaindre du défaut de caution. Si, au contraire, le demandeur est débouté, le défendeur a tous les moyens ordinaires pour poursuivre le recouvrement des frais et dépens injustement exposés.

Cependant, d'après certaines législations, la caution judiciaire garantissait en outre le paiement des dommages-intérêts, il eût paru logique que la convention

de 1896 supprimant radicalement la caution étendit les dispositions des articles 12 et 13 à cette condamnation. Mais la III^e commission pensa d'une part que ce serait rétrograder que de maintenir la caution pour les dommages-intérêts alors que de nombreuses conventions spéciales l'avaient déjà supprimée sans réserve. D'autre part, l'estimation des dommages-intérêts est toujours arbitraire et approximative. Si l'on avait proposé de rendre exécutoire les jugements s'y rapportant, il est probable que beaucoup d'Etats auraient refusé leur consentement par crainte de voir les tribunaux étrangers exagérer cette estimation pour arriver d'une manière indirecte à l'exécution du jugement sur le fond. D'ailleurs, en fait, les dommages-intérêts n'étaient pas pris en considération pour fixer le montant de la caution ou du moins celle-ci n'était jamais proportionnelle à ceux échéants.

C'est pour cette double raison que l'on ne s'est occupé que des frais et dépens résultant du procès et garantis auparavant par la caution exigée d'un plaideur en raison de l'action intentée par lui. Il va sans dire que les dépôts ou cautionnements motivés par un séquestre, une saisie conservatoire ou une exécution provisoire restent complètement hors du cadre de la convention.

Au point de vue théorique on a critiqué la convention parce qu'elle sépare les frais de la condamnation au fond et donne plus de force à l'accessoire qu'au principal. Cette distinction était nécessaire puisqu'on

ne pouvait compter obtenir de tous les Etats qu'ils consentent à prendre l'engagement général d'exécuter tous les jugements étrangers. Une entente sur les jugements ne touchant pas le fond était seule possible et il eût été déplorable d'y renoncer pour une considération doctrinale alors que la distinction des deux éléments de la décision judiciaire peut parfaitement se faire.

La force exécutoire internationale donnée et limitée aux condamnations aux frais et dépens est donc rationnelle en même temps que seule pratique en l'état actuel du droit international.

La convention manifeste d'ailleurs son respect pour la souveraineté intérieure des Etats en ne dispensant pas ces sentences de la formalité de l'*exequatur*. Seulement, pour ne pas anéantir le principe posé, la faculté d'examen du tribunal étranger est nettement limitée à deux points. Au lieu d'une révision complète du procès telle qu'elle se pratique pour les autres jugements, le tribunal d'*exequatur* a seulement le droit de vérifier l'authenticité de l'expédition du jugement qui lui est soumis et l'autorité définitive de ce jugement. Dans l'appréciation de ces deux qualités il devra se baser non sur sa loi nationale, mais sur les dispositions législatives du pays où la sentence a été rendue. Par authenticité il faut entendre « la non fausseté, l'exactitude, le caractère officiel » de l'expédition du jugement et la foi qui y est due d'après la loi du pays où il a été prononcé. En pratique, la légalisation sera suffisante pour l'établir.

Il n'y avait pas lieu d'ajouter l'examen de la compétence du juge dont émane la décision, car le défendeur éventuel à une demande d'exequatur n'est autre que le demandeur primitif qui serait mal venu de se prévaloir de l'incompétence d'un tribunal auquel il s'est adressé lui-même.

Le pouvoir d'appréciation du juge de l'exequatur est donc strictement limité à des questions de pure forme, et c'est ainsi que le jugement étranger conserve toute sa force exécutoire. L'innovation est donc considérable pour certains Etats signataires de la convention tels que la Russie, la Serbie, la Suisse, etc., qui tiennent pour non avenues les sentences rendues par des tribunaux étrangers et obligent les parties à recommencer entièrement l'instance devant leurs tribunaux. Elle n'est pas moins importante pour les Etats dont la jurisprudence analogue à celle de la France (1) n'accorde l'exequatur qu'après une revision au fond (2). Elle supprime dans ses limites l'anomalie antijuridique de la réciprocité dans les Etats accordant l'exequatur sans revision à cette condition (3). L'Italie, dont la législation libérale a déjà supprimé toute exigence de caution et accorde l'exequatur sans revision au fond, même sans

(1) Cass., 19 avril 1819, S. 19.1.288 ; Cass., 11 décembre 1860, S. 61.1.336 ; Req., 16 janvier 1875, S. 76.1.213 ; Cass., 28 mai 1881 ; J. C., 1882, p. 170 ; Cass., 14 janvier 1901, J. C., 1901, p. 149.

(2) Belgique, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Suède et Norvège.

(3) L'Autriche, l'Allemagne, l'Espagne, la Roumanie.

réciprocité, y gagne une garantie certaine pour ses nationaux qui n'en avaient aucune auparavant.

La disposition de l'article 12 est donc remarquable en ce qu'elle est la première atteinte ayant une portée vraiment générale, au principe de la méconnaissance des effets des jugements à l'étranger. C'est une belle victoire remportée par son auteur, M. Asser, qui permet d'augurer favorablement sur l'avènement d'une « Union judiciaire » le jour où, grâce au progrès d'une même civilisation, la similitude de l'organisation interne de la justice dans les Etats aura fait disparaître le seul obstacle à la réalisation du rêve de tous les disciples de la codification internationale.

CHAPITRE V

DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE (TITRE IV) (1)

I

L'assistance judiciaire *Pro Deo*, ou bénéfice du procès gratuit est organisée dans presque tous les Etats d'Europe et d'Amérique. Dans les quelques rares pays où la législation n'a pas créé une organisation complète d'assistance, des mesures de détails sont prises pour permettre l'accès des tribunaux aux indigents.

Les grandes lignes de cette institution se retrouvent presque semblables chez toutes les nations. La preuve de l'indigence est la base du système : la plupart des lois exigent un certificat établi par un officier public sur la déclaration de l'impétrant appuyée d'une attestation d'exonération d'impôts partielle ou totale ; d'autres se contentent d'une simple déclaration (Belgique).

Le bénéfice accordé consiste partout à fournir gratuitement un défenseur : avoué, avocat, procureur et à exempter les pièces de procédure du timbre et de l'enregistrement.

Mais ces mesures charitables sont faites dans chaque

(1) Weiss, *op. cit.*, t. V, p. 531.

Etat pour les nationaux et la question se pose de savoir quelle sera la situation de l'étranger indigent intentant une action ou y défendant hors de sa patrie.

En France la fameuse controverse que soulève l'article 13 du Code civil reparait à propos de l'assistance judiciaire : l'étranger qui n'est pas admis à domicile ou qui ne peut exciper de conventions a-t-il droit au bénéfice de l'assistance judiciaire ? La doctrine qui n'admet pour l'étranger d'autres droits civils que ceux expressément concédés par une loi, lui refuse cette faveur. La loi de 1851 organisant l'assistance judiciaire en France ne fait en effet aucune mention des étrangers. Cette théorie restrictive et chauvine est celle de beaucoup d'auteurs et de la jurisprudence (1). La Chancellerie paraît avoir la même opinion (Lettre du Garde des Sceaux, 4 novembre 1857 au procureur général près la Cour de Paris).

Nous pensons, avec M. Weiss (2), que cette interprétation est contraire à l'esprit et au but de la loi, esprit « charitable et démocratique », puisqu'elle a pour objet de permettre aux déshérités du sort d'obtenir justice devant les tribunaux et d'adoucir ainsi les rigueurs de l'indigence qui, elle, n'a pas de patrie.

Les législations étrangères en majorité réservent aussi

(1) Bureau d'assistance près la Cour de Nancy, 20 mai 1863, S. 65.2.243, D. P. 66.3.280 ; Bureau de la Seine, 26 juillet 1855, *Rev. prat.*, t. 14, p. 80, Rousseau et Laisney, *Dictionnaire*, n. 9.

(2) V. p. 540, *op. cit.*

le bénéfice de l'assistance à leurs nationaux. Certaines prononcent même catégoriquement l'exclusion des étrangers. Tel par exemple l'article 855 du Code de procédure néerlandais : « Les étrangers pauvres et indigents et les administrations des pauvres de l'étranger sont exclus du bénéfice de l'assistance judiciaire. » Le principe de la réciprocité législatif est adopté par quelques Etats comme en matière de caution *judicatum solvi*. Il paraît ici mieux établi théoriquement car la principale raison donnée pour exclure les étrangers de l'assistance est la contribution de l'Etat. En abandonnant les droits ordinairement prélevés et même souvent en faisant l'avance des frais du procès, l'Etat se grève d'une lourde charge. Il paraît exorbitant de faire profiter les étrangers des ressources nationales alors qu'un Etat étranger s'abstient d'un pareil service.

Heureusement les conventions et traités sont venus adoucir les dispositions draconiennes des lois. La vie de plus en plus nomade des pauvres gens et des ouvriers les a fait éclore en grand nombre.

La France en a conclu avec l'Allemagne (20 février 1880), l'Autriche-Hongrie (14 mars 1879), l'Italie (19 février 1870), la Belgique (22 mars 1870), le Luxembourg (22 mars 1870), l'Espagne (14 mai 1884), l'Uruguay (23 mars 1885). Les textes en sont calqués les uns sur les autres et en citer un suffit pour faire connaître le sens de toutes les dispositions adoptées. Ainsi la convention de 1880 avec l'Allemagne porte : « Article 1^{er}

Les Français en Allemagne et les Allemands en France jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes en se conformant aux lois du pays dans lequel l'assistance sera réclamée. — Art. 2 : Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle. — Art. 3 : Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit... » C'est à peu de chose près les dispositions que renferment toutes les conventions spéciales à l'assistance judiciaire. Elles sont nombreuses ; outre celles déjà citées concernant la France, on peut rappeler la convention du 25 juin 1883 entre l'Italie et le Danemark, celle du 7 juillet 1887 entre le Danemark et la Suède, celles conclues par l'Italie avec la Belgique (1882), l'Allemagne (1879), les Pays-Bas, la Roumanie, etc. A noter spécialement le traité du 31 octobre 1892 entre les Pays-Bas et la Belgique exigeant pour les nationaux des deux pays une résidence d'au moins dix-huit mois dans le pays où ils demandent l'assistance.

L'admission d'un étranger au bénéfice de l'assistance ne résulte pas toujours d'une convention spéciale. Parfois elle est contenue dans une disposition d'un traité plus étendu, tels que la convention franco-suisse de 1869 et les traités d'amitié, de commerce et de navigation franco-dominicain (1887), franco-serbe (1883),

franco-mexicain (1886). D'autres fois elle est une conséquence de la clause générale du libre et facile accès devant les tribunaux de chaque Etat contractant pour les citoyens de l'autre. C'est en ce sens, du moins, que l'on a interprété cette clause, notamment celle du traité franco-espagnol du 6 février 1882. De même elle peut résulter de la clause de la nation la plus favorisée contenue dans une convention relative aux procès. Mais alors l'étendue de son application se mesure aux matières réglées dans le traité : par exemple si la clause est contenue dans un traité de commerce, l'assistance judiciaire ne pourra être réclamée par un national d'un Etat contractant dans l'autre Etat que dans les procès commerciaux.

II

L'assistance judiciaire tendait donc à devenir une institution internationale. Aussi la conférence de 1894 admit-elle sans discussion la disposition générale qui est devenue l'article 14 de la convention de 1896 (art. 1^{er} du titre IV) ainsi conçu : « Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée. »

C'est la généralisation et l'unification des conventions antérieures. La suppression de toute condition

spéciale met les nationaux indigents des quinze Etats signataires sur le même pied pour accéder devant les tribunaux de ces Etats. Il y a là véritablement une union internationale, sorte de mutualité, pour garantir l'exercice de leurs droits aux pauvres.

Le principe de l'admission des étrangers au bénéfice de l'assistance judiciaire ainsi posé, l'application en a été réglée dans les articles 15 et 16.

« ART. 15. — Dans tous les cas le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçue par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger ou à défaut par les autorités de sa résidence actuelle.

« Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

« ART. 16. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

« L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance conserve dans les limites de ses attributions le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis. »

La convention n'avait pas à régler les conditions d'admission dans chaque Etat, elle s'est contentée d'indiquer par quels moyens un étranger pourra satisfaire à ces exigences qui ne doivent être autres pour lui que pour les nationaux. Aussi l'article 15 parle successivement du certificat et de la déclaration d'indigence. Cer-

taines lois, au moins celle de Belgique, ne requièrent que celle-ci faite par l'impétrant lui-même.

Quant à l'autorité compétente pour délivrer ce certificat ou pour recevoir cette déclaration, on n'a pas voulu désigner celle du domicile. Plusieurs conventions particulières ne parlaient que de l'autorité de la résidence habituelle, la conférence de la Haye ne pouvait se montrer plus exigeante. Le domicile des indigents est d'ailleurs souvent fort difficile à déterminer. Si même le lieu de résidence habituelle reste douteux à cause de changements fréquents et rapprochés, l'autorité compétente sera celle de la résidence actuelle, aussi récente soit-elle.

Lorsque le certificat ou la déclaration émanera d'une autorité étrangère, il ou elle devra être légalisé par l'agent diplomatique ou consulaire du pays où la demande doit être formée résidant dans le pays où cette pièce est constituée. C'est une excellente mesure de garantie. L'agent diplomatique ou consulaire est bien placé pour savoir par qui la preuve de l'indigence peut être valablement donnée. Les autorités auxquelles est faite la demande n'auront pas à craindre que l'on profite de leur éloignement pour leur fournir un document faux et dénué d'authenticité.

D'autre part l'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration, et principalement l'autorité de la résidence actuelle, peut avoir besoin de renseignements qu'elle ne pourra trouver dans son pays

surtout si la résidence du requérant est récente. L'article 16 a soin d'indiquer qu'elle pourra se renseigner auprès des autorités des autres Etats contractants, lesquelles sont tenues par là-même de faire le nécessaire pour satisfaire à cette demande,

Si, malgré toutes ces garanties, il restait quelques doutes sur la situation de fortune de l'étranger qui demande l'assistance, l'autorité à laquelle il s'adresse a encore le droit, en vertu de l'article 16, alinéa 2, de contrôler par elle-même les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis. Il y a ainsi parfaite harmonie entre les articles 15 et 16 d'une part et l'article 14. Lors de la discussion à la conférence (1), le délégué espagnol, M. Oliver y Esteller, avait prétendu que ces articles étaient en contradiction. L'article 14, disait-il (le 1^{er} du titre), donne à l'autorité devant qui est porté le procès le droit d'accorder ou de refuser l'assistance judiciaire suivant sa loi nationale. Or les articles 2 et 3 (15 et 16) attribuent aux autorités d'un autre Etat la faculté de recevoir ou de délivrer les déclarations ou les certificats d'indigence qui seront valables dans l'Etat où est formée la demande. Pour qu'il y ait concordance ces certificats ou déclarations ne devraient valoir que comme simples moyens de preuve. Mais il lui fut répondu aussitôt par M. Asser qu'il y aurait contradiction au principe adopté si le certificat d'indigence

(1) Actes de la conférence de 1894, p. 91.

était délivré par l'autorité chargée de statuer sur la demande d'admission. D'ailleurs, ajouta M. Renault, l'article 3 (16), alinéa 2, donne à cette autorité tous les moyens de contrôle et de renseignements désirables pour statuer en pleine connaissance de cause.

A la suite des trois articles que nous venons d'étudier, l'avant-projet de la III^e commission et même le protocole final de la conférence de 1894, contenait trois autres articles relatifs à la dispense de la caution *judicatum solvi* lorsque l'assistance judiciaire avait été accordée au demandeur. Ils étaient d'ailleurs la reproduction textuelle du titre III. Ils ont été jugés inutiles : les dispositions générales relatives à la caution embrassent le cas d'assistance judiciaire et ils ne figurent pas dans la convention.

C'était, en effet, une simple répétition tant que l'article 11 n'exigeait pas que le demandeur ait son domicile dans un Etat contractant pour être dispensé de caution. Mais nous savons que cette condition y a été insérée à la demande de la Suisse et que l'Italie seule a réclamé le même privilège pour ses nationaux ayant simplement leur résidence dans un Etat contractant lorsque cet Etat est lié avec elle par une convention en ce sens.

On peut donc se demander, dans l'état actuel du texte, ce qu'il adviendra, exception faite pour les cas visés au protocole additionnel, lorsqu'un étranger non domicilié dans un Etat contractant aura obtenu l'assistance ju-

diciaire en vertu de l'article 14 qui, à la différence de l'article 11, n'exige pas le domicile. Le demandeur étranger simplement résident dans un Etat contractant et ayant obtenu hors de cet Etat le bénéfice de l'assistance judiciaire, pourra-t-il voir le défendeur exiger de lui la caution *judicatum solvi* sous le prétexte qu'il n'est pas domicilié dans un Etat contractant et ne peut exciper de l'article 11 ? Ou bien le bénéfice de l'assistance judiciaire entraînera-t-il avec lui, de plein droit, la dispense de caution. Nous avons vu que plusieurs traités spéciaux en disposaient ainsi et nous croyons que le texte devrait être interprété dans ce sens. Il serait exorbitant que la caution soit réclamée à un indigent alors qu'elle est supprimée d'une manière générale. L'intention de la conférence paraît certaine puisque la dispense de caution était énoncée à nouveau dans le titre IV du protocole final. Lorsqu'on a supprimé ce rappel du titre III, on ne s'est pas aperçu que la modification portée à l'article 11 rendait utile une disposition qui dispenserait de la caution judiciaire tous les bénéficiaires du *Pro Deo*. L'hypothèse que nous envisageons est, du reste, de nature à se présenter rarement. Il faut supposer en effet que la patrie du demandeur, le pays où il réside, celui où la demande est portée et où l'assistance est accordée sont des Etats contractants, tandis que le lieu de son domicile se trouve dans un Etat non contractant. Cependant même si l'on néglige ce cas compliqué et rare en pratique, il n'en reste pas moins

que l'étranger demandeur sera obligé de prouver qu'il a son domicile dans un Etat signataire de la convention pour être dispensé de caution alors même qu'il a pu obtenir l'assistance judiciaire. L'interprétation rigoureuse du texte amène donc à exiger la caution *judicatum solvi*, supprimée en principe, précisément aux individus les plus indigents, ceux qui ne peuvent justifier d'un domicile. Il nous paraît y avoir là une anomalie.

La comparaison des conséquences qui résultent de la combinaison des titres III et IV avec les dispositions des conventions particulières antérieures a donné lieu à une critique. Beaucoup de conventions dispensaient de la caution les étrangers bénéficiaires de l'assistance judiciaire sans aucune garantie pour le défendeur. Devait-on dans ce cas accorder l'exécution du jugement de condamnation aux frais et dépens, exécution qui n'est qu'une compensation substituée à la caution dans les cas où elle était réclamée ? On n'a pas jugé utile de faire une exception pour le demandeur assisté. Il n'a pas paru exorbitant d'accorder au défendeur une garantie nouvelle alors qu'il était privé de toute sûreté. L'exécution du jugement n'aura d'ailleurs d'effet que suivant les forces du demandeur. Celui-ci ne doit pas être irresponsable d'une demande vexatoire par le seul fait qu'il est indigent et jouit du bénéfice de l'assistance judiciaire.

Quoi qu'il en soit de ces légères imperfections réelles ou apparentes, il n'en est pas moins vrai que le titre IV

de la convention de 1896 est une sorte de manifeste de la solidarité sociale internationale, la proclamation que la charité et la justice sociale ne doivent pas être arrêtées par la distinction des nationalités que la misère ne connaît pas.

CHAPITRE VI

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS (TITRE V).

Le programme de la conférence tel qu'il était proposé par les Pays-Bas ne comprenait pas, en ce qui concerne la procédure, d'autres matières que celles déjà étudiées dans nos précédents chapitres. En 1894, M. Legend, ministre de France à la Haye et délégué à la conférence, proposa d'ajouter un article dont les dispositions consacraient l'assimilation des étrangers aux nationaux relativement à la contrainte par corps. La III^e commission étudia la proposition du délégué français et M. Asser présenta un rapport pour la soutenir (1).

Il semble de prime-abord que la question manque quelque peu d'intérêt pratique. La plupart des nations ont suivi le généreux exemple de la France et depuis 1867 la contrainte par corps en matière civile et commerciale a disparu d'une façon générale des codes européens. Cependant la réglementation de cette matière au point de vue international a son utilité non seulement actuelle, ainsi que nous allons le voir mais aussi future.

(1) *Actes de la conférence, 1894, p. 99.*

En effet, la contrainte par corps est susceptible de renaître de ses cendres. Son rétablissement, au moins en droit commercial, a de nombreux partisans. La rapidité des transactions qui enlève souvent toute possibilité de se garantir contre la mauvaise foi, et surtout l'importance capitale de l'exactitude des paiements aux échéances ont fait considérer la contrainte par corps comme la meilleure sûreté des rapports commerciaux. Beaucoup réclament son retour et il ne serait pas extraordinaire de la voir reparaître dans certaines législations. C'est pourquoi notre titre V est une excellente garantie pour l'avenir.

En France la loi du 17 avril 1832 contenait à l'égard des étrangers une mesure spéciale. En vertu de l'article 17 tout jugement rendu au profit d'un Français contre un étranger non domicilié en France emportait contrainte par corps si la somme principale de la condamnation dépassait 150 francs tant pour les dettes civiles que commerciales. Bien plus, avant toute condamnation, les étrangers non domiciliés en France pouvaient, sur une simple ordonnance du président du tribunal civil, être provisoirement arrêtés à la requête d'un créancier s'ils ne justifiaient pas être propriétaires d'immeubles suffisants en France ou s'ils ne fournissaient pas une caution française.

La loi du 22 juillet 1867, en abolissant la contrainte par corps, fit disparaître également ces rigoureuses dispositions contre les étrangers. La Belgique imita la

France par une loi du 27 juillet 1871 abrogeant une loi du 21 mars 1859; laquelle avait déjà singulièrement atténué le système antérieur analogue au système français. L'Allemagne avait procédé de la même manière en 1868 et le Code de procédure de 1877 confirme cette loi. La contrainte par corps a aussi été supprimée en Italie, le 6 décembre 1877, au Luxembourg, le 18 février 1877; en Russie par un oukase impérial du 7 mars 1879; en Norvège, sauf quelques exceptions pour les commerçants, le 3 juin 1874; en Suède, le 18 août 1877. La constitution fédérale Suisse l'avait abrogée le 29 mai 1874.

La Hollande est la seule qui ait conservé la contrainte par corps contre les étrangers et contre eux seuls. La convention de 1896 a donc amélioré la situation des nationaux des autres Etats contractants dans ce pays. Le Code procédure civile néerlandais dispose :

« ART. 585, 10°. — La contrainte par corps a lieu contre tous les étrangers sans domicile fixe dans le royaume pour toutes dettes quelconques contractées envers les régnicoles.

« ART. 768. — Les étrangers qui n'ont pas de domicile fixe dans le royaume peuvent, sans qu'il y ait un jugement à leur charge, être arrêtés préalablement sur l'ordonnance du président du tribunal d'arrondissement pour dettes échues et exigibles, contractées envers les habitants du royaume (1). »

(1) Cités par M. Asser dans son rapport.

Ce sont les mêmes règles que celles de l'ancienne loi française de 1832 dont la source est l'ordonnance de 1667. M. Asser les a condamnées en termes indignés. Pour excuser son pays de les avoir conservées, il a fait remarquer qu'elles étaient une des rares exceptions aux principes généraux admis d'après lesquels le droit civil est le même pour les étrangers que pour les néerlandais. Il a souhaité de voir disparaître bientôt ces mesures de défiance qui sont un « odium » peu compatible avec les bonnes relations internationales et qui méritent la qualification de « détestables » (*verfoëjelijk*) qu'il leur a déjà donné dans ses *Eléments de droit international privé* (1). « En effet, il arrive quelquefois que cette disposition donne lieu à de gros abus. Des étrangers parfaitement solvables, ayant un différend avec des néerlandais sur des questions d'argent, peuvent, en vertu de l'article cité, être incarcérés sur une simple ordonnance du président du tribunal, sans avoir été préalablement entendus par ce magistrat. Bien qu'ils aient le droit d'obtenir leur élargissement en fournissant caution ou en faisant infirmer l'ordonnance soit en référés ; soit à bref délai par le tribunal, on conçoit que pour un étranger pris au dépourvu, n'ayant souvent pas d'argent comptant à sa disposition et ne sachant pas la langue du pays, l'emploi des moyens que la loi lui accorde pour regagner sa liberté n'est pas toujours facile et l'on comprend

(1) *Schets van het Internationnaal privaatrecht*, 1880, p. 27.

qu'il peut arriver que l'étranger reconnaisse la dette et s'engage à payer ce qu'on réclame de lui uniquement pour sortir de prison. En ce cas la pression exercée par la mesure conservatoire équivaut presque à du chantage (1). »

D'autre part aucun argument rationnel ne justifie une disposition spéciale contre les étrangers. On dit que n'étant pas domiciliés au lieu où ils ont contracté une obligation et n'y possédant aucun bien, ils peuvent facilement éluder leurs engagements. Mais qu'est-ce qui empêche un national n'ayant qu'une richesse mobilière de lui faire passer la frontière et de se mettre ainsi dans la même situation. Bien plus la contrainte par corps est inefficace contre un débiteur de mauvaise foi. Il lui est facile de s'y soustraire par la fuite dans un autre pays, de sorte que l'on n'atteindra que l'honnête homme, contre lequel il n'est pas besoin d'une voie d'exécution aussi draconienne.

Inutile et vexatoire, la contrainte par corps contre les étrangers est une anomalie, vestige d'un chauvinisme suranné. Nous avons vu qu'elle avait disparu de presque tous les codes, l'article 17 de notre convention neutralisera les dispositions subsistantes et celles que pourrait édicter dans l'avenir un législateur antilibéral. Il forme à lui seul le titre V et est ainsi conçu :

« La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas,

(1) Asser, *Rapport cité*.

en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. »

Pas plus que dans ses autres dispositions la convention ne prétend en notre matière modifier les lois internes des Etats. Elle ne dit pas que la contrainte par corps ne pourra pas être exercée contre un étranger ressortissant d'un Etat contractant, mais seulement que cette mesure d'exécution ne pourra être exercée contre lui pour le seul motif qu'il est d'une nationalité autre. Mais si la loi d'un pays édicte comme mesure générale d'exécution ou de conservation la contrainte par corps, l'extranéité du débiteur ne sera pas un titre pour l'en exempter. C'est, proclamée une fois de plus, l'égalité entre les étrangers et les nationaux dans chacun des Etats contractants. La disposition de l'article 17 est à ce point conforme au but de la convention et à l'esprit de la conférence de la Haye, qu'à peine proposée par M. Legrand elle était admise à l'unanimité par tous les délégués sans aucune discussion.

Nous en avons fini avec le texte de la convention tel qu'il a été signé le 14 novembre 1896 et mis en vigueur dans les quinze Etats contractants le 25 mai 1899. Nous allons voir maintenant ce qu'il est devenu après les remaniements que lui a fait subir la conférence de 1904.

TROISIÈME PARTIE

CONVENTION DU 17 JUILLET 1905 DESTINÉE A REEMPLACER LA CONVENTION DU 14 NOVEM- BRE 1896

CHAPITRE PREMIER

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA CONFÉRENCE DE 1904. —
LES RAISONS QUI FIRENT RÉVISER LA CONVENTION DE
1896.

Le souci qui fut toujours celui de la conférence de la Haye, de faire œuvre parfaite amena le gouvernement néerlandais à mettre dans le programme de 1904 la révision de la convention du 14 novembre 1896. La mise en vigueur, tout en montrant l'excellence des dispositions prises, avait révélé quelques défauts, quelques lacunes ou quelques ambiguïtés dont l'interprétation douteuse laissait flottante la solution de certaines questions de détail.

Suivant l'heureuse pratique expérimentée déjà avant la conférence de 1900, le projet de programme pour

1904 fut communiqué aux gouvernements dès 1902. En ce qui concerne la procédure civile la plupart des commissions spéciales ou des ministères se déclarèrent partisans d'une refonte de la convention de 1896. Plusieurs amendements furent proposés dans ce sens dont quelques-uns ont passé tels quels dans le texte du protocole final de la conférence.

Cependant lorsque l'avant-projet contenant la révision de la convention de 1896 vint en discussion à l'assemblée générale de la conférence (2 juin 1904), plusieurs délégués prirent la parole pour s'opposer à toute modification au texte en vigueur. Ils ne niaient pas les défauts que l'on pouvait y relever mais les jugeaient insuffisants pour en justifier le remaniement. On fit valoir comme principales objections d'abord les inconvénients considérables qu'il y aurait à donner à cette sorte de législation internationale une instabilité trop grande dont les intérêts particuliers pourraient souffrir beaucoup. Pour l'avenir, il fallait, disait-on ensuite, craindre de fatiguer la bonne volonté des parlements en sollicitant trop souvent leur assentiment, écueil d'autant moins chimérique que le droit d'amendement ne peut s'exercer dans la ratification des conventions internationales et que les diverses Chambres se voient de la sorte dans l'énervante alternative de rejeter purement et simplement une convention jugée bonne dans son ensemble ou de ratifier certaines dispositions contraires à leur opinion. Le délégué suédois, M. de Hammarskjöld,

insista particulièrement sur ce danger de voir les représentations nationales refuser leur concours trop souvent sollicité ; et son collègue de Norvège, M. Beichmann, s'associa à ses paroles, ajoutant quelques objections spéciales à son pays (1).

On ne saurait dénier toute force à ces deux arguments et il est vrai qu'une convention une fois signée et mise en pratique ne saurait être retouchée sans de sérieuses raisons. Pour celle de 1896, la conférence en grande majorité pensa qu'il valait mieux affronter les dangers signalés que de laisser subsister une œuvre imparfaite, et après les observations dont nous venons de donner le sens la discussion s'ouvrit sur l'avant-projet de la première commission (2).

Cet avant-projet, sagement soutenu par le rapport de M. Renault, n'était autre que la convention de 1896 en cinq titres modifiée et considérablement augmentée. Des propositions émanant de la Belgique tendaient à scinder le texte en trois conventions distinctes : une convention relative aux actes judiciaires et aux commissions rogatoires, une convention relative à l'assistance judiciaire, enfin une troisième convention relative à la caution *judicatum solvi* et à la contrainte par corps.

(1) *Actes de la conférence*, 1904, p. 66.

(2) Ainsi composée : M. Renault (France), président et rapporteur, MM. Kriege (Allemagne), Töry (Hongrie), Van den Bulcke (Belgique), Kawamura (Japon), Beichmann (Norvège), Rochussen (Pays-Bas), De Martens (Russie) et Meili (Suisse).

Logiquement cette dernière devrait être dédoublée. La commission néerlandaise s'était ralliée à cette manière de voir mais en proposant une autre division.

A l'appui de son projet, la commission belge faisait remarquer que les matières contenues dans la convention étaient de nature fort différente et qu'aucun lien rationnel ne justifiait leur juxtaposition. A cet argument théorique elle ajoutait qu'il y avait grand danger de voir certains Etats prêts à donner leur adhésion à plusieurs parties d'une telle convention, refuser leur consentement ou dénoncer la convention entière pour ne pas s'engager sur certains points jugés défavorables.

La première commission n'a pas cru devoir donner satisfaction à ces desiderata. L'unité de la convention fut maintenue parce que ses dispositions se rattachent toutes au même ordre d'idées : faciliter les rapports internationaux en matière de procédure civile.

L'expérience a d'ailleurs prouvé que les craintes exprimées sur le consentement des Etats étaient au moins exagérées puisqu'aucune puissance signataire n'a usé de la faculté de dénonciation. D'autre part la scission en plusieurs conventions aurait un résultat désastreux pour l'unification du droit international. Chaque Etat adopterait les conventions qui lui seraient favorables et rejetterait les autres. Une grande confusion pourrait s'établir ainsi dans les rapports internationaux alors que le but poursuivi est la simplification et l'uniformité. Bien plus, les avantages résultant de certaines disposi-

tions amènent les Etats, pour en jouir, à donner leur adhésion à l'ensemble et à consentir certains sacrifices.

Pour ces raisons multiples et décisives, exposées dans le rapport de M. Renault (1), la conférence de 1904 maintint l'unité de la convention. Le cadre des dispositions relatives à la procédure resta le même qu'en 1896, on se contenta de remanier, dans chacun des titres de l'ancien texte, certains articles et d'en ajouter de nouveaux. Nous suivrons donc pour exposer les réformes introduites par la conférence de 1904 le même plan que dans notre deuxième partie. Cependant l'examen des modifications apportées aux titres I et II nous a amené à réunir leur étude en un même chapitre. Il est en effet remarquable que les dispositions nouvelles contenues dans les titres correspondants de la convention de 1905 ont trait précisément aux points communs existant entre la communication des actes et les commissions rogatoires.

(1) *Actes de la conférence*, 1904, p. 81.

CHAPITRE II

DES RÉFORMES INTRODUITES DANS LES TITRES I ET II RELATIFS A LA COMMUNICATION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES ET AUX COMMISSIONS ROGATOIRES.

La conférence de 1904 a profondément révisé les titres I et II de la convention de 1894. Le mode de transmission des actes judiciaires et des commissions rogatoires a été modifié ; les règles relatives à l'exécution et à la preuve ont été complétées, enfin la question des frais déjà posée dans les conférences antérieures a été explicitement réglementée.

I

L'engagement général pris par les Etats contractants d'exécuter les significations et les commissions rogatoires venant d'un autre Etat contractant reste entier dans la convention de 1905. On avait même cru devoir en étendre le domaine et l'Italie avait proposé dans ce but la suppression dans les articles 1 et 4 du texte de 1896 des mots « en matière civile et commerciale ». On pensait que le titre de « convention relative à la procédure civile » suffisait à écarter son application des

matières pénales, tandis que la suppression proposée permettrait de l'étendre aux procès de la compétence des tribunaux administratifs.

La première commission répondit par la voix de M. Renault qu'il était utile de préciser exactement le domaine des titres I et II. D'ailleurs les mots incriminés ne font pas obstacle à l'application de la convention dans un procès de compétence administrative si la matière litigieuse est civile ou commerciale. Car il faut envisager non la dénomination des tribunaux appelés à juger par la loi intérieure de chaque Etat, mais seulement la nature du procès lui-même. Sinon il y aurait inégalité de traitement entre les Etats qui ont une juridiction administrative et ceux qui n'en ont pas. Le domaine d'application de la convention de 1905 sera donc le même que celui de la convention de 1896.

On ne revint pas non plus sur les cas où l'Etat requis peut se refuser à faire faire une signification ou à exécuter une commission rogatoire (anciens articles 2 et 7 devenus les articles 4 et 11). L'Italie, qui décidément n'est pas satisfaite des mots « porter atteinte à la sécurité ou à la souveraineté » d'un Etat, proposait d'ajouter « ou à d'autres intérêts sociaux essentiels du pays requis ». Mais cette formule vague et large eût été dangereuse et favorable à l'arbitraire, elle fut repoussée comme telle. Il ne fallait pas revenir en arrière en étendant une exception que dès le début on avait voulu restreindre autant que l'indépendance et la police des Etats le permettaient.

Quant au mode de transmission des actes judiciaires ou des commissions rogatoires, l'emploi général de la voie diplomatique en vertu de la convention de 1896 en a fait ressortir les inconvénients. Une signification ou une commission pour parvenir à l'autorité étrangère doit franchir de nombreuses étapes. C'est d'abord dans le pays requérant la voie hiérarchique du juge au ministère de la justice puis la translation de ce ministère à celui des affaires étrangères. Le ministre des affaires étrangères fait parvenir la pièce à son collègue étranger par l'intermédiaire des agents diplomatiques et dans le pays requis celle-ci parcourt le même chemin en sens inverse pour arriver à l'autorité compétente. Que de délais, que de retards en admettant même, supposition toute gratuite, que chacun de ces intermédiaires agisse avec diligence !

Ces considérations amenèrent la première commission à adopter, en partie du moins, une proposition de la délégation hongroise tendant à indiquer comme voie de transmission de droit commun un mode plus simple par l'intermédiaire des consuls. La commission de droit international privé des Pays-Bas redoutait que « cette manière de procéder ne rencontre dans la pratique de sérieux inconvénients (1) ». Mais la conférence, plus hardie, admit sans discussion la nouvelle disposition qui passa dans les articles 1 et 9 de la convention de 1903 :

(1) *Documents relatifs à la 4^e conférence de la Haye*, p. 3.

ART. 1^{er}. — En matière civile et commerciale les significations d'actes à destination de personnes se trouvant à l'étranger se feront dans les Etats contractants sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis...

ART. 9. — Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'Etat requérant à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis...

Ainsi, au lieu de suivre les voies compliquées de la diplomatie, la demande de signification ou la commission rogatoire ira presque directement à destination. L'autorité requérante s'adressera (1) au consul le plus proche de l'autorité requise, lequel la transmettra à celle-ci. A moins de prescrire la communication directe entre les autorités des différents Etats, ce qui eût été imprudent, on ne pouvait apporter une plus grande simplification dans les moyens de correspondance entre ces autorités.

Mais une grave objection pouvait être faite à une semblable règle : ne pénétrait-on pas dans la législation interne des Etats ? La compétence des consuls est du domaine exclusif des lois organiques d'un Etat et il était à craindre que beaucoup ne consentiraient pas à les modifier. C'est pour éviter cet obstacle qu'on ne donna pas aux nouvelles dispositions un caractère impératif, les multiples objections présentées au sein de la première commission recommandaient la prudence si l'on

(1) La convention n'avait pas à régler comment les pièces parviendront au consul, cela regarde les lois et règlements intérieurs.

ne voulait se heurter au refus de nombreuses puissances. Aussi les mêmes articles 1 et 9 permettent à chaque Etat contractant de déclarer « par une communication adressée aux autres Etats contractants qu'il entend que la demande de significations à faire sur son territoire (ou art. 9, les commissions rogatoires) lui soit adressée par voie diplomatique ».

Cette communication se fera par une note diplomatique, a indiqué M. Renault.

La volonté des Etats contractants d'adopter la voie consulaire s'exprimera donc d'une manière tacite puisqu'elle s'induit du fait de n'avoir pas réclamé spécialement la voie diplomatique. C'est un excellent moyen d'amener l'admission aussi générale que possible d'un mode de transmission qui se recommande par sa simplicité et présente des garanties suffisantes, tout en respectant la liberté législative des Etats (1). Il va sans dire que la communication directe reste permise comme dans la convention de 1896.

De même ont été réservés pour les significations des actes la voie de la poste, l'ordre direct aux officiers ministériels étrangers et aussi la faculté de faire faire directement la signification par le soin des agents diplomatiques, si des conventions intervenues entre les Etats

(1) La liberté des Etats quant au mode à employer reste entière, un Etat ne sera pas obligé d'adopter le même mode à l'égard de tous les autres et il ne sera pas nécessaire qu'il y ait réciprocité. Rapport de M. Renault, *Actes*, p. 86.

intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite ne s'y oppose pas (ancien art. 4, nouvel art. 6).

Ce dernier mode est également réservé pour les commissions rogatoires par l'article 15 auquel ne correspondait aucune disposition semblable dans la convention de 1896. Sa simplicité le recommandait vivement et il était naturel que la convention lui soit favorable. L'article 15 est ainsi conçu :

« Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chaque Etat de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires si des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas. »

Si l'on rapproche cet article de l'article 6, on remarque qu'il correspond au 3^e et au commencement de l'alinéa final. La dernière phrase seule manque. La 1^{re} commission, dans un but de plus grande simplification, avait ajouté dans son avant-projet un second alinéa qui eût achevé la concordance sur ce point entre les commissions rogatoires et les significations. Cet alinéa portait :

« Cet Etat l'Etat d'exécution ne peut s'y opposer lorsque la mesure dont il s'agit doit être exécutée sans contrainte à l'égard d'un ressortissant de l'Etat requérant. »

Cette disposition impérative, quoique déjà le résultat d'une transaction faite dans la commission dont

plusieurs membres voulaient l'étendre à tous les cas où il s'agirait d'une personne autre qu'un national du pays où doit avoir lieu la commission rogatoire, souleva dans la réunion plénière du 2 juin 1904 une très vive discussion (1). Elle avait déjà rencontré des opposants dans la commission et ceux-ci renouvelant leurs attaques entraînèrent la majorité des délégués. L'alinéa 2 de l'article 15 dut disparaître dans le texte définitif.

On pourrait s'étonner, en parcourant le compte-rendu des débats sur l'avant-projet de la 1^{re} commission, de voir l'article 6 relatif aux significations adopté sans contestation, alors qu'une disposition absolument semblable est repoussée pour les commissions rogatoires. Pourquoi un Etat ne pourra-t-il pas s'opposer à ce qu'une signification soit faite chez lui par un agent diplomatique étranger à un individu de la nationalité de cet agent (les cas de contrainte mis à part), alors qu'il aura cette faculté lorsqu'il s'agira d'une commission rogatoire ?

Cette différence de traitement résulte de la nature distincte des deux mesures dont il s'agit. Entendre des témoins, procéder à une expertise, recevoir un serment, etc., toutes choses qui font l'objet de commissions rogatoires, constituent des actes du ressort du pouvoir judiciaire. On peut voir un empiétement véritable sur la souveraineté interne d'un Etat dans le fait de l'exécution

(1) *Actes de la conférence*, 1904, p. 71.

d'un de ces actes par des agents étrangers sur son territoire et sans son consentement exprès. La signification sans contrainte aboutissant à la simple remise d'un acte au destinataire ne prête pas au même reproche.

On a dit que la souveraineté de l'Etat était sauvegardée par le seul fait que les consuls ne pourraient exécuter les commissions rogatoires qu'à l'égard de leurs nationaux. Mais le délégué autrichien, M. Schumacher, répondit que le régime des capitulations, qui cependant ne s'applique qu'aux nationaux, n'en est pas moins considéré par tout le monde comme un empiétement voulu et certain sur la souveraineté des Etats où il existe.

M. Renault approuvé par MM. Pierantoni, Kriege et Asser, fit valoir les grands avantages de simplification qu'il y aurait à ce que des commissions rogatoires venant d'un pays fussent exécutées par un agent de ce pays lorsqu'elles concernaient ses nationaux. On évitait en particulier la nécessité d'une traduction indispensable ainsi que nous allons le voir, dès que la commission doit être exécutée par une autorité étrangère. D'autre part l'assimilation que l'on tente avec les capitulations est fautive puisque les autorités du pays d'exécution redeviendraient compétentes dès qu'il y aurait lieu à voie de contrainte. Quant à la capacité des consuls à remplir de telles fonctions sur laquelle certains délégués émettaient des doutes, elle sera appréciée par chaque Etat libre de refuser ou de conférer à ses agents cette extension de leur compétence.

Tous les savants arguments du rapporteur pour soutenir le projet de la commission qui répondait aux propositions des délégations française (1) et allemande, ne suffirent pas à le faire triompher à la conférence. Les délégués de Russie, de Roumanie, de Suisse se déclarèrent formellement partisans de l'amendement autrichien, présenté par M. Schumacher, tendant à la suppression de l'alinéa 2 de l'article 15. Au vote sur cet amendement, 9 voix se prononcèrent pour et 6 contre, plus deux abstentions.

Cette discussion et la conclusion à laquelle elle aboutit montrent combien les Etats sont encore jaloux de leur indépendance et indiquent les limites restreintes dans lesquelles doivent se tenir les auteurs de la codification du droit international.

II

Les modes particuliers de communication entre les Etats toujours admissibles par les conventions spéciales ou les lois internes ainsi énumérés, nous revenons à l'étude de la transmission par les consuls.

Il faut examiner d'abord la forme de la demande d'exécution d'une signification, puis la question de langue dans les significations et les commissions rogatoires.

En vertu du nouvel article 1^{er}, la demande de signifi-

(1) *Documents*, p. 12.

cation doit contenir « l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit ». Ce sont là des indications indispensables pour qu'il y soit donné suite utilement. On a jugé bon de les préciser, ce que n'avait pas fait la convention de 1896. Il n'y avait pas lieu d'en faire autant pour la lettre rogatoire dont la forme est depuis longtemps fixée par l'usage. Cette demande doit être rédigée, toujours en vertu de l'article 1^{er}, dans la langue de l'autorité requise. Le consul étant par ses fonctions apte à communiquer dans cette langue avec les autorités du pays où il réside, aucune difficulté n'est à redouter sur ce point.

S'il s'élève quelques contestations à propos de la demande, elles seront réglées par voie diplomatique (art. 1^{er}, alinéa 2). La même disposition se retrouve en l'article 9, alinéa 2, pour les commissions rogatoires.

Ce sont là des réglementations de détail que la convention de 1896 n'avait pas traitées et que l'expérience démontra utiles à préciser.

De même la convention de 1896 ne s'était pas occupée de la question de la langue employée dans la rédaction de l'acte à signifier. On avait considéré qu'il n'était pas nécessaire d'exiger une traduction même si l'acte était rédigé en une langue autre que celle du pays requis puisqu'il y avait simplement une remise à effectuer. Cela est vrai lorsque la signification a lieu à l'amiable

et la convention de 1905 ne se montre pas plus exigeante dans ce cas.

Mais lorsque la contrainte est demandée par le requérant, les autorités requises chargées de son exécution se trouvent dans une situation analogue à celles qui ont reçu une commission rogatoire : elles doivent procéder à certains actes et pour cela ont le droit de connaître le contenu exact de l'écrit en vertu duquel elles agissent. Si donc l'acte à signifier par voie de contrainte n'est pas rédigé dans la langue de l'autorité requise, il doit être accompagné d'une traduction en cette langue ou en une langue commune entre les Etats. Il en sera de même lorsque la partie requérante aura demandé qu'il soit procédé suivant certaines formes spéciales, faculté qui avait été accordée déjà par la convention de 1896 pour les commissions rogatoires et que l'article 3 nouveau a étendue aux significations.

La traduction exigée soit pour une signification, soit pour une commission rogatoire doit présenter des garanties sérieuses. L'article 6 ancien disait qu'elle devrait être certifiée conforme, mais sans indiquer par qui. Après une discussion assez longue, la première commission a laissé le choix entre deux procédés : la version ou thème, c'est-à-dire que le certificat sera donné soit par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant, soit par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Ces dispositions entièrement nouvelles pour la communication des actes sont contenues dans l'article 3 :

Si l'acte à signifier est rédigé soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés ou s'il est accompagné d'une traduction dans une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues ou dans une forme spéciale pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera d'abord à effectuer la remise dans les termes de l'article 2.

(C'est-à-dire la remise amiable au destinataire qui l'accepte volontairement.)

Sauf entente contraire, la traduction prévue dans l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Ce dernier alinéa se retrouve textuellement dans l'article 10 correspondant à l'ancien article 5, alinéa 2.

A remarquer aussi que la faculté pour la partie requérante de demander que l'exécution soit faite dans des formes spéciales non prévues par la loi du pays requis lorsque la loi de ce pays ne s'y opposera pas, accordée en 1896 pour les commissions rogatoires, a été étendue aux significations par l'article précité. Nous n'avons pas autre chose à dire sur cette faculté que ce que contient notre deuxième partie, chapitre III.

III

Sauf cette addition, la convention de 1905 ne porte pas de disposition nouvelle sur l'exécution des significations et l'article 4 est la reproduction textuelle de l'ancien article 2 *in fine*.

Pour les commissions rogatoires on chercha à mieux en assurer l'exécution. Il arrivait parfois, lorsqu'il s'agissait d'une audition de témoins, que l'autorité requise retournait la commission sans l'avoir exécutée, sous le simple motif que les témoins n'avaient pas comparu. C'était là une pratique contraire au principe de l'assistance judiciaire que se doivent les Etats entre eux, principe qui est « l'âme de la convention ». Aussi la première commission et la conférence adoptèrent-elles une proposition de la délégation allemande tendant à obliger l'autorité requise à employer les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis. On fit cependant une réserve lorsqu'il s'agit de la comparution d'une des parties en cause. Dans la majorité des cas, aucun moyen de contrainte ne serait possible si la partie se trouvait dans l'Etat requérant, beaucoup de législations n'admettant pas les voies de contrainte contre la partie adverse ; il ne fallait pas mettre celle-ci en plus mauvaise posture parce qu'elle habitait l'étranger.

Cette disposition est consignée dans l'article 11, alinéa 1 :

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

Pour compléter les avantages donnés au requérant étranger et le mettre dans la même situation que si la commission avait lieu dans son pays, l'alinéa 2 du même article ajoute :

L'autorité requérante sera si elle le demande informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

La fin de l'article 11 vise les cas où l'exécution de la commission pourra être refusée et reproduit sur ce point, avec une légère modification dans la rédaction, l'article 7 de la convention de 1896.

IV

Relativement à la preuve de la signification le sens de l'article 3 primitif n'a pas été changé et nous avons vu comment il devait être interprété. Cependant la pratique avait révélé quelque ambiguïté dans sa rédaction et certains Etats s'étaient demandé si la formalité du double exemplaire n'était pas exigée. Sur la proposition de la commission française, le texte fut remanié et

l'alinéa 2 de l'article 5, qui correspond à l'ancien article 3, porte :

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

V

La question des frais résultant de l'exécution d'une signification ou d'une commission rogatoire avait déjà été envisagée par la conférence de 1893 et avait fait l'objet d'une discussion au sein de la IV^e commission. Mais tout en exprimant le désir que cette question vienne retarder et compliquer aussi peu que possible la marche des procès, on n'avait pas osé demander aux Etats de consentir à la franchise des opérations judiciaires exécutées sur la demande d'une autorité étrangère. On crut plus sage de s'en remettre sur ce point aux conventions particulières.

En 1904 les propositions des délégations allemande et hongroise pour les significations et les commissions rogatoires, celles de la Belgique et de l'Italie pour ces dernières montrèrent qu'une entente n'était pas impossible et qu'il y aurait grand intérêt à profiter de la bonne volonté des Etats. La gratuité en ce qui concerne les droits dus au fisc et aux fonctionnaires publics de l'Etat requis était l'objectif de ces propositions. On ne pouvait raisonnablement laisser au compte de l'Etat requis les honoraires des huissiers, avoués et autres officiers mi-

nistériels, les émoluments des experts, les indemnités dues aux témoins et autres frais qui normalement doivent rester à la charge des parties. Plusieurs délégués d'ailleurs s'opposèrent formellement à l'adoption d'une semblable gratuité sans raison, disaient-ils, et déclarèrent que leur gouvernement n'avait pas de crédits sur lesquels on puisse prélever les sommes destinées à payer même les seuls officiers ministériels ainsi que semblait le comprendre la délégation allemande. On ne pouvait donc espérer obtenir la gratuité absolue et l'on se contenta de l'admettre pour les taxes et frais autres que ceux dus aux officiers ministériels et ceux dus à titre d'indemnité aux témoins et aux experts. Sont également exceptés les frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale demandée par la partie intéressée (art. 3 et 14). Puisqu'on ne pouvait faire mieux, on chercha à simplifier le recouvrement de ces frais en décidant que lorsque l'Etat requis les aura avancés, il n'aura pas à s'adresser aux parties pour les recouvrer, mais directement à l'Etat requérant qui supportera l'insolvabilité éventuelle des parties.

Ainsi donc, dans le but principal d'éviter les lenteurs qu'entraînait le recouvrement de sommes très minimes, les commissions rogatoires ou les significations, lorsqu'une forme spéciale n'a pas été demandée pour leur exécution, sont exemptes des droits ordinairement prélevés et des honoraires des fonctionnaires publics, mais seulement de ces frais. C'est ce que disent les

articles 7 pour les significations et 16 pour les commissions rogatoires.

ART. 7. — Les significations ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale dans le cas de l'article 3.

ART. 16. — L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts ainsi que les frais occasionnés par l'intermédiaire d'un officier ministériel rendu nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

VI

Un amendement de la commission belge amena la conférence à discuter sur l'interprétation générale du titre I^{er} relatif aux significations. Une addition à l'article 5 était proposée en ces termes : « la signification ne produit son effet qu'à partir de l'accomplissement de ces formalités. » C'était un coup droit contre le maintien du système français. La délégation allemande proposait dans le même but d'insérer un article nouveau disposant que « les significations à des personnes se trouvant dans un autre Etat contractant ne pourront se

faire que par les modes indiqués dans les articles 1, 2, 3 et 6 précédents ».

Les vives critiques que soulève le système de la remise au parquet maintenu suivant l'interprétation généralement admise par la convention de 1896, légitiment ces amendements : « du moment que la convention fournit des moyens faciles et sûrs de faire parvenir un acte à une personne qui se trouve à l'étranger, il faut user de ces moyens et renoncer à des procédés qui se comprenaient alors qu'on ne pouvait compter sur le concours des autorités étrangères ; c'est comme si, avec les chemins de fer, la poste et le télégraphe, sans parler du téléphone, on recourait encore aux hérauts faisant une proclamation à la frontière pour faire une notification à l'étranger (1). » Tel était le raisonnement sur lequel la délégation allemande appuyait sa proposition.

Sans méconnaître les avantages qui résulteraient pour le défendeur de la suppression du système français, on peut objecter qu'une semblable disposition est un empiétement certain dans la législation interne des Etats à laquelle il appartient seul de décider si la communication effective est nécessaire pour la validité de la signification. Le but de la convention n'est pas d'obliger les Etats à modifier leurs lois intérieures. Tous ceux qui ont le système français l'ont ainsi compris et

(1) Rapport de M. Renault. *Actes de la conférence*, 1904, p. 90.

ils ont donné leur adhésion dans ce sens, il serait dangereux pour l'union internationale créée par la convention de 1896 de porter un changement aussi grave. Il vaut mieux que le législateur soit amené de lui-même à faire une réforme par la constatation des inconvénients résultant du système (inconvénients moins sérieux en pratique qu'on ne le prétend, et que les facilités de communication contenues dans la convention rendront moindres puisqu'il y aura encore plus de chances pour que la signification parvienne au destinataire avant l'expiration des délais).

Cependant, puisque les citations à des étrangers peuvent désormais se faire avec autant de sûreté qu'à des personnes se trouvant dans le pays, on ne voit pas pourquoi les effets en seraient différents. Aussi la première commission proposa-t-elle à la conférence d'adopter un vœu ainsi conçu :

« Il est à désirer que, par suite d'une réforme de la législation intérieure ou en vertu d'une stipulation conventionnelle, la signification à faire à des personnes se trouvant dans un autre Etat contractant ne puisse se faire que par les modes indiqués dans les articles 1, 2, 3, 5 et 6 du projet de convention.

« Il serait entendu toutefois que les modes prévus par la législation d'un Etat pour les significations à faire aux personnes se trouvant sur le territoire de cet Etat pourront aussi être suivis à l'égard des personnes qui, dans les mêmes conditions, se trouveraient sur le territoire d'un autre Etat contractant.

« Enfin la règle générale cesserait de s'appliquer si, dans

un délai raisonnable, la signification, conformément aux articles 1, 2 et 3 du projet de convention, n'était pas faite par l'autorité requise. »

Le vœu ainsi rédigé ne fut admis par la conférence qu'après une assez vive discussion. Le délégué suisse, M. Roguin, proposait deux modifications.

Il demandait en premier lieu que dans un protocole dressé au moment de la signature de la convention, il soit déclaré qu'elle ne s'oppose pas au maintien du système pratiqué dans quelques pays comme la France et les Pays-Bas.

Il lui fut répondu par le président Asser et par M. Renault que le sens de la convention de 1896 a été suffisamment déterminé et que le discours prononcé en 1900 par M. Asser, les explications très détaillées du rapport et la portée évidente du vœu suffisent amplement à écarter toute incertitude. La nouvelle convention n'ayant en rien modifié les principes adoptés dans la première, on ne saurait douter qu'elle laisse, aussi bien que l'autre, les législations internes, absolument intactes.

La seconde proposition de M. Roguin tendait selon lui à fixer la véritable portée du vœu relativement au système français. Il voulait que la conférence dise nettement ce qu'elle a en vue par exemple en s'exprimant en ces termes : « Il est à désirer que, par suite d'une réforme de la législation intérieure ou en vertu d'une stipulation conventionnelle, l'on abandonne le système

consistant à faire partir les effets d'une notification de la remise de l'acte au parquet. »

Cette modification paraît à M. Kriege avoir un sens trop restreint, le texte proposé par la commission est destiné à exclure tous les modes spéciaux de signification aux destinataires se trouvant sur le territoire d'un autre Etat contractant. M. Renault ajoute que la signification par le parquet n'est pas la seule visée, qu'il y a d'autres modes susceptibles d'être critiqués pour des raisons analogues. D'ailleurs il ne lui paraît pas admissible que la conférence mette « au pilori » une institution consacrée de longue date par la législation de plusieurs Etats.

M. Van den Bulcké propose alors de modifier l'amendement de M. Roguin en ajoutant simplement : « et que l'effet de la signification ne se produira que par suite de la remise de l'acte au destinataire ». Mais M. Kriege fit remarquer que cette clause ne cadre pas avec la mention de l'article 3 qui établit la signification par voie de contrainte, c'est-à-dire une manière de signification qui n'est pas toujours effectuée par la remise de l'acte au destinataire.

L'amendement fut soumis au vote de la conférence et rejeté par 7 voix contre 3 et 7 abstentions. La rédaction du vœu telle qu'elle était présentée par la commission fut donc adoptée et insérée textuellement dans le protocole final de la conférence à la suite des projets de conventions. C'est d'ailleurs une simple invitation aux

Etats qui ont un système non prévu dans la convention de modifier leur législation. Pour rassurer ceux qui ne voudraient pas abandonner les anciennes procédures, le président Asser déclara en fin de séance qu'il serait acté au procès-verbal de la conférence que les Etats qui ont le système de la signification au parquet pourront continuer à profiter de la convention.

CHAPITRE III

DES MODIFICATIONS APPORTÉES AU TITRE III DE LA CONVENTION DE 1896 RELATIF A LA CAUTION JUDICATUM SOLVI.

Les changements effectués par la convention de 1903 relativement à la caution *judicatum solvi* n'ont pas une importance aussi grande que ceux que nous avons constatés pour la communication des actes et pour les commissions rogatoires. Ce sont des perfectionnements de détail qui montrent le souci de la conférence de faire œuvre parfaite, mais qui ne modifient pas sensiblement les dispositions antérieurement prises. Ce que nous disons pour la caution *judicatum solvi* s'applique également aux titres suivants relatifs à l'assistance judiciaire et à la contrainte par corps. Sur ces trois titres la discussion de la conférence fut courte et les propositions de la 1^{re} commission adoptées sans opposition sérieuse. Peut-être cela tient-il, au moins pour les 3^e et 4^e titres, à ce qu'ils traitent de matières ayant fait déjà l'objet de nombreuses conventions similaires et qui avaient ainsi dès avant 1894 subi l'épreuve de la mise en pratique. Quoi qu'il en soit ces modifications présentent suffisamment d'intérêt au point de vue de la procédure pour que nous leur consacrons nos derniers chapitres.

A l'intitulé du titre de la caution *judicatum solvi* la délégation allemande proposa une addition contenant la mention expresse que les frais du procès comprennent ainsi « les frais des tribunaux » (1). Cette proposition était inspirée par une particularité de la législation allemande concernant les droits du Trésor prélevés sur les actes judiciaires.

Au lieu de percevoir ces droits acte par acte au moyen du papier timbré comme cela a lieu dans presque tous les pays, le fisc allemand fixe une somme globale qui reste à la charge du perdant. Pour garantir le paiement de cette somme, le demandeur doit effectuer un versement préalable en fait sensiblement inférieur. Mais lorsque le demandeur est étranger le dépôt exigé est du triple en vertu du paragraphe 85 de la loi sur les frais judiciaires. On ne peut pas dire qu'il y ait là une caution *judicatum solvi* puisque le but de celle-ci est de garantir le défendeur et que dans notre cas il s'agit du fisc. L'application de la convention à ce genre de caution était donc tout au moins douteuse. Cependant la jurisprudence d'Outre-Rhin interprétant dans un sens libéral les expressions de l'article 11 « aucune caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit » étendit les dispositions de la convention de 1896 au supplément de dépôt exigé d'un étranger pour la garantie des droits du Trésor. La délégation allemande pensait qu'il était

(1) *Documents de la conférence de 1904*, p. 20.

utile de préciser et de confirmer cette jurisprudence en modifiant l'intitulé du titre III. Seulement, dans sa proposition, aucun terme propre à satisfaire ce désir n'était indiqué. La première commission, après examen, n'en trouvant pas, pensa que le but serait atteint par une addition à l'ancien article 11 devenu l'article 17, ainsi conçue :

« La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires. »

La conférence adopta le projet de la commission et il se retrouve textuellement dans la convention de 1905.

L'article 17 fut encore allongé d'un autre alinéa incorporant dans la convention le protocole additionnel du 22 mai 1897 et contenant la réserve des conventions ultérieures qui stipulent pour certains nationaux la dispense de caution sans justification de domicile dans le pays du procès. Cet alinéa 2 est ainsi conçu :

« Les conventions par lesquelles les Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile continueront à s'appliquer. »

L'article 18 (correspondant à l'ancien article 12) déclare comme celui-ci les jugements de condamnation aux frais et dépens du procès autrefois garantis par la caution *judicatum solvi*, exécutoires dans le pays du demandeur. Mais une objection avait été faite quant

aux frais de la demande d'exequatur : la suppression de la caution avait enlevé la garantie du défendeur et celui-ci pour obtenir l'exequatur se trouvait obligé de faire de nouveaux frais pour obtenir le paiement de ceux déjà exposés. Pour remédier à cette situation défavorable le nouvel article 18 dispose que les condamnations visées seront rendues *gratuitement* exécutoires par l'autorité compétente dans chacun des autres Etats contractants. Il était juste d'accorder un titre gratuit au défendeur privé du droit de demander une garantie.

Toutefois en disant que l'exequatur sera donné gratuitement, la convention ne décharge nullement celui qui le demande des frais qui pourront être nécessaires pour l'exécution de la condamnation, lesquels restent à sa charge. Elle n'a pas non plus assuré le concours gratuit d'un avocat et si le requérant est obligé d'y avoir recours, il devra payer les honoraires. C'est là une objection que font encore les partisans de la caution *judicatum solvi* au système adopté par la convention pour la remplacer.

La demande d'exequatur parviendra à l'autorité compétente par la voie diplomatique (art. 18). On a considéré que la transmission d'une telle demande était trop importante pour employer d'une manière générale l'intermédiaire des consuls ; mais on laisse toujours aux Etats la faculté de s'entendre et d'adopter entre eux

un autre mode et particulièrement la demande directe par la partie intéressée.

L'alinéa 1^{er} de l'article 19, qui ne correspond à aucune disposition de la convention de 1896, crée une procédure spéciale pour l'obtention de l'exequatur d'une condamnation aux frais et dépens. Dans un but de simplification et d'économie on décida, sur la proposition de la délégation allemande, que les parties ayant été entendues une première fois lors du jugement qu'il s'agit de rendre exécutoire, il n'était pas nécessaire qu'elles soient convoquées à nouveau au jugement d'exequatur. Toutefois les voies de recours de droit commun ne leur sont pas refusées et la partie qui se croit lésée pourra tenter de faire tomber la sentence ainsi rendue. Ces voies de recours ne porteront pas sur le fond du procès puisque le juge d'exequatur n'a pas à l'examiner précisément en vertu de ce même article 19. Mais il peut arriver que le titre du défendeur ne soit pas irréfragable : par exemple le demandeur peut prétendre qu'il ne remplit pas les conditions d'authenticité ou de force de chose jugée que le juge d'exequatur a dû examiner. Il va sans dire que les voies de recours possibles sont celles en usage dans les pays du tribunal d'exequatur.

L'article 19, § 1^{er}, consacre ainsi cette procédure spéciale :

« Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie. »

En fait, l'appel sera très rare, car la question qui soulève ordinairement le plus de difficultés en matière d'exequatur est la compétence. Or elle ne se pose pas dans notre hypothèse puisque la partie qui attaque un jugement d'exequatur consacrant une condamnation aux frais et dépens d'un procès est précisément le demandeur. Il serait malvenu à se prévaloir de l'incompétence d'un tribunal auquel il s'est lui-même adressé.

Les paragraphes suivants de l'article 19 correspondent à l'article 13. Le pouvoir d'appréciation du juge d'exequatur y est nettement délimité. Aux deux points déjà soumis à l'appréciation de ce juge par l'ancien article 13 : l'authenticité et la force de chose jugée, la conférence de 1904 a ajouté une exigence nouvelle relative à la langue. La pratique ayant révélé quelques difficultés sur cette question on l'a réglée suivant les principes déjà admis pour la communication des actes et pour les commissions rogatoires, en limitant toutefois l'obligation d'employer une langue étrangère ou d'accompagner le texte d'une traduction au seul dispositif du jugement. On a pensé, avec raison, qu'il était inutile d'étendre cette exigence aux motifs puisqu'il ne s'agissait que des frais et dépens et non du fond. D'où le 3° de l'article 19, alinéa 2 : l'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

3° Si le dispositif de la décision est rédigé soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue

entre les deux Etats intéressés, ou bien s'il est accompagné d'une traduction faite dans une de ces langues et sauf entente contraire, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

En ce qui concerne l'authenticité de l'expédition et la force de chose jugée de la sentence que le juge d'exequatur a le droit d'apprécier, l'ancien article 13 n'avait pas prévu comment l'autorité requérante pourrait fournir des preuves suffisantes. Sur la proposition allemande la disposition suivante fut admise et forme l'alinéa 3 de notre article 19 :

« Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa 2 1^o et 2^o, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 2-3^o. »

Le principe de cette disposition fut en général approuvé par les délégués à la conférence comme propre à faciliter la solution des difficultés qui naissent principalement du moyen de prouver qu'une décision a acquis force de chose jugée. Mais plusieurs déclarèrent qu'il n'y avait pas dans leur pays d'autorité compétente pour délivrer le certificat en question. M. Renault répondit que cette situation qui est celle de la France, ne

devait pas empêcher l'adoption de cette mesure conforme au but de simplification poursuivi. Les nationaux des Etats qui ne fourniront pas le certificat prévu seront privés d'un avantage et devront faire la preuve par d'autres moyens, mais cela ne fera pas que ces Etats ne puissent accepter un certificat en bonne et due forme venant d'un autre pays à même de la fournir à ses nationaux.

Toutes les dispositions relatives aux condamnations aux frais et dépens s'appliquent également aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement » (18).

Ainsi les articles 18 et 19 règlent jusque dans les moindres détails l'exécution à l'étranger des jugements de condamnation aux frais et dépens d'un procès. On pourrait être tenté, avec M. Pierantoni, délégué italien, d'être surpris de la contradiction qu'il y a à protéger avec ce luxe de précautions les dépenses faites pour obtenir un jugement, alors que l'objet même du procès, l'exécution de ce jugement, ne jouira pas des avantages de la partie accessoire. La réponse à une telle objection est dans l'impossibilité actuelle d'une union internationale sur l'exécution des jugements. L'entente a été obtenue dans notre hypothèse précisément parce qu'il s'agissait d'une décision accessoire pour laquelle on pouvait négliger les graves objections que nous avons déjà exposées et que nous pensons devoir conserver longtemps encore une grande force.

CHAPITRE IV

LE NOUVEAU TITRE IV. — DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Le titre même de ce chapitre amène une question de terminologie. N'y a-t-il pas un pléonasme inutile dans l'épithète « *gratuite* » qualifiant l'assistance judiciaire dont l'essence est la gratuité ? Sans doute, et le rapporteur de la première commission a dû répondre à l'objection. Il a dit qu'il y avait intérêt à maintenir ce pléonasme apparent, car l'expression « assistance judiciaire » dans les relations internationales a un sens plus général désignant toutes les mesures propres à faciliter les rapports judiciaires entre les nationaux des différents Etats et la convention tout entière a pour but d'assurer cette assistance judiciaire. Le mot « gratuite » précise donc utilement l'objet du titre IV.

L'ensemble des modifications portées par la convention de 1905 à ce titre ne comprend que quelques additions de détail aux articles 14, 15 et 16 anciens devenus les articles 20, 21 et 22, plus un article nouveau, l'article 23, relatif aux frais, correspondant aux articles 7 et 16.

La première commission a discuté sur les difficultés

de fait que l'étranger rencontre pour obtenir l'assistance judiciaire lorsqu'il ne réside pas dans le pays où doit se poursuivre le procès. Le résultat de cette délibération ne s'est pas traduit par une modification du texte de la convention. Mais il a été entendu que l'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance doit pouvoir être saisie sans frais et sans formalité par une simple pétition de l'intéressé sans qu'il soit nécessaire de constituer avoué ou de désigner un avocat. C'est d'ailleurs le mode adopté par la plupart des législations, en particulier par la loi française et le plus conforme à l'esprit de l'institution.

Relativement à l'admission des étrangers au bénéfice de l'assistance judiciaire, le nouvel article 20 reproduit textuellement l'article 14 de la convention de 1896. L'article 21 correspond également à l'ancien article 15, sauf une addition visant le cas où les autorités compétentes (celles de la résidence habituelle ou actuelle de l'impétrant) n'appartiendraient pas à un Etat contractant, ne délivreraient pas de certificats ou ne recevraient pas de déclarations d'indigence. Pour faire rentrer dans la catégorie des bénéficiaires possibles de l'assistance tous les nationaux des Etats contractants, on a permis à ceux qui se trouveraient dans la situation prévue de présenter un certificat ou une déclaration signé par un agent diplomatique consulaire de leur nationalité. Dans ce but l'alinéa 1^{er} de l'article 21 a été augmenté de la disposition suivante :

« Dans le cas où ces dernières autorités (celles de la résidence) n'appartiendraient pas à un Etat contractant ou ne recevraient pas, ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivrée ou reçue par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient. »

L'adoption de cette addition heureuse donna satisfaction aux desiderata exprimés par l'Allemagne et par la Suisse et que la commission néerlandaise avait pleinement approuvés.

L'article 22 reproduit l'ancien article 16 et nous n'avons pas à y revenir.

Enfin l'article 23 nouveau dans son entier, contient une extension des effets de l'assistance judiciaire à l'étranger. L'hypothèse envisagée est celle-ci : un ressortissant d'un Etat contractant a obtenu le bénéfice du *Pro Deo* soit dans son pays, soit dans un autre Etat contractant. Le procès pour lequel il jouit de cette faveur nécessite soit une signification, soit une commission rogatoire à faire dans un Etat contractant autre que celui où le bénéfice lui a été accordé. Cet Etat devra-t-il reconnaître l'effet de ce bénéfice et l'indigent sera-t-il dispensé des honoraires dus aux officiers ministériels ou lui appliquera-t-on seulement les règles générales posées dans les articles 7 et 16 ?

L'article 23 a eu pour but de compléter en matière d'assistance judiciaire l'assimilation des étrangers aux nationaux. Le concours de l'officier ministériel sera

gratuit (sauf le cas où des formes spéciales seront demandées en vertu des articles 3 et 14, al. 2) pour tout national d'un Etat contractant ayant obtenu l'assistance judiciaire dans son pays ou dans un autre Etat contractant. Quant aux autres frais résultant de l'emploi de formes spéciales, d'indemnités payées aux témoins ou aux experts, l'avance en sera faite par l'Etat requis. Mais, pour les mêmes raisons qui ont fait repousser la gratuité complète des significations et des commissions rogatoires, l'Etat requis aura le droit d'en réclamer le remboursement à l'Etat requérant, lequel les supportera ou les recouvrera suivant les règles de sa législation intérieure. Ces dispositions remarquables sont contenues dans l'article 23 nouveau, ainsi conçu :

« Si le bénéfice de l'assistance judiciaire a été accordé au ressortissant d'un des Etats contractants, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans un autre de ces Etats ne pourront donner lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'article 3.

« Dans le même cas, l'exécution de commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des indemnités payées aux témoins ou aux experts ainsi que des frais nécessités par l'application de l'article 14, alinéa 2. »

Cette reconnaissance chez tous les Etats signataires du bénéfice de l'assistance judiciaire une fois accordé par l'un d'eux est d'une importance considérable. Elle

complète les dispositions déjà prises et l'on peut dire que le titre IV de la convention de 1905 a créé entre les Etats contractants une véritable « union internationale de l'assistance judiciaire ».

CHAPITRE V

DES MODIFICATIONS RELATIVES A LA CONTRAINTE PAR CORPS.

L'article unique par lequel la convention de 1896 a supprimé toute mesure de contrainte par corps spéciale aux étrangers a été conservé textuellement dans le nouvel article 24 qui correspond à l'ancien article 17. Une addition y a seulement été faite sur la proposition de la délégation allemande. Elle est conçue en ces termes :

« Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays pour obtenir mainlevée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un Etat contractant même si ce fait s'est produit à l'étranger. »

Cette disposition, quoique formulée en termes généraux, a surtout pour but de viser un cas particulier. Dans les pays où la contrainte par corps existe, elle peut être levée à la suite de certains faits. Le moyen le plus ordinaire est la déclaration en faillite. Or il arrivera fréquemment qu'un étranger n'ayant pas son domicile commercial dans le pays où il est incarcéré, ne pourra y être mis en faillite. La conférence a pensé qu'il était juste que la faillite prononcée à l'étranger produisît le

même effet sur la contrainte par corps, qu'elle fût prononcée dans le pays où celle-ci est subie ou dans un autre pays.

Cette disposition, d'application rare en pratique, a une importance théorique considérable. Elle est une nouvelle extension donnée aux effets des jugements à l'étranger. C'est la reconnaissance de la faillite prononcée dans un autre pays, reconnaissance sans doute limitée, mais qui ne saurait tarder à produire toutes ses conséquences rationnelles. L'adoption de cette simple phrase complémentaire permet d'augurer favorablement sur le sort du projet de convention relatif à la faillite discuté déjà à maintes reprises par la conférence de la Haye.

Nous ne consacrerons pas un chapitre spécial aux dispositions finales de la convention de 1905. Très développées, elles se passent de commentaire et nous renvoyons au texte (art. 25-29). A signaler seulement la faculté nouvelle donnée aux Etats contractants par l'article 26 d'étendre le bénéfice de la convention à leurs possessions extra-européennes. Une notification devra être faite à cet effet aux puissances signataires par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas, mais elle ne produira son effet qu'à l'égard des Etats qui y auront répondu par une déclaration affirmative.

Quant à la mise en vigueur, la date en est fixée par l'article 28 au sixantième jour à partir du dépôt des

ratifications par tous les Etats signataires ou adhérents à la convention du 14 novembre 1896 et au plus tard le 27 avril 1909. Il est à désirer que d'ici-là les cinq Etats abstentionnistes (Belgique, Autriche-Hongrie, Danemark, Norvège et Suisse) donneront leur adhésion et ne refuseront pas le bénéfice des améliorations portées par la convention du 17 juillet 1905. Il serait regrettable de voir se rompre l'heureuse unité établie depuis 1896 dans la procédure civile internationale.

APPENDICE

CONVENTION DU 14 NOVEMBRE 1896.

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., et le Conseil Fédéral Suisse,

Désirant établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, se rapportant à la procédure civile, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : (Suivent les noms des plénipotentiaires de chaque Etat), lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

A. — *Communication des actes judiciaires et extrajudiciaires.*

ART. 1^{er}. — En matière civile ou commerciale les significations d'actes à destination de l'étranger se feront sur la demande des officiers du ministère public

ou des tribunaux adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger.

La transmission se fera par voie diplomatique à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

ART. 2. — La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devait être faite la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 3. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double qui aurait été transmis dans ce but.

ART. 4. — Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° A la faculté pour les intéressés de faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3° A la faculté pour chaque Etat de faire faire par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires les significations destinées à l'étranger.

Dans chacun de ces cas la faculté prévue n'existe que si les lois des Etats intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent.

B. — *Commissions rogatoires.*

ART. 5. — En matière civile ou commerciale l'autorité judiciaire d'un Etat pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat pour lui demander de faire dans son ressort soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

ART. 6. — La transmission des commissions rogatoires se fera par voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les deux Etats.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

ART. 7. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée sera obligée d'y satisfaire. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite :

1° Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° Si l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

En outre cette exécution pourra être refusée si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 8. — En cas d'incompétence de l'autorité requise la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

ART. 9. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant dans le cas de l'article 7 les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission a été refusée et dans le cas de l'article 8 l'autorité à laquelle la commission est transmise.

ART. 10. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'Etat requis, pourvu que la forme dont il s'agit ne soit pas prohibée par cette législation.

C. — *Caution «judicatum solvi».*

ART. 11. — Aucune caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit ne peut être imposé à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

ART. 12. — Les condamnations aux frais et dépens

du procès prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution ou du dépôt en vertu soit de l'article premier, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres Etats contractants par l'autorité compétente d'après la loi du pays.

ART. 13. — L'autorité compétente se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

D. — *Assistance judiciaire.*

ART. 14. — Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats au bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée.

ART. 15. — Dans tous les cas le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçue par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger ou à défaut par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplo-

matique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

ART. 16. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance conserve dans les limites de ses attributions le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

E. — *Contrainte par corps.*

ART. 17. — La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas en matière civile ou commerciale être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays.

DISPOSITIONS FINALES.

I. — La présente convention sera ratifiée. Les ratifications seront déposées à la Haye le plus tôt possible.

II. — Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

III. — Elle sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation, dans un délai de six

mois avant l'expiration de ce terme par l'une des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auraient notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres Etats.

IV. — Le protocole d'adhésion à la présente convention pour les puissances qui ont pris part à la conférence de la Haye de juin-juillet 1894 restera ouvert jusqu'au 1^{er} janvier 1898.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 14 novembre 1896, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats signataires ou adhérents.

(L.S.) Comte DE GRELLE-ROGIER (Belgique).

(L.S.) SÉGUR D'AGUESSEAU (France).

(L.S.) L. RENAULT (France).

(L.S.) Comte DE VILLERS (Luxembourg).

(L.S.) Comte DE SÉLIR (Portugal).

(L.S.) ARTURO DE BAGUER (Espagne).

(L.S.) P. DE GREGORIO (Italie).

(L.S.) J. ROELL (Pays-Bas).

(L.S.) VAN DER KAAÏ (Pays-Bas).

(L.S.) T. M. C. ASSER (Pays-Bas).

(L.S.) F. KOCH (Suisse).

Protocole d'adhésion.

Pour la Suède et la Norvège :

(L.S.) AUG. GYLDENSTOLPE,
le 1^{er} février 1897.

Pour l'Empire d'Allemagne :

(L.S.) BRINCKEN,
le 9 novembre 1897.

Pour la monarchie austro-hongroise :

(L.S.) OKOLICSANYI,
le 9 novembre 1897.

Pour le Danemark :

(L.S.) C. M. VIRULY,
le 18 décembre 1897.

Pour la Roumanie :

(L.S.) G. BENGESCO,
le 19-31 décembre 1897.

Pour la Russie :

(L.S.) AXEL DE BERENDS,
le 19-31 décembre 1897.

Protocole additionnel du 22 mai 1897.

Les gouvernements de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Luxembourg, des Pays-Bas, de Portugal, de Suisse, Etats signataires de la convention de droit international privé du 14 novembre 1896 et de Suède et de Norvège, Etats adhérents à cette convention, ayant jugé opportun de compléter ladite conven-

tion, les soussignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Ad. article 11 (Voir chapitre IV, 2^e partie, p. 105).

Ad. articles 1 et 2 des dispositions finales.

Le dépôt des ratifications pourra avoir lieu dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire et il en sera dressé un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à tous les Etats contractants.

La présente convention entrera en vigueur quatre semaines après la date dudit procès-verbal.

Le terme de cinq ans visé à l'article 2 commencera à courir de cette date, même pour les puissances qui auront fait le dépôt après cette date.

Ad. article 3 des dispositions finales.

Les mots : « sauf dénonciation dans un délai de six mois avant l'expiration », etc., seront entendus dans ce sens que la dénonciation doit avoir lieu au moins six mois avant l'expiration.

Le présent protocole additionnel fera partie intégrante de la convention et sera ratifié en même temps que celle ci.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à la Haye, le 22 mai 1897, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement

des Pays-Bas et dont les copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats signataires ou adhérents. (Suivent les mêmes signatures que ci-dessus.)

Convention du 17 juillet 1905.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

Désirant apporter à la Convention du 14 novembre 1896 les améliorations suggérées par l'expérience,

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : (Suivent les noms des plénipotentiaires pour chaque Etat.)

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. — Communication des actes judiciaires et extrajudiciaires.

ART. 1^{er}. — En matière civile ou commerciale les significations d'actes à destination de personnes se trou-

vant à l'étranger se feront dans les Etats contractants, sur une demande du consul de l'Etat requérant adressée à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. La demande contenant l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit, doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise. Cette autorité enverra au consul la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la demande du consul seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer par une communication adressée aux autres Etats contractants qu'il entend que la demande de signification à faire sur son territoire, contenant les mentions indiquées à l'alinéa 1^{er}, lui soit adressée par voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la communication directe entre leurs autorités respectives.

ART. 2. — La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Cette autorité, sauf les cas prévus par l'article 3, pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

ART. 3 — Si l'acte à signifier est rédigé soit dans la

langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés ou s'il est accompagné d'une traduction dans une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues ou dans une forme spéciale pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera d'abord à effectuer la remise dans les termes de l'article 2.

Sauf entente contraire la traduction prévue à l'alinéa précédent sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

ART. 4. — L'exécution de la signification prévue par les articles 1, 2 et 3 pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 5. — La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

ART. 6. — Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement par la voie de la poste des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° A la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3° A la faculté pour chaque Etat de faire faire directement par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires les significations destinées aux personnes se trouvant à l'étranger.

Dans chacun de ces cas la faculté prévue n'existe que si les conventions intervenues l'admettent ou si, à défaut de convention, l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite ne s'y oppose pas. Cet Etat ne pourra s'y opposer lorsque dans le cas de l'alinéa 1^{er}, n° 3, l'acte doit être signifié sans contrainte à un ressortissant de l'Etat requérant.

ART. 7. — Les significations ne peuvent donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit. Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale dans les cas de l'article 3.

II. — *Commissions rogatoires.*

ART. 8. — En matière civile et commerciale, l'autorité

judiciaire d'un Etat contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commissions rogatoires à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant pour lui demander de faire dans son ressort soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

ART. 9. — Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'Etat requérant à l'autorité qui sera désignée par l'Etat requis. Cette autorité enverra au consul la pièce constatant l'exécution de la commission rogatoire ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de cette transmission seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque Etat contractant peut déclarer par une communication adressée aux autres Etats contractants qu'il entend que les commissions rogatoires lui soient transmises par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la communication directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives.

ART. 10. — Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces langues et

certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

ART. 11. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Les moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° Si dans l'Etat requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

ART. 12. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

ART. 13. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante en indiquant dans les cas de l'article 11 les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et dans le cas de l'article 12 l'autorité à laquelle la commission est transmise.

ART. 14. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

ART. 15. — Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté pour chaque Etat de faire exécuter directement par ses agents diplomatiques ou consulaires les commissions rogatoires si des conventions intervenues entre les Etats intéressés l'admettent ou si l'Etat sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée ne s'y oppose pas.

ART. 16. — L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'Etat requis aura droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts ainsi que les frais occasionnés par l'intervention d'un officier

ministériel rendue nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

III. — *Caution judicatum solvi.*

ART. 17. — Aucune caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit ne peut être imposé à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays aux nationaux d'un des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Les conventions pour lesquelles les Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile continueront à s'appliquer.

ART. 18. — Les condamnations aux frais et dépenses des procès prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu de l'article 17, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront sur une demande faite par voie diplomatique rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans chacun des autres Etats contractants.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux Etats contractants s'entendent pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par la partie intéressée.

ART. 19. — Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

1^o Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2^o Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée ;

3^o Si le dispositif de la décision est rédigé soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien s'il est accompagné d'une traduction faite dans une de ces langues et, sauf entente contraire, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'ali-

née 2-1° et 2°, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 2-3°.

IV. — *Assistance judiciaire gratuite.*

ART. 20. — Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite comme les nationaux eux-mêmes en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

ART. 21. — Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger ou à défaut de celles-ci par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où ces dernières autorités n'appartiendraient pas à un Etat contractant ou ne recevraient pas ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçu par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

ART. 22. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve dans les limites de ses attributions le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

ART. 23. — Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordé au ressortissant d'un des Etats contractants, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans un autre de ces Etats ne pourront donner lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'article 3.

Dans le même cas l'exécution de commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requis des indemnités payées aux témoins ou aux experts ainsi que des frais nécessités par l'application de l'article 14, alinéa 2.

V. — *Contrainte par corps.*

ART. 24. — La contrainte par corps soit comme moyend'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays pour obtenir mainlevée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

VI. — *Dispositions finales.*

ART. 25. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à la Haye, dès que six des Hautes Parties contractantes seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 26. — La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires européens des Etats contractants.

Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans ses territoires, possessions ou colonies, situés hors

de l'Europe ou dans ses circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme à chacun des Etats contractants, la Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les Etats qui répondront par une déclaration affirmative à cette notification et les territoires, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe et les circonscriptions consulaires judiciaires, pour lesquels la notification aura été faite. La déclaration affirmative sera déposée, de même, dans les archives du gouvernement des Pays-Bas qui en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

ART. 27. — Les Etats représentés à la quatrième conférence de droit international privé sont admis à signer la présente convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'article 25, alinéa 1^{er}.

Après ce dépôt, ils seront toujours admis à y adhérer purement et simplement. L'Etat qui désire adhérer notifie son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme à chacun des Etats contractants.

ART. 28. — La présente Convention remplacera la Convention de droit international privé du 14 novembre 1896 et le protocole additionnel du 22 mai 1897.

Elle entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date où tous les Etats signataires ou adhérents de la convention du 14 novembre 1896 auront déposé leurs ratifications de la présente Convention et au plus tard le 27 avril 1909.

Dans le cas de l'article 26, alinéa 2, elle entrera en vigueur quatre mois après la date de la déclaration affirmative et dans le cas de l'article 27, alinéa 2, le soixantième jour après la date de la notification des adhésions.

Il est entendu que les notifications prévues par l'article 26, alinéa 2, ne pourront avoir lieu qu'après que la présente Convention aura été mise en vigueur conformément à l'alinéa 2 du présent article.

ART. 29. — La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 28, alinéa 2 pour sa mise en vigueur.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auront adhéré postérieurement et aussi en ce qui concerne les déclarations affirmatives faites en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans sauf dénonciation,

La dénonciation devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas 2 et 3 au gouvernement des Pays-Bas qui en donnera connaissance à tous les autres Etats.

La dénonciation peut ne s'appliquer qu'aux territoi-

res, possessions ou colonies, situés hors de l'Europe ou aussi aux circonscriptions consulaires judiciaires, compris dans une notification faite en vertu de l'article 26, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats contractants.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à la Haye le 17 juillet 1905 en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la quatrième conférence du droit international privé.

Pour l'Allemagne : (L.S.) VON SCHLÖEZER.

KRIEGE

Pour l'Espagne : A. DE BAGUER

Pour la France : MONTBEL

L. RENAULT.

Pour l'Italie : TUGIN.

Pour le Luxembourg : Comte DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas : W. M. DE WEEDE.

J. A LOEFF.

T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal : COMTE DE SÉLIR.

Pour la Roumanie : EDG. MAVROCORDATO.

Pour la Russie : N. TCHARYKOW.

Pour la Suède : G. FALKENBERG.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	4

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Principes admis par la doctrine en droit international privé au XIX ^e siècle. . .	7
CHAPITRE II. — Premières démarches de Mancini auprès des Etats en vue d'une entente internationale sur le droit privé. — L'Institut de droit international. — Propositions de la Hollande. — Le Livre-Vert Italien. — Congrès de Montevideo.	12
CHAPITRE III. — La Conférence de la Haye en 1893.	25
§ 1 ^{er} . — Propositions du gouvernement néerlandais. Caractère que devait avoir la Conférence. .	25
§ 2. — Réunion de la Conférence à la Haye. Sa composition	28
CHAPITRE IV. — Les Conférences réunies à la Haye de 1893 à nos jours	33
CHAPITRE V. — Travaux de la Conférence : documents, méthode, forme de ses décisions.	40

DEUXIÈME PARTIE

LA CONVENTION DE LA HAYE DU 14 NOVEMBRE 1896.

CHAPITRE PREMIER. — Matières réglées par la Convention. — Signature de la Convention. — Le protocole additionnel du 22 mai 1897.	49
CHAPITRE II. — De la communication des actes judiciaires et extrajudiciaires (Titre I ^{er} de la convention).	56
CHAPITRE III. — Des commissions rogatoires (Titre II).	78
CHAPITRE IV. — De la caution <i>judicatum solvi</i> (Titre III).	95
CHAPITRE V. — De l'assistance judiciaire (Titre IV)	113
CHAPITRE VI. — De la contrainte par corps (Titre V).	125

TROISIÈME PARTIE

LA CONVENTION DU 17 JUILLET 1905 DESTINÉE A
REMPLACER CELLE DU 14 NOVEMBRE 1896.

CHAPITRE PREMIER. — Travaux préparatoires de la Conférence de 1904. Les raisons qui firent reviser la convention de 1896	131
CHAPITRE II. — Réformes introduites dans les titres I et II relatifs à la communication des actes judiciaires et extrajudiciaires et aux commissions rogatoires	136
CHAPITRE III. — Modifications portées au titre III relatif à la caution <i>judicatum solvi</i>	158
CHAPITRE IV. — Le nouveau titre IV. De l'assistance judiciaire gratuite.	166
CHAPITRE V. — Modifications relatives à la contrainte par corps.	171

APPENDICE

Convention du 14 novembre 1896.	174
Protocole additionnel du 22 mai 1897.	181
Convention du 17 juillet 1905.	183
TABLE DES MATIÈRES	199

Vu :

Le Président de la thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
V. BONNARIC.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
